

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

Défense des Intérêts

DE LA

Viticulture Méridionale

PAR LES

Syndicats Viticoles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 mars 1920, à 5 heures

PAR

Roger MEYRUEIS

Président : M. HITIER, professeur.

Sufragants : { MM. SOUCHON, professeur,
GERMAIN MARTIN, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1920

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

Défense des Intérêts

DE LA

Viticulture Méridionale

PAR LES

Syndicats Viticoles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 mars 1920, à 5 heures



PAR

Roger MEYRUEIS

Président : M. HITIER, professeur.

Suffragants : { *MM. SOUCHON, professeur,*
GERMAIN MARTIN, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1920

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

INTRODUCTION

Tout le monde se souvient encore de l'immense mouvement qui souleva le Midi tout entier en 1907. Depuis 1900 le Midi subissait une crise économique extrêmement grave et dont on n'entrevoyait pas l'issue. En 1903 à la suite d'une récolte très réduite, il y eut un relèvement des prix et on crut à la fin de la crise ; mais la campagne se termina par une période continue de baisse et un encombrement du marché, si bien que dès avant les vendanges de 1904 la crise reprit. La misère grandissait de jour en jour. Des plaintes de plus en plus vives s'élevaient de tous côtés.

Le mouvement fut déclenché par un petit village de l'Aude, Argelliers, qui sous l'impulsion d'un brave homme convaincu, Marcellin Albert, souleva le Midi tout entier. Une série de grands meetings impressionnants par le calme qui y régnait furent tenus par les viticulteurs successivement à Coursan où il y eut 6.000 assistants, puis à Capestang, Lézignan, Narbonne, Béziers, Perpignan, Carcassonne, Nîmes et enfin Montpellier où il y eut plus de 600.000 assistants.

Les viticulteurs croyaient à ce moment-là qu'il suffirait que l'Etat le veuille pour que leur vin se vende à un prix rémunérateur, qui ramènerait la prospérité dans le Midi ruiné. C'était, il faut le reconnaître, beaucoup demander à l'Etat qui est toujours à se débattre entre des intérêts divers et souvent opposés. Quoi qu'il en soit, il ne fit certainement pas tout son devoir. Il en résulta des troubles et des violences regrettables.

Les viticulteurs décidèrent alors de se grouper afin d'être plus forts et c'est de là que partit ce puissant mouvement syndicaliste dont le but principal était la répression de la fraude ; mouvement admirable par son ampleur et qui étonna surtout de la part des méridionaux réputés gens individualistes par excellence.

C'est l'organisation de ces syndicats et leur œuvre de défense que nous voulons étudier ici. Mais auparavant il nous semble bon de passer en revue d'une façon rapide les lois sur la répression des fraudes et falsifications que ces syndicats se donnent pour but de faire respecter. Ensuite et brièvement aussi nous étudierons les lois et la jurisprudence régissant à l'heure actuelle les syndicats ; cette question a soulevé de nombreuses controverses ; elle semble cependant se résoudre en faveur des syndicats. L'étude de l'organisation syndicale du Midi sera ainsi rendue plus claire et plus précise.

Enfin nous nous demanderons en terminant si c'est uniquement aux syndicats viticoles, par la sévère répression des fraudes, ainsi qu'ils le prétendent, qu'on doit

la fin de la crise et le relèvement des cours du vin, ou bien si c'est à d'autres causes ainsi que le soutiennent un certain nombre d'économistes.

Telle est la marche que nous nous proposons de suivre dans cet exposé.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES LOIS SUR LA RÉPRESSION DES FRAUDES DU VIN

Les lois sur la répression des fraudes et falsifications des vins sont extrêmement nombreuses. Leur effet a été pendant longtemps bien négligeable ; il est encore loin d'être définitif. Des lois moins nombreuses mais mieux faites et surtout mieux appliquées seraient certainement parvenues à un résultat plus appréciable. Quoi qu'il en soit nous allons les passer en revue ; mais dans ce qu'elles ont d'essentiel seulement ; cette étude n'entre en effet qu'accessoirement dans notre sujet et nous entraînerait beaucoup trop loin si nous voulions tant soit peu l'approfondir.

La loi la plus importante sur les fraudes est celle du 1^{er} août 1905. Mais c'est une loi générale qui laisse subsister les lois spéciales sur les vins qui lui sont antérieures, et qui a été complétée par quelques lois postérieures.

SECTION I. — Lois antérieures à la loi du 1^{er} août 1905.

Le 27 mars 1851 fut votée une loi générale sur les falsifications alimentaires qu'une loi de 1855 étendit aux boissons. Ces lois ont été remplacées par la loi du 1^{er} août 1905. Mais elles avaient été complétées par une série de lois spéciales qui, elles, n'ont pas été supprimées. Les fraudes que celles-ci essayaient d'enrayer sont : le mouillage, le vinage, le sucrage, la fabrication du vin au moyen de raisins secs.

a) *Mouillage*. — Le mouillage consiste à mettre de l'eau dans le vin. C'est on le voit une opération d'une extrême simplicité, ne nécessitant pas d'outillage compliqué, et à la portée des cerveaux les moins bien organisés. Aussi cette fraude a-t-elle été pratiquée de tous temps dans des proportions considérables. Par sa simplicité même elle est difficile à découvrir et à poursuivre. Une seule loi avant 1905 essaya d'enrayer cette déplorable pratique ; c'est la loi du 24 juillet 1894. Elle se borne du reste à rappeler les peines édictées par l'article 423 du Code pénal et la loi de mars 1851 ; elle ajoute que ces peines seront applicables même si l'acheteur ou le consommateur n'ignoraient pas l'addition de l'eau. Ces mesures n'étaient évidemment pas suffisantes pour effrayer les fraudeurs. La loi de 1894 resta lettre morte.

b) *Vinage*. — C'est une opération qui consiste à mettre de l'alcool dans du vin déjà fait. Cette opération

se combine avec le mouillage. En effet, on suralcoolise un vin, puis on ajoute de l'eau qui rabaisse le vin à un degré alcoolique se rapprochant du degré primitif ; seulement la quantité définitive s'est accrue dans de notables proportions. C'est aussi une fraude difficile à réprimer. La loi du 24 juillet 1894 applique au vinage les mêmes dispositions qu'au mouillage. L'effet en a été également semblable, c'est-à-dire nul.

c) *Sucrage*. — Nous trouvons ici un grand nombre de dispositions législatives. Ceci tient aux intérêts contraires qui sur cette question divisent le Nord et le Midi. Vers 1880 l'industrie sucrière française était fortement menacée par la concurrence étrangère, notamment par l'Allemagne qui, au moyen de primes accordées à l'exportation du sucre allemand, chassait peu à peu le sucre français du grand marché anglais. Le 29 juillet 1884 intervint une loi qui accorda des primes à l'exportation à l'industrie sucrière française ; de plus, pour lui donner un débouché plus large à l'intérieur on réduisit de 40 à 20 francs les 100 kilogrammes, les droits sur les sucres destinés au sucrage des vins avant toute fermentation. Une loi du 27 mai 1887 porta ces droits à 24 francs. Mais un règlement de 1885 avait autorisé l'emploi du sucre après fermentation. Il n'était pas besoin d'être producteur pour bénéficier de cette mesure ; le simple acheteur de vendanges pouvait également en profiter. A cette époque le vignoble était dévasté par le phylloxéra ; la rareté du vin en avait fait hausser les

prix ; la fabrication du vin de sucre était donc très rémunératrice ; aussi prit-elle une extension énorme.

Bien entendu le commerçant dans la plupart des cas, pour ne pas dire toujours, s'empressait de vendre son vin de sucre comme vin naturel. Pour remédier à ces abus, on vota la loi du 14 août 1889 dite loi Griffé. Elle avait pour but « d'indiquer au consommateur la nature du produit livré sous le nom de vin, et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit ».

Dans son article 1^{er} elle définit le vin. « Nul ne peut expédier, vendre, ou mettre en vente sous la dénomination de vin un produit autre que celui de la fermentation des raisins frais. »

Elle déclare dans son article 2 que « le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec addition de sucre et d'eau, le mélange de ce produit avec le vin dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu, ou mis en vente que sous le nom de vin de sucre ».

Cette loi n'eut pas d'effet appréciable. En effet ce n'est que par l'analyse qu'on peut se rendre compte qu'un vin est naturel ou non. C'est une opération fort délicate à laquelle les rares laboratoires existant à cette époque n'étaient pas habitués.

Le vin de sucre continua donc à se fabriquer en grande quantité et à être vendu comme vin naturel. Une loi du 11 juillet 1891 essaya d'en établir la surveillance, mais elle ne s'occupa point de surveiller le récoltant, ce qui rendit ses mesures inefficaces.

Les plaintes des viticulteurs honnêtes se faisaient de plus en plus fortes. En effet à cette époque le vignoble français, grâce à un admirable effort des populations viticoles, s'était reconstitué et les vins artificiels faisaient une âpre concurrence au vin naturel. On vota alors la loi du 6 avril 1897 qui interdit la vente des vins de marc et des vins de sucre. Malheureusement elle autorisait la fabrication de ces vins pour la consommation familiale. Ceci empêcha la loi de produire l'effet qu'on escomptait ; la fraude continua.

C'est alors qu'intervint la loi du 29 décembre 1900. Elle réglemente la consommation familiale. Désormais le bénéfice du droit réduit de 24 francs les 100 kilogrammes sera limité à la consommation familiale jusqu'à un maximum de 40 kilogrammes par membre de famille et domestique attaché à la personne. Les producteurs de vin naturel virent alors avec joie la fabrication du vin de sucre diminuer dans de grandes proportions. Cette joie fut de courte durée. En effet une loi du 28 janvier 1903, consécutive à la Convention de Bruxelles de 1902, supprima les primes à l'exportation du sucre. Pour empêcher l'industrie sucrière de trop ressentir le contre-coup de cette mesure, cette loi lui ouvrit un débouché plus large à l'intérieur en abaissant de 64 à 25 francs l'impôt sur les sucres. Dans son article 7 la loi de 1903 essayait d'enrayer la fabrication du vin de sucre. Elle maintenait la déclaration de sucrage, limitait la quantité de sucre pouvant être employée et exigeait une déclaration préalable.

Seule la déclaration préalable permettait à la Régie d'exercer un contrôle. Résultat : on s'abstenait de toute déclaration et on inondait le marché de vin de sucre.

d) *Vins de raisins secs*. — Cette fabrication avait été encouragée au moment où le vin manquait à cause de la crise phylloxérique. Mais lorsque le vignoble fut reconstitué, ces vins qu'on obtenait à très bas prix firent une concurrence désastreuse au vin naturel. Grâce aux lois du 26 juillet 1890, du 11 janvier 1892, 14 novembre 1894 et 6 avril 1897 qui élevèrent de plus en plus les droits de douane sur ce produit et réglèrent sévèrement la fabrication et la circulation de cette boisson, la fraude fut enrayée.

c) *Piquette*. — C'est le produit obtenu en faisant passer de l'eau sur du marc de raisin. La loi du 11 juillet 1891 étendit l'article 2 de la loi Griffe aux piquettes. Elle n'eut aucun effet. La loi du 6 avril 1897 article 3 n'autorisa sa circulation qu'à destination des particuliers pour la consommation familiale. Elle ne produisit également aucun effet.

SECTION II. — Loi du 1^{er} août 1905,

On voit par le rapide exposé qui précède combien ces lois étaient peu efficaces. En 1905 le Midi se débattait dans une crise douloureuse. C'est cette crise qui hâta la confection et le vote de la loi du 1^{er} août 1905. Elle a pour titre : « Loi sur la répression des fraudes

dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles. » M. Larnaude a parfaitement indiqué les caractères principaux de cette loi (1). « Ces caractères sont au nombre de quatre :

1° La loi de 1905 est surtout une loi d'ordre répressif. Elle offre cependant un caractère préventif plus accentué que les lois qu'elle remplace.

2° La loi de 1905 ne fait disparaître aucune des lois spéciales sur les fraudes et falsifications de certaines marchandises.

3° La loi de 1905 se caractérise aussi par l'importance tout à fait exceptionnelle que présentait pour son application les règlements destinés à la mettre en œuvre.

4° C'est une loi pénale et exclusivement pénale. » En effet les faits qu'elle prévoit et punit sont des délits. On ne s'exposera donc aux peines qu'elle édicte que si on est de mauvaise foi.

Cette loi était-elle réellement utile ? L'émunération de ses principaux caractères ne semble pas à première vue le prouver. C'est une erreur. En effet, un certain nombre de fraudes ne sont pas réprimées par les lois spéciales : si elles réunissent les qualités générales prévues par la loi de 1905 elles tomberont sous son appli-

(1) La loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes. Rapport présenté par M. Larnaude à la Société des Viticulteurs, Session de 1906.

cation. De plus on étend à ces lois un certain nombre de peines édictées par la loi de 1905.

La loi de 1905 prévoit des règlements pour la compléter ; c'est là une excellente mesure. L'ingéniosité des fraudeurs crée en effet tous les jours des fraudes nouvelles ; ces règlements permettent de les prévenir et de les réprimer rapidement et efficacement.

La loi de 1905 maintient les délits de tromperie et de falsification ; elle en crée un nouveau : le délit d'excitation à la fraude.

Elle ne change rien à la compétence mais elle crée l'expertise contradictoire et intéresse les communes à l'œuvre de répression.

Les règlements qu'elle prévoit organiseront les prélèvements, les méthodes d'analyses, et les autorités qualifiées pour découvrir les fraudes.

Elle aggrave les peines, surtout celles de l'affichage et de l'amende.

SECTION III. — Lois postérieures à la loi du 1^{er} août 1905.

Ces lois cherchent à réprimer les mêmes fraudes que les lois spéciales antérieures à 1905, c'est-à-dire le mouillage, le sucrage et les piquettes.

a) *Mouillage*. — La loi du 29 juin 1907, afin de lutter contre le mouillage, organise la déclaration de récolte. Le propriétaire, fermier, ou métayer récoltant du vin doit, après les vendanges et dans un certain

délai, aller à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est située son exploitation et déclarer :

1° La quantité totale de vin récolté ; s'il a des stocks dans ses caves il doit également les déclarer.

2° La superficie de ses vignes en production.

3° S'il y a lieu, la déclaration du volume ou du poids des vendanges fraîches reçues ou expédiées, ainsi que la quantité de moûts expédiés ou reçus.

Sévèrement appliquée la déclaration de récolte enrayait donc la fraude chez le producteur. Elle rendait de plus fort dangereuse une pratique très répandue chez les marchands en gros, et qui leur permettait de frauder dans des proportions considérables : la pratique des acquits fictifs. Celle-ci leur permettait de dissimuler les excédents dus au mouillage qui se trouvaient dans leurs caves. Voici le procédé : un marchand en gros fabriquait par exemple 1000 hectolitres de vin ; pour justifier leur présence dans ses caves, il se rendait dans une localité quelconque (à condition bien entendu qu'on y cultivât la vigne), passait à la recette ruraliste et y faisait faire une fausse déclaration d'enlèvement de vin chez un des propriétaires de la localité en question. Ce propriétaire pouvait être complice ; souvent il ignorait l'opération faite avec le concours de son nom. Le négociant présentait cet acquit fictif à la régie et était ainsi parfaitement en règle.

Le mouillage est pratiqué en grand chez les débiteurs. Il y eut plusieurs projets essayant d'y mettre fin,

mais tous échouèrent à cause de questions électorales. Heureusement pour les viticulteurs honnêtes que le service spécial de répression des fraudes prévu par la loi de 1905, et les agents commissionnés des syndicats, ainsi que nous l'étudierons dans la suite, en assurent autant que possible la surveillance. S'ils n'y parviennent pas entièrement les résultats sont cependant très appréciables.

b) *Sucrage*. — Nous avons vu comment la loi consécutive à la Convention de Bruxelles avait renversé l'échafaudage péniblement construit par les lois antérieures, qui commençait seulement à rendre les services escomptés. La loi du 6 août 1905 essaya de remédier à cet état de choses.

Dans ce but, par son article 1^{er} elle limite l'emploi du sucre en première et deuxième cuvée à l'époque des vendanges. Elle espérait ainsi réduire par ce temps relativement court la fabrication du vin de sucre.

De plus elle organise dans son article 6 la publicité du sucrage. Enfin pour pouvoir envoyer 50 kilos de sucre à un individu qui n'en fait pas le commerce ou qui n'exerce pas une industrie qui en demande l'emploi, la présence d'un acquit à caution est exigée.

La loi du 29 juin 1907 vient renforcer la loi du 6 août 1905 en réduisant ce chiffre de 50 kilos à 25 kilos. Le viticulteur désormais ne pourra détenir une plus grande quantité de sucre que moyennant une déclaration préalable. Cette déclaration préalable à l'administra-

tion des contributions indirectes est exigée aussi du commerçant qui voudrait vendre une quantité de sucre supérieure à ce chiffre de 25 kilos.

Enfin cette loi décide, que pour la consommation familiale on n'a plus droit à 40 kilos de sucre par tête, mais à 20 kilos sans que l'on puisse jamais dépasser le total de 200 kilos par exploitation.

c) *Piquettes*. — La loi du 6 août 1905 n'autorisait la circulation des piquettes que lorsqu'elle n'avait pas lieu en vue de la vente. Cette mesure n'était pas suffisante ; aussi la loi de 1907 est intervenue et a limité à 40 hectolitres par exploitation la quantité de piquette autorisée à être fabriquée.

C'est là ce que les lois sur la répression des fraudes et falsifications des vins contiennent d'essentiel. Elles sont certainement encore bien imparfaites et laissent beaucoup de fraudeurs impunis. Sévèrement appliquées elles doivent cependant donner des résultats appréciables. C'est ce qu'ont compris les viticulteurs du Midi, qui, instruits par une longue expérience et craignant de voir ces lois rester plus théoriques que pratiques, se sont groupés en syndicats, afin d'être plus forts et pouvoir ainsi se servir des armes qu'on leur donnait.

Maintenant quels sont au juste le droit des syndicats ? C'est une question qui a été discutée dès le lendemain de la loi du 21 mars 1884 constituant les syndicats professionnels. Un arrêt récent du 5 avril 1913

de la Cour de cassation, toutes chambres réunies, vient seulement de fixer une interprétation flottante des textes. Nous allons essayer, dans le chapitre qui suit, d'indiquer les controverses soulevées sur ce point et de dégager l'interprétation finalement établie par la Cour suprême.

CHAPITRE II

LES LOIS ET LA DOCTRINE SUR LES SYNDICATS

Les syndicats viticoles ont pu se fonder et se développer sous l'empire de la loi du 21 mars 1884 instituant des syndicats professionnels, grâce à un amendement qui ajouta à l'article 3 de cette loi le mot agricole. Cet article est ainsi conçu : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. »

L'article 6 de la loi de 1884 reconnaissait aux syndicats « le droit d'ester en justice ».

Telles sont les définitions courtes, et somme toute, assez vagues par lesquelles la loi de 1884 instituait les syndicats professionnels.

Que firent ces syndicats ? Ils se servirent des pouvoirs que leur donnait la loi, notamment en usant de la liberté de la presse, en répandant leurs idées par la plume et la parole, en appelant l'attention des pouvoirs publics sur certaines questions, en dénonçant aux parquets des infractions susceptibles de nuire aux intérêts de la profession, etc. Personne ne songea à dénier ces droits aux syndicats.

Mais ils firent plus, et pour défendre les intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ainsi que l'article 3 leur en donnait mission, ils prétendirent se servir de la faculté que leur donnait l'article 6 et ils poursuivirent en justice les infractions portant atteinte à la profession qu'ils représentaient. Ainsi les syndicats viticoles poursuivirent en justice tous les faits de fraude et falsification sur les vins estimant qu'ils portaient atteinte à la viticulture.

La jurisprudence, malgré quelques décisions contradictoires, ainsi que nous le verrons dans la suite, leur fut favorable et admit cette prétention.

Elle leur permit d'agir en justice et de se porter parties civiles conformément au droit commun, soit au cours d'un procès correctionnel, soit en mettant par leur plainte l'action publique en mouvement.

Mais toujours conformément au droit commun elle exigeait que le syndicat, pour qu'il puisse exercer son action en justice, justifiât d'un préjudice. Ce préjudice devait être :

- 1° personnel,
- 2° appréciable,
- 3° en corrélation avec le délit,
- 4° direct.

Ces conditions soulevèrent des difficultés. Il était souvent difficile au syndicat de montrer l'intérêt personnel ainsi que le préjudice éprouvé lui permettant d'agir, et il se voyait débouté de sa demande. Mais en

général la jurisprudence fut favorable à l'action des syndicats (1).

Les auteurs se divisèrent en deux camps, les uns refusant absolument aux syndicats le droit d'agir en justice pour la défense des intérêts de la profession, les autres au contraire le reconnaissant et cherchant à l'affermir et l'étendre le plus possible.

M. Planiol est un adversaire convaincu de l'action en justice des syndicats. « Il n'y a, déclare-t-il, aucune relation entre l'article 3 et l'article 6 de la loi du 21 mars 1884. L'article 3 règle l'objet des syndicats considérés comme organes d'action ; l'article 6 détermine leur capacité quand on les considère comme personnes civiles. Le législateur n'a aucunement réglé les moyens d'action que les syndicats pourraient employer pour atteindre leur but, parce qu'il s'est référé sur ce point à notre droit commun, aux institutions existantes. . . . L'action en justice ne figure pas et ne peut pas figurer parmi ses moyens d'action, parce qu'elle ne peut être exercée que par celui à qui elle appartient, ou par un mandataire conventionnel ou légal plaidant au nom de celui qu'il représente. Il est impossible que par ces mots si simples « ester en justice » qui figurent dans l'article 6, mots dont le sens était connu et qui

(1) Note sous Bordeaux, 4 juin 1897, D. 1898.2.129. En ce sens également : note sous Amiens, 13 mars 1895, D. 1895.2.555. Note sous Cassation, 27 juillet 1909, D. 1909.1.129. Note sous Paris, 11 janvier 1907, D. 1908.2.101.

avaient été employés maintes fois pour exprimer un des effets les plus élémentaires de la personnalité civile, on ait introduit dans notre droit sans le dire et même sans le prévoir, une forme de procéder inconnue auparavant. Le droit d'ester en justice a été reconnu par la loi du 21 juin 1865, la loi du 21 mars 1884, la loi du 22 décembre 1888 pour la protection du patrimoine syndical de la même façon qu'il appartient aux communes, aux sociétés commerciales et aux associations déclarées d'utilité publique : le droit de plaider est la suite et la garantie du droit de posséder et rien de plus. »

M. Planiol oppose également à l'action en justice des syndicats la règle « nul en France ne plaide par Procureur » — « Le syndicat personne civile se substitue à ses membres qui sont seuls lésés et qui plaident ainsi véritablement par procureur, malgré l'autorité que la jurisprudence moderne reconnaît encore à la vieille maxime qui prohibe cette façon d'agir. »

Waldeck-Rousseau (1), dans une consultation qu'il donna en 1887 à propos d'une intervention syndicale qui avait eu lieu à Nice, déclara que le syndicat depuis la loi du 21 mars 1884 étant une personne morale jouissant de la personnalité civile, son patrimoine était absolument distinct des intérêts individuels de ses membres ; il n'est donc apte à agir que pour la défense de son propre patrimoine. « Le syndicat envisagé com-

(1) *Recueil périodique de procédure civile* (Rousseau et Laisney ; 1887).

me une personne morale n'est point la somme et pour ainsi dire la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres. Il en demeure parfaitement distinct et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie ne peuvent être exercés par aucun d'eux. Si l'on admettait que par là même les négociants syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent, l'association a qualité pour agir, ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, ce serait une corporation. »

Waldeck-Rousseau était un des principaux auteurs de la loi du 21 mars 1884. Son opinion aurait donc pu avoir une influence décisive sur la jurisprudence. Les syndicats viticoles auraient été alors dans l'impossibilité absolue d'accomplir la partie de leur œuvre la plus intéressante et la plus utile. Heureusement qu'il n'en fut pas ainsi et à part deux décisions dans ce sens, l'une de la Cour d'appel d'Aix le 26 janvier 1887, l'autre du Tribunal de Nice le 5 mai 1887, la jurisprudence continue d'accueillir largement l'action en justice des syndicats.

Mais la majorité des auteurs sont des partisans de l'action en justice des syndicats.

M. Wahl (1) estime que les syndicats ont pour mission de défendre l'intérêt professionnel.

(1) M. Wahl s'exprime ainsi : « Nous tenons pour certain que les syndicats peuvent agir en justice pour les intérêts professionnels de leurs membres en général. S. 1896. 1: 829.

M. Hubert Valleroux (1) admet une action collective lorsqu'il y a un préjudice commun. Nombre d'autres auteurs, parmi lesquels le grand criminaliste M. Garraud (2) sont des partisans convaincus de l'action syndicale.

M. Larnaude (3), dans un rapport présenté à l'assemblée générale du Syndicat National de Défense de la Viticulture française, démontre d'une façon remarquable comment ce droit des syndicats découle logiquement de la loi du 21 mars 1884. Nous retrouverons certains de ses arguments lorsque nous étudierons la jurisprudence, notamment celle de la Chambre criminelle de la Cour de cassation. Contre les théories restrictives que nous venons de citer, M. Larnaude s'élève en ces ter-

(1) *Revue des Sociétés*, 1887, p. 255 ; *Economiste Français*, 1891, 1^{er} semestre, p. 4.

(2) M. Garraud déclare : « Ce n'est pas sans quelque appréhension qu'on a vu grandir, grâce à un nouveau champ ouvert à leur activité, la puissance des syndicats professionnels. Mais en limitant leur action à la défense de leurs intérêts collectifs la jurisprudence donne aux syndicats une arme nécessaire dans un temps où le ministère public est impuissant à protéger les intérêts professionnels gravement atteints par la multiplication des fraudes de toute espèce.

Il faut donc saluer et encourager le développement de cette accusation professionnelle et souhaiter que les syndicats aient la sagesse d'employer à cette œuvre d'assainissement la force que leur donne la loi. » Garraud, *Traité d'instruction criminelle*, I, n° 120, p. 263 et suiv.

(3) De la Recevabilité en justice des actions intentées par les Syndicats professionnels. Rapport présenté à l'Assemblée générale du Syndicat National de Défense de la Viticulture française par M. F. Larnaude, *La Loi*, 1911, 4 nov., p. 803.

mes : « Il y a une catégorie d'intérêts propres au syndicat pour lesquels il ne peut y avoir aucun doute. Le syndicat jouissant de la personnalité civile peut être comme le simple particulier propriétaire contractant. On a essayé, au début de l'application de la loi de 1884, de limiter la capacité judiciaire du syndicat à ce rôle restreint, en quelque sorte humilié. C'est toute la portée que certains jurisconsultes ont voulu donner à l'article 6 de la loi du 21 mars 1884. Mais cette opinion, quelle que soit la haute valeur de ceux qui y ont attaché leur nom, est restée isolée « *vox clamans in deserto* ». Et il ne pouvait en être autrement.

On oubliait en essayant ainsi de réduire les syndicats au rôle de propriétaires et de contractants, au point de vue judiciaire tout au moins, que les syndicats professionnels sont de bien petits propriétaires, de bien minces contractants. On oubliait que la loi leur a parcimonieusement accordé cette personnalité patrimoniale et contractuelle dont les individus et les sociétés civiles ou commerciales jouissent au contraire si largement. On oubliait surtout, et c'est une remarque rarement faite, que leur rôle principal ne consiste pas, comme pour les individus et les sociétés proprement dites, à devenir propriétaires et à faire des contrats, mais à étudier et défendre les intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles.

Comment dès lors restreindre cette défense, qui doit pouvoir se produire dans la forme judiciaire comme

dans toute autre, à quelques misérables procès sur le patrimoine dérisoire qui leur est octroyé comme une aumône ? On oubliait surtout l'immense danger social qu'il y a à restreindre ainsi l'action judiciaire des syndicats. Une action judiciaire est nécessairement entourée de garanties. Elle est une lutte que le droit dirige et sanctifie en quelque sorte.

A quelles extrémités acculerez-vous donc ces syndicats si pour la défense de leurs intérêts professionnels vous les écartez dédaigneusement de l'enceinte judiciaire ? ».

Au milieu de toutes ces discussions, quel parti prit le législateur ? Edicta-t-il une nouvelle loi sur les syndicats professionnels, délimitant d'une façon précise la nature des droits confiés à la garde des syndicats, facilitant leur action en justice et qui aurait ainsi unifié définitivement la jurisprudence ?

La loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, permettant aux médecins de se constituer en syndicats, reconnaît aux syndicats le droit d'agir en justice. Mais elle ne déroge en rien au droit commun en ce qui concerne cette action.

La loi du 11 juillet 1906 sur la protection des conserves contre la fraude étrangère, qui dans son article 6 cite les syndicats comme pouvant exercer les actions résultant de cette loi, n'ajoute rien de plus.

En 1907 sous l'influence de la crise viticole et devant le refus de certaines Cours d'admettre, contrairement à ce qu'elles avaient fait jusque-là, l'intervention des

syndicats viticoles en matière de fraude, sous prétexte que cela ne leur portait pas un préjudice direct, fut votée la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins. Dans son article 9 elle déclare que : « Tous les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture et de la viticulture ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits de fraude et falsification des vins, prévus par les lois des 24 août 1889, 11 juillet 1892, 20 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905 et par la présente loi, ou recourir s'ils le préfèrent à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

L'année suivante une loi du 5 août 1908 déclara dans son article 2 : « Tous les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67, 68 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits de fraude et falsification prévus par les lois en vigueur ou recourir s'ils le préfèrent à l'action ordinaire devant les tri-

bunaux civils en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

Les dispositions de cet article 2 sont calquées sur celles de l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 ; elles ne font qu'étendre les dispositions que contiennent celui-ci.

Quelles conclusions peut-on tirer de ces dispositions législatives ? Un point certain c'est que le législateur interprète la loi du 24 mars 1884, contrairement à l'opinion de MM. Planiol et Waldeck-Rousseau, comme donnant le droit aux syndicats d'agir en justice pour la défense des intérêts dont ils sont chargés. Mais précise-t-il en quelque manière la nature de ces intérêts, facilite-t-il leur action ?

Certains auteurs l'ont cru, et notamment M. Maxime Toubau (1) qui s'exprime ainsi : « Désormais le juge peut à la rigueur considérer la constatation du préjudice comme une formalité nécessaire, mais il ne peut refuser de faire cette constatation. Nous estimons que grâce à l'intervention législative la question du préjudice ne se pose plus, »

Nous ne sommes certes pas hostiles à cette solution, bien au contraire ! et nous souhaitons qu'il en soit ainsi un jour. Mais nous avons beau lire et relire les dispositions de l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 et celles de l'article 206 de la loi du 5 avril 1908, nous ne trou-

(1) Maxime Toubau, L'action en justice des syndicats professionnels en vue de la répression des fraudes. *Lois nouvelles*, 1908, p. 123.

vons rien en elles qui puisse nous permettre d'admettre cette façon de voir.

Nous n'y trouvons rien autre que l'exposé de droit commun. Tout ce que l'on peut dire, c'est que le législateur a simplement exprimé le désir de voir la jurisprudence admettre plus longuement et plus facilement le bien fondé de l'intervention syndicale.

Ce qui le prouve, c'est la réponse que donna M. Jean Dupuy à une question qui lui avait été posée par M. Gourju : « La jurisprudence étant incertaine, la disposition que nous nous proposons a un caractère non pas de disposition législative propre, mais d'interprétation, et dans ce cas elle ne peut pas gêner les actions pendantes. »

La jurisprudence, ainsi que nous allons le voir, n'accéda pas à ce désir, sauf dans un seul cas (1), et ignora toujours les textes que nous venons d'étudier.

C'est donc la seule loi du 21 mars 1884 qui régit encore les syndicats professionnels ; c'est sur elle que la jurisprudence a basé toute son interprétation. Nous allons dans le chapitre qui suit essayer de l'étudier.

Mais nous nous bornerons à la simple étude de la jurisprudence sur les syndicats viticoles. Un exposé de jurisprudence générale des syndicats professionnels nous entraînerait trop loin.

(1) Cass. crim., 27 juillet 1907, D. 1909. 1. 129. Comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, la chambre criminelle de la Cour de cassation après cet arrêt, reprit sa ligne de conduite qui l'avait amenée finalement à refuser toute action aux syndicats viticoles en matière de mouillage.

CHAPITRE III

LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE DE SYNDICATS VITICOLES. HISTORIQUE ET ARRÊT DU 5 AVRIL 1913 DE LA COUR DE CASSATION TOUTES CHAMBRES RÉUNIES.

Un récent arrêt de la Cour de cassation, toutes chambres réunies, du 5 avril 1913, est venu fixer, momentanément tout au moins, l'interprétation jurisprudentielle de la loi du 21 mars 1884, interprétation flottante et parfois contradictoire. Mais nous ne saurions exposer clairement cet important arrêt sans étudier préalablement la jurisprudence antérieure dont il est la conséquence.

SECTION I. — Jurisprudence des Syndicats viticoles jusqu'à l'arrêt du 5 avril 1913.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, dans ce qui précède, la jurisprudence admit dès le lendemain de la loi du 21 mars 1884 l'action en justice des syndicats. Elle soumit cette action au droit commun ; comme le particulier, le syndicat qui attaque un acte en justice doit prouver que cet acte a lésé un intérêt qui lui est personnel. Une action en justice implique une demande en

dommages et intérêts ; pour pouvoir les obtenir le syndicat devra prouver qu'il a subi un préjudice.

La loi du 21 mars 1884 n'a précisé en aucune manière l'intérêt syndical et la nature du préjudice à la réparation duquel il était admis. C'est donc à la jurisprudence seule qu'est échue la tâche de définir ces points. Cela n'a pas été sans quelques contradictions

Mais d'abord, mettons deux points à part, sur lesquels un accord complet existe :

1° Le syndicat n'est pas restreint à la simple défense de son patrimoine (1).

2° Le syndicat ne pourra jamais se substituer à un de ses membres et agir à sa place pour un fait qui n'aurait aucune influence sur la collectivité.

Après quelques tâtonnements les Tribunaux, les Cours d'appel, et les trois Chambres de la Cour de cassation se trouvèrent d'accord pour décider qu'il suffisait, pour qu'un syndicat ait un intérêt personnel à agir, que « la plupart » ou la « généralité » des membres qui le composent soient atteints par un préjudice.

Le tribunal civil de Nîmes (2) notamment a déclaré :

(1) Il existe cependant deux décisions en ce sens : une de la Cour d'Aix du 21 janvier 1887, l'autre du Tribunal de Nice du 5 mai 1887. Nous les avons déjà citées lorsque nous avons exposé la consultation de Waldeck-Rousseau à propos d'une intervention syndicale (voir page 21). C'est certainement sous l'influence de cette consultation que ces deux décisions ont été rendues. Mais ce sont les seules que nous connaissons. L'exception confirme la règle.

(2) Trib. civ. Nîmes, 28 avril 1910 (*Rec. Gaz. Trib.*, 1910, 2^e sem. 2.81) — En ce sens également, le Tribunal d'Oloron-Sainte Marie,

« Attendu qu'il n'est point contesté que la Confédération du Sud-Est demanderesse ait été constituée en syndicat régulièrement, suivant la loi du 21 mars 1884 et qu'elle tient de l'article 6 de la loi précitée le droit d'estimer en justice pour la défense des intérêts communs en vue desquels elle a été formée, intérêts viticoles, économiques et commerciaux ; Attendu qu'il n'est point douteux que le trouble apporté au marché des vins de la région, le discrédit jeté sur la généralité des propriétaires syndiqués comme vendeurs de leurs produits et sur ces produits eux-mêmes, ne soit de nature à léser sérieusement les intérêts susdits ; Attendu en conséquence que la Confédération demanderesse doit être déclarée recevable en son action ;

Sur le fond... attendu ensuite que les propriétaires syndiqués ont été atteints en commun par les agissements de X. dans leurs intérêts viticoles et commerciaux pour la sauvegarde desquels le syndicat demandeur a été formé, et ont éprouvé collectivement un préjudice matériel et moral pour lequel il leur est dû réparation. »

L'action collective et l'action individuelle se trouvent donc liées l'une à l'autre et il est parfois difficile de les

10 décembre 1901 (D. 1903.2.28), déclare « que les syndicats ayant été créés pour la défense des intérêts collectifs et la collectivité étant un groupe d'individus associés, l'intérêt collectif n'est que l'ensemble des intérêts individuels des membres du groupe ». Voir aussi dans ce sens : Tribunal de commerce de Bayonne, 10 juillet 1901 (D. 1904.3.365) ; Cour d'appel de Poitiers, 2 juin 1902 (D. 1904.2.367), etc.

distinguer. La Chambre criminelle de la Cour de cassation va à partir de 1907 renier cette théorie. Mais jusqu'à cette date elle l'adopte, témoin cet arrêt du 1^{er} mars 1906 (1) : « Attendu qu'après avoir constaté la fabrication frauduleuse de vins artificiels par X., et la fabrication de ces vins à l'aide de matières sciemment fournies par Z. la vente par X. des produits ainsi fabriqués et la réalisation de bénéfices par ce dernier, l'arrêt déclare que ces opérations illicites ont fait éprouver un dommage certain aux viticulteurs honnêtes ; — Que cette affirmation s'applique manifestement dans la pensée de la Cour aux viticulteurs membres du syndicat partie civile dans l'instance ; que cette constatation suffit pour justifier la condamnation à des dommages et intérêts prononcée au profit du syndicat. »

Les autres juridictions contrairement à la Chambre criminelle restèrent toujours fidèles à cette théorie. Cependant certaines cours voulant l'interpréter d'une façon littérale lui ont fait rendre des résultats différents. Ainsi la Cour de Bordeaux (2) a estimé qu'une action intentée au sujet de fraudes, par l'Association syndicale des viticulteurs propriétaires de Gironde, n'était recevable que si ces fraudes avaient atteint des vins de la Gironde, la personnalité morale n'ayant été légalement conférée aux syndicats « que pour la défense en

(1) Chambre criminelle de la Cour de cassation, 1^{er} mars 1906 (*Rec. Gaz. Trib.*, 1907. 2^e sem. 1.90).

(2) Cour d'appel de Bordeaux, 4 juin 1897 (D. 1898.2.129).

justice des intérêts de la collectivité de ses membres ».

Les Cours d'appel ne se sont heureusement pas laissés entraîner dans cette voie. La Cour de Riom (1) notamment déclare que : « Considérant que la décision attaquée est uniquement motivée sur l'impossibilité pour le syndicat viticole de Béziers-Saint-Pons de justifier du préjudice que lui aurait occasionné le délit commis par Ch... et que la Cour ne saurait s'arrêter à ce motif puisqu'il suffit en effet que le délit ait préjudicié aux intérêts généraux de la viticulture française pour assurer sur tout le territoire français la recevabilité de l'intervention de tous les syndicats agricoles. »

Mais la Cour de Paris (2) poussant la théorie générale admise par la jurisprudence jusqu'à l'extrême, rendit le 11 janvier 1907 un arrêt repoussant une intervention syndicale et qui fit un bruit énorme dans le monde de la viticulture. Elle estima que, puisque l'intérêt syndical et les intérêts individuels étaient étroitement mêlés, il fallait pour que le syndicat puisse agir, que l'universalité de ses membres soient atteints par un préjudice. Voici quelques considérants de cet arrêt : « Considérant que de même qu'un préjudice personnellement souffert est nécessaire pour permettre à un particulier de se constituer partie civile, ce droit n'appartient à un syndicat que dans les poursuites relatives

(1) Cour d'appel de Riom, 26 novembre 1908 (D. 1909.5.14, S. 1908.2.304).

(2) Cour d'appel de Paris, 11 janvier 1907 (D. 1908.2.101).

aux infractions pénales qui, au moment où elles se commettaient ont causé directement une lésion aux intérêts collectifs qu'il représente..... Considérant qu'un syndicat ne peut agir devant les tribunaux comme représentant des intérêts individuels ou collectifs qui, bien qu'identiques aux siens, ne sont pas compris dans cette association ; — Considérant qu'un syndicat ou une association quelconque ne saurait, en se donnant pour but la répression d'une certaine catégorie de délits, s'attribuer le droit de poursuivre les auteurs de ces infractions ; que si l'on admettait une pareille faculté il serait facile de dépasser les limites dans lesquelles le Code d'instruction criminelle a enfermé l'exercice de l'action publique et de l'action civile pour éviter aux citoyens le danger de poursuites vexatoires ; que le but d'une association définit son champ d'activité, mais ne lui confère pas des droits ne résultant pas des intérêts mêmes dont la réunion constitue ce groupement ; — Considérant qu'un syndicat de viticulteurs spécialement créé pour la recherche et la répression des fraudes commises dans le commerce des vins n'a donc pas, par le seul fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les poursuites relatives à la mise en vente de vin falsifié ; — Considérant que le Syndicat national de défense de la viticulture française ne réunit pas l'ensemble ou la plus grande partie des viticulteurs d'une région déterminée et qu'il ne se plaint pas d'une dépréciation causée par une fausse indication de prove-

nance ou par une autre fraude aux produits de cette région ; — Considérant que le délit reproché au prévenu consiste dans la mise en vente à Paris, de quelques litres de vin dont la provenance n'est pas indiquée et qui était falsifié par l'addition d'une certaine quantité d'eau ; — Considérant que sans doute l'opération du mouillage des vins est contraire aux intérêts généraux de la viticulture française. Mais considérant que malgré son titre le syndicat qui se présente dans la cause comme partie civile, ne compte pas parmi ses membres tous les viticulteurs français et qu'il n'en comprend qu'un nombre relativement restreint ; — Considérant que dans ces conditions il n'est nullement démontré que l'infraction dont il s'agit ait causé, soit en amenant une baisse sur le prix de vente des vins, soit en détournant les consommateurs de ce produit, soit pour tout autre motif, un préjudice quelconque aux intérêts représentés par ce syndicat ; — Considérant que si l'on accueillait son intervention comme partie civile, il n'existerait aucune raison de refuser dans l'affaire actuelle le même droit aux nombreux syndicats répartis sur l'ensemble du territoire français et que ce droit devrait être aussi reconnu aux syndicats de marchands de vin dans toutes les poursuites relatives aux fraudes commises par les viticulteurs, que l'on arriverait ainsi à infliger à un prévenu pour un seul délit, sous la forme de dommages et intérêts, des peines multiples et arbitraires et qui seraient hors de proportion avec la

gravité de l'infraction commise..... — Par ces motifs : déclare le syndicat mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions ; l'en déboute et dit que les frais motivés par son intervention resteront à sa charge. »

Cet arrêt qui rendait toute action du Syndicat national de défense de la viticulture française, qui à ce moment était l'association la plus forte et la plus agissante, désormais impossible en matière de mouillage, souleva une tempête de protestations. La crise viticole sévissait à cette époque plus cruelle que jamais ; les viticulteurs réclamaient à grands cris de sévères mesures contre la fraude, et cet arrêt venait leur enlever un de leurs moyens les plus efficaces, de la réprimer. On comprend le tolle général qu'il souleva. La loi du 29 juin 1907 fut alors votée ; mais ainsi que nous l'avons vu, elle ne changea rien à la loi du 21 mars 1884. La Chambre criminelle de la Cour de cassation (1) sur ces entrefaites, rendit sa sentence et cassa l'arrêt de la Cour de Paris. Cet arrêt fut accueilli avec joie dans le monde viticole. Le résultat brutal, en effet, que seul on aperçut au début était la cassation de l'arrêt de la Cour de Paris. Mais si l'on avait pu démêler les germes que contenait cette sentence de la Chambre criminelle, qui se développant dans la suite, l'amènèrent à refuser systématiquement toute intervention syndicale en matière de mouillage des vins, cette joie aurait été proba-

(1) Chambre criminelle de la Cour de cassation, 27 juillet 1907 (D. 1909.1.129).

blement beaucoup moins vive. « Attendu, déclare cet arrêt, que l'arrêt attaqué, après avoir condamné T... à une amende pour mise en vente de vin falsifié par addition d'eau, et après avoir déclaré que l'opération du mouillage des vins est contraire aux intérêts généraux de la viticulture française, a rejeté la demande du syndicat, dit Syndicat national de défense de la viticulture française, en réparation du préjudice causé à la collectivité des membres entrant dans sa composition par le motif que le syndicat « ne compte pas parmi ses membres tous les viticulteurs français et qu'il n'en comprend qu'un nombre restreint » et encore parce que le syndicat « ne réunit pas l'ensemble ou la plus grande partie des viticulteurs d'une région déterminée » ; — Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1 et 2 du Code d'instruction criminelle, qu'un syndicat régulièrement constitué en vertu de la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts viticoles, a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits de falsification et de mouillage de vin préjudiciables aux intérêts collectifs du syndicat, et d'exercer l'action syndicale en réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente ; que pour former une collectivité d'intérêts viticoles, au sens de la loi du 21 mars 1884, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des viticulteurs, qu'il suit de là que l'arrêt attaqué a violé les textes visés au moyen ;

Attendu d'autre part, qu'après avoir constaté que l'infraction commise par T... était contraire aux intérêts généraux de la viticulture, l'arrêt s'est mis en contradiction avec lui-même en déclarant « qu'il n'était nullement démontré que l'infraction de T... eût causé un préjudice quelconque aux intérêts représentés par le syndicat demandeur. »

Cet arrêt de la Chambre criminelle répond certainement au désir que le législateur exprima dans la loi de 1907, de voir la jurisprudence admettre largement l'action syndicale. Cependant elle affecte d'ignorer cette loi, et se base exclusivement sur la loi du 21 mars 1884. Dans la suite elle ignorera toujours la loi du 29 juin 1907. Ceci était à remarquer.

Ensuite, nous voyons que la Chambre criminelle abandonne sa formule habituelle ; elle ne parle plus de la « généralité des membres du syndicat » atteints par un préjudice, pour faire ressortir l'intérêt syndical, mais des « intérêts collectifs du syndicat » et de « la collectivité » qu'il représente. C'est là le germe d'une nouvelle théorie que la Chambre criminelle va adopter. A partir de ce moment elle s'attache à préciser cette nouvelle théorie. Elle élève une sorte de cloison étanche entre les intérêts individuels et les intérêts collectifs. Le syndicat ne sera admis à défendre que ces intérêts collectifs, à la condition qu'ils aient subi un préjudice précis et direct.

Par le jeu de ces deux chefs de recevabilité, la Cham-

bre criminelle aboutit à refuser (1) à partir de cette date jusqu'en 1913 toute intervention des syndicats viticoles en matière de mouillage des vins.

Cette doctrine se trouve admirablement exposée dans un arrêt de la Chambre criminelle du 10 février 1911 (2) cassant un arrêt de la Cour de Paris (3), et qui est ainsi conçu : « Sur le moyen pris en ce qui concerne l'action civile de la violation des articles 1, 2, 3 du Code d'instruction criminelle, 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et 7 de la loi du 20 avril 1810 en ce que l'arrêt attaqué a alloué des dommages-intérêts à un syndicat pour réparation d'un préjudice porté à des intérêts individuels ; — Vu ces articles : Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives ; Que si un syndicat professionnel régulièrement constitué ; a le droit de se porter partie civile dans des poursuites motivées par des faits délictueux, préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi ;

Attendu que le Syndicat national de défense de la

(1) Voir en ce sens arrêts du 2 mai 1908 (S. 1909. 1. 477), du 15 janvier 1910 (*Rec. Gaz. Pal.*, 1910, 1^{re} sem., 768), du 1^{er} juillet 1909 (*Rec. Gaz. Pal.*, 1909, 2^e sem., 380, etc.).

(2) Chambre criminelle de la Cour de cassation, 10 février 1911 (*D.* 1911, 1. 2. 218).

(3) Cour d'appel de Paris, 18 juin 1910.

viticulture française s'est constitué partie civile au cours de l'instance engagée contre P... ; — Attendu que pour déclarer recevable l'intervention de ce syndicat et prononcer à son profit une condamnation à des réparations civiles, la Cour d'appel sur ces motifs que le syndicat aurait été lésé par la déconsidération que la fraude commise par P... jette sur le produit naturel et par la baisse du prix du vin qu'elle tend à déterminer ; — Mais attendu que ces motifs relatifs à la concurrence subie par les négociants scrupuleux, n'impliquent nullement que le syndicat lui-même ait éprouvé un préjudice et qu'en supposant qu'ils visent des commerçants membres du syndicat, ils ne sont applicables qu'à leurs intérêts individuels et non aux intérêts du syndicat ; qu'il suit de là que la condamnation à des réparations civiles manque de base légale :

Par ces motifs, casse et annule, mais seulement en ce qu'il a condamné P... à des dommages-intérêts et à des insertions envers le Syndicat national de défense de la viticulture française, toutes les autres dispositions de l'arrêt demeurant maintenues expressément, l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris le 18 juin 1910, et pour être statué à nouveau conformément à la loi sur l'action du syndicat, renvoie devant la Cour d'appel de Rouen. »

Ainsi donc, d'après cet arrêt, jamais le mouillage et le sucrage des vins ne pourront être poursuivis en justice par un syndicat, car seuls des intérêts indivi-

duels absolument distincts de l'intérêt collectif que représente le syndicat, sont atteints. C'était rendre toute action du Syndicat national de défense de la viticulture française, de la Confédération générale des vignerons, et de tous les syndicats viticoles en général, impossible. C'était surtout pour les deux premiers, briser net la partie la plus importante et la plus utile de leur œuvre, c'était les empêcher radicalement d'atteindre le but en vue duquel ils s'étaient principalement constitués.

Contrairement à cet arrêt, nous estimons que les syndicats ont un intérêt propre leur permettant d'agir, indépendamment de toute lésion d'intérêts individuels. Une fraude telle que le mouillage ou le sucrage des vins, n'atteint pas tel ou tel viticulteur en particulier, elle atteint la viticulture française tout entière, c'est-à-dire les intérêts collectifs de la profession que seul le syndicat peut défendre. Cette fraude lui porte-t-elle préjudice. M. Larnaude (1) le démontre remarquablement : « Le Syndicat national de défense de la viticulture française, et nous ajouterons la Confédération générale des vignerons et la Confédération du Sud-Est, se sont donnés pour mission d'assurer la loyauté et la pureté des produits de la viticulture : leur intérêt est donc lésé matériellement et moralement lorsque du vin ou de l'eau-de-vie falsifiés sont mis en vente », et

(1) M. Larnaude, Rapport déjà cité, chap. II, p. 11.

ce préjudice est direct : en effet « ce n'est que par une suite de répercussions qu'on arrive à découvrir une lésion chez les syndiqués atteints par une mévente, conséquence de la falsification. Le dommage n'est donc pas direct. . . . Ce qu'il faut considérer c'est uniquement l'intérêt du syndicat. Or pour le syndicat il y a véritablement une lésion directe. Comme il représente les intérêts collectifs de la profession dans ce qu'ils ont d'ailleurs de matériel et de moral, on peut dire que pour lui la lésion est aussi directe que possible. »

Quoi qu'il en soit, cette obstruction que faisait la Chambre criminelle de la Cour suprême à la recevabilité de l'action syndicale, soulevait de vives et nombreuses protestations chez tous les viticulteurs honnêtes, syndiqués ou non syndiqués, mais qui tous sentaient les bienfaits de l'œuvre d'épuration qu'avaient entreprise les syndicats viticoles.

La presque unanimité des Cours d'appel (1) résistait à la Chambre criminelle et admettait, aussi largement que possible, l'action en justice des syndicats. Mais ces Cours d'appel voyaient la majorité de leurs décisions

(1) Voir notamment en ce sens : Cour d'assises du Gard, 4 novembre 1908 (D. 1909.2.215) ; Cour d'appel de Lyon, 15 novembre 1911.

Tout en maintenant qu'il suffise que la généralité des membres du syndicat éprouvent un préjudice pour que le syndicat ait un intérêt à agir en justice, ces décisions font également entrer en ligne le compte la notion d'intérêt professionnel propre du syndicat, que l'arrêt de la Cour de cassation, toutes chambres réunies, va mettre en lumière.

cassées. Il était difficile que cet état de choses durât, étant donné surtout que cette théorie de la Chambre criminelle était aussi loin de la vie et des réalités que possible.

C'est alors qu'intervint l'arrêt du 5 avril 1913, de la Cour de cassation, toutes chambres réunies, qui est du reste la conséquence directe de cet arrêt du 10 février 1911, et à l'étude duquel nous arrivons maintenant.

SECTION II. — Arrêt du 5 avril 1913, de la Cour de cassation, toutes chambres réunies.

Cet arrêt du 5 avril 1913 des Chambres réunies de la Cour de cassation, marque une date dans l'histoire des syndicats viticoles et des syndicats professionnels, les mesures qu'il édicte étant générales, et s'étendant à tous les syndicats.

Voici l'affaire à propos de laquelle il fut rendu : Le 27 septembre 1907 furent prélevés des échantillons de vins chez un sieur A... marchand de vins. Après avoir été analysés, ces échantillons furent reconnus mouillés. A... déclara que la fraude ne lui était pas imputable car il vendait ce vin, tel qu'il lui était fourni par un sieur P... marchand en gros. Ceci fut reconnu exact et une ordonnance fut rendue déclarant n'y avoir pas lieu à suivre contre A... mais renvoyant P... devant le Tribunal correctionnel de la Seine sous la prévention

d'avoir mouillé du vin destiné à être vendu et de l'avoir mis en vente le sachant falsifié par addition d'eau. Ces délits sont prévus par la loi du 1^{er} août 1905. Le Syndicat national de défense de la viticulture française se porta alors partie civile. Le Tribunal correctionnel de la Seine admit cette intervention et condamna P... le 8 février 1908. Celui-ci forma opposition. La Cour de Paris rendit le 18 juin 1910 son arrêt ainsi conçu « La Cour, persistant dans les motifs de l'arrêt auquel P... a formé opposition, et précisant que le préjudice causé au Syndicat national de défense de la viticulture française, résulte non seulement de la déconsidération que la fraude commise par P... jette sur ce produit naturel, mais encore du fait qu'elle détermine une baisse du prix du vin correspondant à la quantité d'eau qui se trouve livrée à la consommation sous le nom de vin. »

P... se pourvut en Cassation. La Chambre criminelle de la Cour suprême rendit alors cet arrêt du 10 février 1911 (1) que nous avons cité tout à l'heure, qui refusait au syndicat le droit de se porter partie civile et qui renvoya l'affaire devant la Cour de Rouen. Celle-ci rendit son arrêt le 20 mai 1911 (2) : il est identique à

(1) Voir p 38.

(2) Cour de Rouen, mai 1911 :

« Attendu que le préjudice directement causé aux intérêts commerciaux, généraux et professionnels que le Syndicat de la viticulture française a pour objet de défendre, résulte non seulement de la déconsidération que la fraude commise par P... jette sur le produit naturel, mais encore du fait qu'elle détermine une baisse du

celui de la Cour de Paris, en contradiction donc avec celui de la Chambre criminelle, et montre bien la résistance qu'opposaient les Tribunaux et Cours d'appel à la théorie de la Chambre criminelle sur la recevabilité de l'action syndicale.

P... se pourvut alors de nouveau en Cassation. La Chambre criminelle par un arrêt du 23 mars 1912 renvoya l'affaire devant les Chambres réunies de la Cour suprême.

La jurisprudence allait donc être fixée soit dans un sens, soit dans l'autre, suivant la sentence qu'allait rendre la Cour de cassation ; aussi l'intérêt soulevé par cette affaire était-il grand dans toute la France viticole.

M. le Conseiller Falcimaigne (1) présenta un rapport dans lequel il exposa remarquablement les théories restrictives et extensives sur la recevabilité de l'action syndicale, il traça un historique de la jurisprudence et termina en disant qu'il craignait que cet arrêt de la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, ne mette pas fin aux controverses soulevées par l'action syndicale, et qu'une loi seule pourrait définitivement trancher cette question. Mais cependant cet arrêt dira en l'état de la législation actuelle le dernier mot de l'interprétation judiciaire.

prix du vin correspondant à la quantité d'eau qui se trouve livrée à la consommation sous le nom de vin. »

(1) *Le Musée social, Annales*, n° du 5 mai 1913. Les Syndicats professionnels devant les Chambres réunies de la Cour de cassation.

M. le Procureur Sarrut conclut alors au rejet du pourvoi. Après avoir montré comment l'action syndicale et l'action du syndiqué se différenciaient nettement, il proclama l'utilité de celle-là : « L'action syndicale est d'une incontestable utilité. La plupart des syndicataires quoique lésés en fait, ne seraient pas en mesure de faire la preuve d'un préjudice personnel et direct ; beaucoup hésiteront à courir les risques, à exposer les frais d'un procès ; enfin l'action syndicale stimule le ministère public, supplée au besoin à son inertie, à ses défaillances. L'action syndicale comble donc une lacune ; elle empêche la généralisation de pratiques illicites que les particuliers seraient impuissants à arrêter, elle protège la profession, assure son développement moral. »

Après avoir démontré l'intérêt qu'a le Syndicat à intervenir M. le Procureur Sarrut déclare que pour que cette action soit recevable, « il faut que le préjudice soit la suite immédiate et directe du fait dommageable ». Il arrive ensuite à l'examen de l'espèce. La fraude, en déconsidérant un produit naturel, porte en plus d'un préjudice moral à la profession, un préjudice matériel. Beaucoup d'acheteurs, en effet, se détournent de ces produits falsifiés, d'où baisse des prix. D'autre part, le mouillage, en augmentant la quantité de vin offerte sur le marché provoque conformément à la loi de l'offre et de la demande, une baisse des cours du vin. La conséquence de tout ceci, c'est la mévente, et l'avenir

de la viticulture se trouve compromis. Le syndicat qui représente les intérêts économiques de la profession, est donc bien intéressé à intervenir. Il conclut donc au rejet du pourvoi.

Et s'expliquant les discussions soulevées par la recevabilité de l'action syndicale, par la répugnance que notre droit a pour toute association quelle qu'elle soit, depuis la fin du 18^e siècle, il termine en un beau mouvement d'éloquence, par ces mots : « Cette législation nouvelle nous surprend et nous trouble ; on redoute des abus et par suite on est enclin à en restreindre l'application. Il faut réagir contre cette tendance. Au législateur seul, incombe la responsabilité des innovations. Il n'est pas douteux, l'ensemble des lois le démontre, qu'il veut ouvrir un large domaine à l'activité des syndicats professionnels en particulier, des associations en général. Ne vous arroyez pas le droit de paralyser sa volonté, de gêner le développement de son œuvre, vous magistrats de la Cour suprême, dont la mission consiste à assurer l'application stricte des lois, quels qu'en soient le caractère ou la portée. »

Conformément à ces conclusions les Chambres réunies de la Cour de cassation rendirent l'arrêt suivant :

« La Cour :

Vu l'arrêt de la Chambre criminelle en date du 22 mars 1912 renvoyant la cause et les parties devant les Chambres réunies de la Cour de cassation ;

Statuant sur le pourvoi de P... contre l'arrêt rendu

le 22 juillet 1911 par la Cour d'appel de Rouen qui l'a condamné à 2.000 francs de dommages et intérêts et à des insertions envers le Syndicat national de défense de la viticulture française partie civile ;

Au fond : — sur les deux branches réunies du moyen :

Attendu que des qualités de l'arrêt attaqué il appert que le Syndicat national de défense de la viticulture française est intervenu en qualité de partie civile dans la poursuite intentée par le Ministère public contre le sieur P... sous inculpation de falsification de vin par addition d'eau et mise en vente de vin qu'il savait être falsifié ;

Attendu que pour déclarer cette intervention recevable et fondée l'arrêt s'est basé sur ce que le préjudice dont la réparation était demandée résultait non seulement de la déconsidération que la fraude commise jetait sur le produit naturel, mais encore du fait que cette fraude déterminait une baisse du prix du vin correspondant à la quantité d'eau livrée à la consommation sous le nom de vin ; Attendu qu'en statuant ainsi la Cour de Rouen n'a violé aucun des textes visés au moyen ;

Attendu en effet, d'une part, que l'action civile exercée par le Syndicat national de défense de la viticulture française, n'avait pas pour objet de donner satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais bien d'assurer la protection de l'intérêt collectif de la profession envisagée dans son ensemble et représentée par le syndicat dont la person-

nalité juridique est distincte de la personne de chacun de ceux qui le composent.

Attendu d'autre part, que les deux causes de préjudice retenues par l'arrêt attaqué étaient de nature à atteindre directement les intérêts économiques commerciaux et agricoles dont la défense rentre essentiellement dans la mission légale des syndicats professionnels aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884.

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 22 juin 1911 par la Cour de Rouen.»

C'est avec enthousiasme que cet arrêt de la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, fut accueilli par les syndicats viticoles qui le considèrent comme la véritable consécration de leur droit d'intervention. Mais, pour peu que l'on étudie cet arrêt d'un peu près, on s'aperçoit que les Chambres réunies de la Cour suprême, loin de renier la théorie de la Chambre criminelle, l'adoptent au contraire, puisqu'elles exigent aussi un préjudice direct et collectif. La seule différence consiste en ce que elles estiment que ce préjudice existe quand le vin a subi un mouillage. Si donc le résultat brutal et actuel est favorable à l'intervention syndicale, elle est loin d'être garantie contre un revirement toujours possible. Cette solution donnée par l'arrêt du 5 avril 1913 n'est pas en effet à l'abri de critiques. Vent-on vraiment dire que quelques litres de vin mouillé portent préjudice à l'intérêt collectif du syndicat ? Au fond que signifie au juste cette vague notion d'intérêt collectif ?

Cette solution de la Cour de cassation est donc bâtarde bonne pour son résultat mais basée sur des arguments insuffisamment solides.

On devrait considérer plutôt, que les syndicats intervenants accomplissent une sorte de police, des dommages et intérêts leur étant alloués en dédommagement de la peine et des frais accomplis en vue de cette police. On devrait adopter la théorie que M. Maxime Toubeau (1) croyait pouvoir tirer de la loi du 29 juin 1907 et suivant laquelle il estimait que désormais la question du préjudice ne se posait plus ; que le juge pouvait considérer la constatation du préjudice comme une formalité nécessaire, mais qu'il ne pouvait refuser de la faire.

Cette théorie semble du reste devoir être adoptée d'ici peu. Dans un récent projet du gouvernement MM. Klotz et Pams (2) présentèrent le texte suivant : « Le syndicat ne sera tenu pour triompher dans son action, ni de préciser la nature du préjudice certain causé par ces faits aux intérêts collectifs, ni même d'établir l'existence de ce préjudice certain. » Ce texte fut suivi d'un rapport favorable de M. Fernand David et d'un rapport supplémentaire de M. Darriac (3) à la suite duquel le texte suivant fut adopté : « Les syndicats intervenants seront recevables dans leur action, à condition qu'elle ait pour objet la défense soit de l'intérêt

(1) Voir page 26.

(2) 30-6-1911. *Journal officiel*, annexes, n° 1099.

(3) Documents parlementaires Chambre, 1912, annexe n° 2132.

collectif, soit des intérêts individuels de tout ou partie des membres qui le composent, même si le préjudice dont la réparation est poursuivie n'est qu'indirect. » Ces textes que nous désirons voir définitivement aboutir d'ici peu, établissent, surtout le premier, dont la modification est regrettable au point de vue de la clarté, l'intervention syndicale sur des bases autrement solides que l'arrêt du 5 avril 1913.

Au point de vue pratique cependant, cet arrêt a rendu de grands services aux syndicats viticoles, leur permettant de triompher dans de nombreux procès, et leur facilitant ainsi la tâche qu'ils s'étaient fixée.

Maintenant que nous connaissons la législation sur les fraudes, et les droits que les syndicats ont pour intervenir, nous allons aborder dans la deuxième partie de cet exposé, l'organisation pratique des syndicats viticoles méridionaux. Nous allons essayer de montrer comment ils coopèrent à la répression des fraudes, ce qui est leur but principal. Ensuite nous étudierons quelques problèmes dont ils ont entrepris la résolution afin de défendre la viticulture française contre les dangers qui la menacent, et la rendre toujours plus grande et plus prospère.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

FORMATION DES SYNDICATS VITICOLES MÉRIDIONAUX.

C'est à la crise viticole que remonte le grand mouvement syndicaliste que nous voulons étudier ici. Ce mouvement fut d'une ampleur étonnante ; il groupa tout le Midi depuis les Pyrénées-Orientales jusqu'au Var et fut suivi peu à peu dans les autres régions viticoles françaises. Par sa spontanéité et son ensemble, c'est un exemple unique dans l'histoire du syndicalisme. Il est curieux de voir que c'est le Midi qui l'a donné, le Midi dont la mentalité est si insouciante et si individuelle.

SECTION I. — La Confédération générale des vignerons.

§ 1. — Historique.

L'idée de cette organisation syndicale se manifesta chez les viticulteurs méridionaux dès la fin des impo-

sants meetings qui se déroulèrent successivement de dimanche en dimanche pendant le printemps de l'année 1907. Comprenant qu'ils n'avaient plus rien à attendre de l'Etat, et qu'ils n'avaient plus à compter que sur eux-mêmes, comprenant que s'ils restaient isolés leur situation précaire n'irait qu'en empirant, qu'au contraire, s'ils s'unissaient, ils disposeraient, vu leur nombre et leur communauté d'intérêts, d'une force énorme. ils édifièrent avec l'ardeur et la fougue qui caractérisent les populations méridionales, cette vaste organisation connue sous le nom de Confédération générale des vigneron du Midi.

Le Comité n° 2 d'Argelliers déclara à la date du 20 juin 1907 que (1) « Comme premier but immédiat à ses efforts, le Comité va s'attacher à constituer sur des bases solides, légales et durables, la Confédération générale des vigneron du Midi ». Dans une séance interdépartementale du 7 août 1907, on discuta les articles des statuts de la Confédération qui furent presque tous acceptés. Une commission composée d'avocats et de jurisconsultes fut nommée pour étudier la partie juridique ; elle termina ses travaux le 17 août.

Dans chaque commune à partir de ce moment, des associations communales sont constituées qui à leur tour procèdent à la nomination des grands syndicats régionaux dont l'ensemble formera la Confédération

(1) *Le Tocsin*, n° du 23 juin 1907.

générale des vignerons. Le Syndicat de Carcassonne fut le premier formé ; les Syndicats de Narbonne, de Montpellier, de Béziers et des Pyrénées-Orientales le furent très peu de temps après. Le 22 septembre 1907 la Confédération générale des vignerons du Midi est définitivement constituée et ses statuts adoptés.

§ 2. — Organisation de la Confédération générale
des vignerons.

La Confédération générale des vignerons est une union de syndicats, placée sous l'empire de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 et de la loi du 1^{er} juillet 1901. Les syndicats qui la forment sont au nombre de cinq :

1^o Syndicat de Carcassonne qui a son siège à Carcassonne.

2^o Syndicat de Narbonne qui a son siège à Narbonne.

3^o Syndicat de Béziers-Saint-Pons qui a son siège à Béziers.

4^o Syndicat de Montpellier-Lodève qui a son siège à Montpellier.

5^o Syndicat des Pyrénées-Orientales qui a son siège à Perpignan.

La Confédération générale groupe donc la majorité des vignerons des départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Hérault. La Confédération étant une union de syndicats, ne jouit pas de la personnalité civile ; elle ne peut donc pas agir en justice ; ce sont les syndicats qui la forment qui agissent.

Son siège est établi à Narbonne ; l'article 4 de ses statuts nous indique son objet : « Son objet est l'union des syndicats professionnels des vignerons en vue de la défense de leurs intérêts économiques. Elle s'occupera notamment :

1° de poursuivre de tous ses efforts le relèvement du prix des vins jusqu'au niveau où ils deviennent vraiment rémunérateurs pour la propriété ;

2° de coordonner les efforts faits par les syndicats adhérents pour la répression des fraudes qui se pratiquent sur les vins et de la fabrication artificielle ;

3° de recueillir et répandre les renseignements de nature à éclairer les producteurs et les commerçants sur l'état des récoltes, la situation des marchés vinicoles et les existences à la propriété et au commerce ;

4° de propager et de favoriser par tous les moyens en son pouvoir, la diffusion et le développement des sociétés de crédit mutuel ;

5° de provoquer dans tous les centres viticoles de la France la création de syndicats régionaux de vignerons et d'obtenir leur affiliation à la présente union ;

6° et d'une manière générale de s'occuper de toutes les questions intéressant le fonctionnement des syndicats unis. »

Le but principal de la Confédération : c'est d'abord la répression énergique des fraudes ; elle s'intéresse ensuite à toutes les questions qui peuvent servir et améliorer la viticulture française.

Les syndicats régionaux qui forment la "Confédération générale des vigneron" sont constitués tous les cinq exactement de la même façon. Chaque syndicat est absolument autonome. Il gère son patrimoine propre et agit de sa propre initiative, absolument comme il l'entend.

Ils sont placés sous l'empire de la loi du 21 mars 1884. Ils se donnent pour but de rechercher les fraudes, d'exercer ou de provoquer toutes les poursuites auxquelles elles pourraient donner lieu, enfin d'examiner et proposer toutes les réformes législatives et autres, toutes les mesures économiques, de les soutenir auprès des pouvoirs publics et d'en poursuivre l'application.

Les personnes admises à faire partie du syndicat sont :

a) Les propriétaires récoltants, fermiers, métayers, usufruitiers ou autres ayants droit aux récoltes.

b) Les ouvriers viticoles.

c) Les négociants et commerçants en vins patentés.

d) Les membres des professions connexes concourront à la récolte et à la vente du vin.

En entrant dans le syndicat, chaque syndiqué doit prendre l'engagement formel de ne mettre en vente que du vin parfaitement naturel, c'est-à-dire, suivant la définition qu'en a donnée la loi Griffe du 14 août 1889, provenant uniquement de la fermentation alcoolique du jus de raisins frais. Le syndiqué qui ne reste pas fidèle à son engagement et qui se livre soit au mouil-

lage, soit au sucrage, soit à toute autre sophistication sera immédiatement exclu du syndicat sans que cela empêche, bien entendu, de le poursuivre en justice et de le faire condamner à des dommages et intérêts.

La base de toute cette organisation syndicale, c'est la section communale. Toute personne qui adhère à la Confédération générale des vignerons adhère en même temps à la section communale de sa ville et au syndicat régional. Dans la ville même, où siège le syndicat régional il existe également une section communale ; ainsi à Montpellier, siège du syndicat régional Montpellier-Lodève, il existe une section communale, distincte entièrement du syndicat.

La section communale est un véritable syndicat, mais par raison de discipline elle n'intervient pas en justice de sa propre initiative. Son rôle consiste à rechercher les fraudes qui peuvent avoir lieu sur l'étendue de son territoire, elle les signale alors au Conseil d'administration du syndicat régional, qui, s'il y a lieu, les poursuit en justice. Elle exerce son action en gérant son patrimoine propre, en administrant les services auxiliaires qu'elle peut créer en dehors du syndicat, en développant autour d'elle des œuvres d'intérêt viticole et social, telles que la création de caves et de distilleries coopératives, de caisse de crédit mutuel, etc.

Tous les membres de la section communale disposent d'une voix chacun. Les membres récoltants dispo-

sent en plus, d'un certain nombre d'autres voix suivant la surface de vignes qu'ils exploitent, évaluée en hectares.

Jusqu'à 5 hectares, 1 voix.

De 5 à 10 hectares, 2 voix.

De 10 à 30 hectares, 3 voix.

De 30 à 50 hectares, 4 voix.

De 50 et au-dessus, 5 voix.

Au nombre de voix viennent s'ajouter par hectolitres de vin récolté :

De 1 à 100 hectolitres, 1 voix.

De 100 à 500 hectolitres, 2 voix.

De 500 à 1000 hectolitres, 3 voix.

De 1000 à 2000 hectolitres, 4 voix.

De 2000 et au-dessus, 5 voix.

Les commerçants en vins, en plus de la voix à laquelle ils ont droit en tant que membres de la section communale, disposent de :

Jusqu'à 5 francs de taxe proportionnelle, 1 voix.

De 5 à 25 francs de taxe proportionnelle, 2 voix.

De 25 à 50 francs de taxe proportionnelle, 3 voix.

De 50 à 100 francs de taxe proportionnelle, 4 voix.

De 100 francs et au-dessus, 5 voix.

On fait le total des voix et on obtient alors un nombre qui représente la puissance de la section communale. Ce sont les délégués de la section communale qui nomment le bureau du syndicat régional, qui, à son

tour nomme le bureau central confédéral : la Confédération générale des vignerons du Midi.

Ce système de pluralité de voix a donné lieu à des critiques. Il nous semble cependant parfaitement justifié et équitable : en effet il s'est formé des sections communales dans nombre de communes où la culture de la vigne n'est pas exclusive, où d'autres cultures sont pratiquées et où par conséquent l'état d'esprit n'est pas le même que dans les communes qui ne vivent et ne peuvent vivre que grâce à la vigne. Il est donc naturel de donner, à chacun et à tous, une sorte de coefficient de capacité viticole et vinicole, si l'on peut s'exprimer ainsi. On a reproché aussi à ce système d'être trop en faveur des grands propriétaires : la simple lecture du barème établi suffit pour démontrer que c'est aux petits propriétaires, au contraire, qu'il est le plus favorable.

Passons maintenant à l'organisation financière. Chaque section communale est chargée de recueillir les fonds sur son territoire. Ces fonds sont constitués par une cotisation individuelle qui est fixée à 0 fr. 25 par membre et par an. Cette cotisation est minime et permet au plus humble ouvrier viticole, d'entrer dans la Confédération des vignerons avec les mêmes droits que les grands propriétaires. Les membres voulant encourager le syndicat en versant des cotisations supplémentaires auront le titre de membre d'honneur si cette cotisation s'élève à 3 francs par an au minimum,

et seront inscrits comme membres bienfaiteurs si elle s'élève à 20 francs ou plus.

Ensuite, et c'est là la véritable ressource des syndicats, il est perçu une taxe proportionnelle de 0 fr. 05 par hectolitre de vin récolté par les membres de la Confédération. Chaque propriétaire apporte sa déclaration de récolte à la mairie, et c'est sur cette déclaration que se base le secrétaire de la section communale pour fixer la somme due, il n'y a par conséquent pas de fraudes possibles. Les syndicats sont donc d'autant plus riches qu'il y a plus d'hectolitres déclarés.

Pour les commerçants en vins membres de la Confédération il est également perçu une taxe proportionnelle de 0 fr. 05 par 100 hectolitres de vin indiqués sur l'extrait de rôle de leur patente.

La répartition des sommes fournies par ces diverses cotisations et taxes se fait de la façon suivante : La cotisation de 0 fr. 25 par membre, la cotisation des membres d'honneur et des membres bienfaiteurs, les dons, legs et subventions, les dommages et intérêts alloués à la suite de poursuites, et les intérêts de placements de fonds sans emplois deviennent la propriété du syndicat.

Les cotisations individuelles et supplémentaires, les dons, legs et subventions ayant une affectation spéciale seront attribués par les syndicats à chaque section communale.

Quant à la taxe proportionnelle de 0 fr. 05 par hectolitre, 0 fr. 04 sont versés au syndicat régional au titre

de répression des fraudes. Le centime restant devient la propriété de la commune. Supposons par exemple, qu'une section communale dispose de 5.000 francs ; sur cette somme 4.000 francs seront versés au syndicat régional et les 1000 francs qui restent seront la propriété de la section.

Enfin chacun des cinq grands syndicats verse un quart de ses recettes à la Confédération générale des vigneronns à Narbonne ; cette somme assez élevée est destinée à permettre à la Confédération, lorsqu'il y a un gros procès, de se porter partie civile au nom des cinq syndicats et c'est elle qui se charge alors des frais.

Telle est dans ses grandes lignes l'organisation de la Confédération générale des vigneronns. En bas, la section communale qui récolte les fonds et s'occupe des améliorations qu'il est possible d'apporter pour la plus grande prospérité de la viticulture ; puis le syndicat régional dont le but principal est la répression des fraudes ; et tout en haut la Confédération qui intervient en matière de fraude dans les cas exceptionnels, étudie toutes les questions intéressant la viticulture nationale, et qui marque la ligne générale de conduite à suivre aux syndicats fédérés, tout en leur laissant leur autonomie.

La Confédération générale des vigneronns est devenue extrêmement puissante ; à l'heure actuelle il n'existe presque pas de commune dans l'Hérault, dans l'Aude et dans les Pyrénées-Orientales qui ne possède pas sa section communale groupant, sinon l'unanimité, du

moins l'immense majorité des habitants de la commune.

Une des principales causes de la puissance de la Confédération générale des vignerons, c'est qu'elle dispose de ressources abondantes. Ces ressources sont variables ; il existe en effet peu de cultures, donnant des résultats aussi différents d'une année à l'autre que la vigne. Or comme la principale source de revenus de la Confédération est constituée par la taxe proportionnelle au nombre d'hectolitres récoltés, il est facile de comprendre que les budgets annuels présenteront de notables variations.

Mais en se basant sur un certain nombre d'années, on peut établir des moyennes. Le syndicat Montpellier-Lodève par exemple, étend son influence sur un territoire dont la récolte moyenne est d'environ 4.000.000 d'hectolitres par an ; sur ce nombre, a peu près 3.500.000 hectolitres sont récoltés par des membres affiliés à la Confédération générale des vignerons, ce qui représente un budget total d'environ 150.000 francs. Le Syndicat de Béziers-Saint-Pons est encore plus riche : on peut évaluer ses recettes annuelles à 200.000 francs. En ajoutant les dommages et intérêts alloués aux syndicats dans leurs poursuites couronnées de succès, sommes qui sont certainement très loin d'approcher les dépenses nécessitées par l'organisation du service de répression des fraudes, et entraînées par les poursuites judiciaires, mais qui cependant facilitent

pour une petite part l'action des syndicats ; en ajoutant les dons, legs et subventions qu'ils peuvent recevoir, on peut se rendre compte que ces syndicats possèdent une puissance financière considérable.

Les excédents de recettes, quand il y en a, servent à constituer un trésor de guerre permettant aux syndicats de parer à toute éventualité. Le trésor de guerre du Syndicat de Béziers-Saint-Pons, notamment, est fort important, et lui permet d'envisager l'avenir avec confiance.

La Confédération générale des vignerons du Midi comprenait en janvier 1913, 70.000 adhérents groupés dans 425 sections communales. En novembre 1913 le nombre des sections communales s'élève à 456, groupant environ 80.000 adhérents. Depuis sa fondation la Confédération a employé 1.600.000 francs pour son œuvre de moralisation et ses recettes pour 1913 s'élèvent à 525.000 francs. Elle possède en plus des réserves énormes. C'est donc une force des plus puissantes.

SECTION II. — Confédération des vignerons du Sud-Est.

La Confédération du Sud-Est s'est constituée à Nîmes en 1909. Elle faisait appel aux viticulteurs du Gard, des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse et du Var. A l'heure actuelle il faut y ajouter le département de l'Ardèche. Dans ces départements, il y avait eu déjà des tentatives isolées ayant pour but la répression des fraudes.

Des syndicats, des sociétés d'agriculture, des communes avaient fourni des fonds destinés à cette répression. L'Union des Alpes de Provence avec le concours du Syndicat national de défense de la viticulture française avait même fait commissionner un agent pour la répression des fraudes et qui opérait à Marseille.

La Confédération des vignerons du Sud-Est a englobé tous les services créés, qui, isolés, sans direction commune, et surtout ne disposant pas de fonds suffisants, ne rendaient pas des services proportionnés aux sacrifices accomplis. L'Union des Alpes de Provence transféra à la Confédération du Sud-Est le service de répression des fraudes qu'elle avait créé.

La Confédération du Sud-Est est complètement indépendante de la Confédération générale des vignerons du Midi ; mais ces deux puissants groupements ont conclu une entente entre eux ; ils se sont divisés la tâche pour la répression des fraudes, chacun prenant sous sa surveillance un certain nombre de régions déterminées et se signalant réciproquement les faits de fraude intéressant leur région propre et qui sont venus à leur connaissance. Les deux Confédérations s'entendent aussi pour prendre des décisions communes sur toutes les grandes questions intéressant la vitalité et le développement de la viticulture française, telle que la question de l'Algérie, des vins d'Espagne, donnant ainsi plus de poids à leurs réclamations et desiderata.

La Confédération du Sud-Est est donc, elle aussi,

une véritable puissance, et les résultats n'ont pas tardé à être fort effectifs ; elle a en effet attiré à elle la masse des viticulteurs des départements qu'elle englobe, et qui jusque-là étaient restés réfractaires à tout groupement.

Bien qu'elle ait pris ce nom de Confédération du Sud-Est, elle n'est pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, une union de syndicats. C'est un simple syndicat, un puissant syndicat, qui s'est par des ententes avec d'autres syndicats de moindre importance, réservé le monopole de certains services, qui, ainsi centralisés, rendent des résultats beaucoup plus importants.

Les statuts sont semblables à ceux des syndicats formant la Confédération générale des vignerons. Nous n'y trouvons pas cependant l'organisation de la section communale. La Confédération du Sud-Est est placée sous le régime de la loi du 21 mars 1884. Peuvent en faire partie les propriétaires récoltants, fermiers, métayers, usufruitiers ou autres ayants droit aux récoltes. Chaque syndiqué doit, comme dans la Confédération générale des vignerons, prendre l'engagement de ne mettre en vente que du vin parfaitement naturel, et de laisser pénétrer dans ses caves les agents de la Confédération, sinon il sera exclu du syndicat et en butte aux poursuites judiciaires et aux dommages et intérêts.

Le système financier, bien que ressemblant beaucoup à celui adopté par la Confédération générale des

vignerons, ne lui est pourtant pas absolument identique. Il sera perçu une taxe proportionnelle par hectolitre de vin récolté, en se basant sur la déclaration de récolte ; mais la taxe n'est pas fixe, elle sera déterminée chaque année par l'Assemblée générale. De plus les adhérents qui font partie d'autres syndicats ayant un objet similaire seront dispensés du versement de la taxe proportionnelle, à condition que ces syndicats aient été agréés par le Conseil d'Administration ; ces adhérents ne paieront alors qu'une cotisation individuelle de 0 fr. 25 centimes.

L'Assemblée générale n'est plus comme dans la Confédération générale des vignerons composée des délégués nommés par les sections communales ; elle est constituée par tous les membres adhérents. C'est elle qui choisit et nomme le Conseil d'Administration.

Avec la Confédération générale des vignerons et la Confédération des vignerons du Sud-Est, tout le Midi depuis les Pyrénées-Orientales jusqu'au Var, possède une organisation syndicale extrêmement puissante, dont les résultats ont dépassé les espérances les plus optimistes.

SECTION III. — Syndicat National de Défense de la Viticulture Française. — Confédérations formées dans différentes régions de la France, sous l'influence de la Confédération générale des Vignerons du Midi.

§ 1. — Syndicat National de Défense de la Viticulture Française.

Le nom seul de ce syndicat indique le but en vue duquel il a été fondé. Il s'efforce de défendre les intérêts de la viticulture sur le territoire de la France tout entière ; nous ne saurions donc le passer sous silence. Il fut créé à Paris en 1903 par quelques viticulteurs éclairés ; ses premiers efforts furent à peu près infructueux, mais il ne se découragea pas et continua vaillamment la lutte.

En 1907 lors de la création de la Confédération générale des vignerons, le Syndicat national aurait voulu être, en quelque sorte, son agent, et avoir le monopole de l'action en justice. Mais celle-ci refusa ; la raison fort juste et naturelle qu'elle donna, c'était que l'action en justice matérialisait l'importance de l'action des syndicats ; vis-à-vis des viticulteurs méridionaux, c'était le meilleur moyen de leur montrer son activité et de les engager ainsi à adhérer de plus en plus nombreux, à la nouvelle organisation. La critique que l'on peut adresser au Syndicat national, c'est que c'est surtout et trop exclusivement un état-major manquant de troupes et manquant par suite de puissants moyens pécuniaires.

Or pour pouvoir réprimer énergiquement les fraudes, il faut avant tout de l'argent.

Il a cependant rendu de grands services à la viticulture et aux syndicats viticoles. On a pu le voir dans l'étude que nous avons faite de la jurisprudence sur les syndicats viticoles. Il s'est efforcé de faire consacrer le droit d'action en justice des syndicats, et c'est lui qui a provoqué l'arrêt du 5 avril 1913 de la Cour de cassation toutes chambres réunies. Son œuvre se serait-elle bornée à cela, et ce n'est pas le cas, tous les viticulteurs français ne lui en devraient pas moins une grande reconnaissance.

Le Syndicat national continue actuellement son œuvre de répression des fraudes, parallèlement à la Confédération générale des vignerons et aux autres syndicats et confédérations viticoles. Il s'est entendu avec celle-là ; pour se signaler réciproquement les faits de fraude et pour suivre une même ligne de conduite dans toutes les grandes questions viticoles. Ils marchent parfois ensemble pour la répression des fraudes quand l'affaire présente une grande importance.

2. — Influence de la Confédération générale des Vignerons sur la création de confédérations dans diverses régions de la France.

Le succès de la Confédération générale des vignerons a encouragé beaucoup de régions viticoles à imiter les départements méridionaux et à créer des groupements

sur ce même modèle. Il se crée journellement en Auvergne des confédérations. Il existe depuis quelque temps une Confédération des associations viticoles de la Bourgogne. En Champagne également il s'est formé une Fédération des syndicats de la Champagne viticole qui groupe actuellement 121 syndicats ; on connaît les troubles suscités dans cette région par la loi sur les délimitations ; la Fédération est venue demander aide et protection à la Confédération générale des vignerons, la priant d'essayer, par son action, de mettre l'Aube et la Marne d'accord.

A Bordeaux il s'est formé récemment une ligue des viticulteurs de la Gironde ; dans sa dernière assemblée qui eut lieu dans cette ville, M. Ernest Brunet, président, prononça un discours qui nous montre bien l'influence qu'a eue la Confédération des vignerons sur la création de ces confédérations, et l'aide qu'elle leur apporte. En voici quelques passages (1) : « Pourquoi faut-il que dans notre belle Gironde, dans ce berceau des grands vins, des plus illustres vins de la France, il ne nous soit pas encore donné de proclamer à notre tour notre indépendance, par la consécration de la fédération de tous nos groupements viticoles girondins, unis dans un même sentiment de solidarité et de fraternelle sympathie ? Ils étaient unis, groupés dans la misère, dans le malheur au pays du grand soleil ; ils le sont

(1) Du journal la « C.G.V. », N° du 1^{er} mars 1914.

aujourd'hui dans la joie, dans la prospérité la plus complète. Mais ils ont su vouloir, ils ont su résister, ils ont su vaincre ! Voudrions-nous enfin ouvrir les yeux et suivre un exemple aussi frappant

En attendant, messieurs, remercions ensemble la Confédération des vigneronns du Midi qui nous a donné un si grand exemple de solidarité et de courage viticole, encore à l'état embryonnaire chez nous. Remercions tous ses membres. Remercions-les d'avoir, par leur action énergique, su maintenir les cours chez eux et empêcher ainsi l'effondrement chez nous, c'est-à-dire le naufrage. Remercions-les encore de l'accueil si fraternellement cordial qu'ils ont ménagé à nos représentants lors des Congrès de Narbonne et de Béziers et qui a laissé dans leur cœur une impression ineffaçable de reconnaissance et d'affection. Exprimons bien haut encore à leurs députés notre profonde gratitude pour avoir de la tribune française en novembre dernier, appuyé de toute leur force et de tout leur talent la loi sur les appellations d'origine qui ne les intéressait que bien peu, et au sujet de laquelle ils se sont ouvertement solidarisés avec les Girondins dans un sentiment de loyale confraternité. »

CHAPITRE II

ORGANISATION DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES PAR LES SYNDICATS VITICOLES MÉRIDIONAUX.

La répression des fraudes : c'est là le but principal que se sont proposé d'atteindre la Confédération générale des vignerons du Midi et la Confédération des vignerons du Sud-Est. Au moment où elles se sont constituées, elles étaient persuadées, et l'avenir leur a donné raison, que si elles arrivaient à réprimer les fraudes, le prix du vin remonterait à un niveau permettant aux viticulteurs de retirer de leur travail un revenu normal.

La loi du 1^{er} août 1905 avait prévu l'organisation d'un service officiel pour la répression des fraudes ; il fonctionne actuellement, non sans utilité. Mais les Confédérations méridionales, devant l'importance de la tâche à accomplir, estimèrent qu'il ne serait pas suffisant pour en venir à bout à lui seul. Elles décidèrent donc de leur côté de créer un service spécial pour la répression des fraudes, organisé et alimenté uniquement par elles.

Ces deux puissants groupements conclurent entre eux une entente pour se faciliter la tâche. Ils divisèrent

la France en un certain nombre de sections. La Confédération du Sud-Est se chargea de la surveillance d'une région dans le Sud-Est comprenant les départements du Gard, de l'Ardèche, des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse, du Var et des Alpes-Maritimes ; d'une région dans le Nord-Est, comprenant les départements de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, de la Marne, de l'Oise, de la Seine-Inférieure, de la Somme, du Pas-de-Calais, du Nord, de l'Aisne et des Ardennes. Enfin elle se chargea également de surveiller le département d'Alger..

La Confédération générale des vignerons du Midi se chargea de la surveillance du reste de la France. Ainsi que nous l'avons déjà dit, ce sont les cinq syndicats régionaux dont l'union forme la Confédération, qui sont spécialement chargés de la répression de la fraude. Ils divisèrent la partie de la France dont la surveillance leur était confiée en cinq sections correspondant autant que possible aux inspections régionales de l'Etat, chacun prenant sous sa garde une de ces sections.

C'est l'organisation intérieure de ce service créé par les syndicats viticoles que nous allons étudier dans ce qui suit.

§ 1. — Répression de la fraude dans le commerce.

Dès le 1^{er} janvier 1908, c'est-à-dire quelques mois à peine après leur constitution, chaque syndicat de la Confédération du Midi nomma suivant ses propres ressources un certain nombre d'agents, une quinzaine

en tout, chargés de découvrir les fraudes. Ces agents, au début, n'avaient rien d'officiel et voyaient souvent leurs efforts demeurer stériles. Ils devaient, quand ils découvraient une fraude, aller trouver un agent officiel du gouvernement, c'est-à-dire généralement un commissaire de police ou un agent de l'enregistrement, lui signaler la fraude et lui demander de bien vouloir la constater officiellement afin que des poursuites puissent être engagées contre le fraudeur. Tout ceci entraînait des lenteurs et malheureusement aussi, trop souvent, l'agent officiel, tout en se mettant à la disposition de l'agent syndical, se gardait de hâter les événements et, moyennant certains arrangements avec l'individu soupçonné, arrivait pour opérer un prélèvement, alors que toute marchandise suspecte avait disparu. Un grand nombre de fraudeurs restaient ainsi impunis.

Aussi la Confédération du Midi fit-elle tous ses efforts pour que le gouvernement agréât et commissionnât ses agents. Ces efforts furent au début infructueux, car le gouvernement craignait toujours que la Confédération ne fût une association politique. Cependant devant les faits et gestes de celle-ci, il se convainquit assez rapidement de son erreur, et agréa et commissionna quelques agents syndicaux à partir du 1^{er} mars 1908, mais à titre d'essai seulement. C'est une loi du 27 février 1912 article 65 qui, devant les bons résultats obtenus par cet essai, reconnut l'existence légale et officielle des agents syndicaux commission-

nés. Les agents sont commissionnés par le préfet pour un département ; pour plusieurs départements, ils le sont par le ministre de l'Agriculture. Le commissionnement doit être renouvelé chaque année ; c'est là une gêne, car il se fait quelquefois attendre et les agents se trouvent ainsi désarmés pendant un certain temps ; il faut souhaiter que cette entrave soit supprimée et que le commissionnement puisse se faire, sinon définitivement, tout au moins pour un certain nombre d'années. Le commissionnement de l'agent peut être retiré au cours d'une année si le ministre le juge bon.

Les agents syndicaux commissionnés agissent absolument comme les inspecteurs officiels ; leurs prélèvements sont légaux. Ils sont sous la direction des préfets et payés par les syndicats avec les fonds de concours que ceux-ci versent dans les préfectures. Leur rôle consiste à mettre le parquet en face d'une fraude démontrée, et les syndicats viticoles peuvent obliger le parquet à se prononcer sur l'opportunité d'une intervention.

A côté des agents commissionnés, les syndicats ont placé des agents officieux, qui ont les relations les plus étroites avec les services officiels de l'Etat, mais qui ne sont que des indicateurs. Leur rôle consiste à faciliter le travail des agents commissionnés, à faire des dégustations nombreuses dans les débits, hôtels, buffets, etc., à faire des achats de vin, à les analyser, à se renseigner sur les fabrications clandestines, sur la vente des pro-

duits imitant le vin, sur la réputation de divers débits, les prix de vente en détail et en gros, la situation économique, la consommation, la fraude par les congés n° 1, les prix probables des vins, les chances de hausse et de baisse. Les adhérents des syndicats sont donc tenus au courant d'une manière constante de la situation du marché des vins, et pourront ainsi déterminer par eux-mêmes, le prix qu'ils doivent demander de leurs diverses qualités de vins.

Les agents syndicaux commissionnés et officieux, ont l'ordre formel de se mettre toujours à la disposition des préfets, de la régie et de tous les agents officiels de l'Etat. Ils doivent suivre les conseils, les avis ou les ordres qui leur sont donnés. Ils doivent être en résumé les collaborateurs dévoués des agents de l'Etat.

A l'heure actuelle, la très grande majorité des agents syndicaux sont commissionnés. Pour découvrir les fraudes ils agissent généralement de la façon suivante : l'agent arrive dans une localité dont la surveillance lui est confiée, muni d'appareils spéciaux lui permettant de découvrir sommairement une présomption de fraude. Il va chez les divers débitants de la localité en question et leur achète un litre de vin, ou bien plus généralement il charge de ce soin, un individu quelconque qu'il prend à son service. Il fait ensuite une opération sommaire sur les vins qui lui sont ainsi apportés, et suivant les résultats que ceux-ci donnent à l'analyse, il les classe mettant à part les vins qu'il présume fraudés.

C'est ce que l'on nomme le prélèvement officieux. Après cette opération l'agent procède alors au prélèvement officiel. Il se présente chez les débitants dont la marchandise lui a paru suspecte et prélève officiellement un certain nombre d'échantillons. Il envoie ces échantillons à la préfecture qui les envoie à son tour au laboratoire où ils sont analysés. Le rôle de l'agent est alors terminé.

Il existe à Paris une organisation particulière. La surveillance des fraudes, à Paris, est confiée au Syndicat de Béziers-Saint-Pons. Les inspecteurs officiels de l'agriculture n'existent pas dans notre capitale, le service officiel des fraudes étant assuré par le service des Halles, qui est assuré non par l'Etat mais par la ville de Paris. Le commissionnement des agents syndicaux a été jusqu'à aujourd'hui très difficile. Le Syndicat de Béziers-Saint-Pons a tourné la difficulté en mettant à la disposition du service des Halles, avec l'assentiment du service officiel du Ministère de l'agriculture, des agents non commissionnés. Ce service spécial pour la surveillance de Paris coûte environ 27.000 francs par an au Syndicat de Béziers-Saint-Pons. Les agents officieux qu'il entretient sont chargés de visiter les débits, déguster ou faire acheter par des commissionnaires un litre de vin dans les débits, hôtels, etc., suspects. — Ces vins sont analysés chaque jour par un chimiste spécial attaché au syndicat. Un bulletin quotidien est envoyé au syndicat, bulletin sur lequel se trouve mentionné le

nom de l'agent, la date de l'achat, le lieu, le prix, le degré, l'acidité, l'extrait sec, l'opinion de l'agent. S'il y a lieu les mentions portées sur le bulletin et l'analyse sont contrôlées. Tous les vins suspects de falsification sont signalés par le syndicat au service officiel qui prélève alors les échantillons.

La surveillance des marchands en gros établis à Paris, dans les magasins généraux, et à Bercy, dans les gares et ports, est confiée à une équipe spéciale d'agents dont le rôle est très difficile.

§ 2. — Répression des fraudes à la production.

Les syndicats viticoles ont également organisé la répression des fraudes à la production. Pourchassant la fraude dans le commerce, les viticulteurs du Midi ne pouvaient pas la laisser en paix à la propriété même : surtout que, on doit le reconnaître, les propriétaires fraudeurs étaient nombreux en 1907. Malheureusement les textes permettant d'organiser cette surveillance manquaient de clarté. L'article 4 du décret du 31 juillet 1906 autorisait les prélèvements d'échantillons dans les « magasins ». Les celliers des viticulteurs étaient-ils englobés dans ce terme ? C'est ce que les Confédérations du Midi et du Sud-Est demandèrent au ministre de l'Agriculture en 1910. Auparavant, c'est-à-dire de 1907 à 1910, on s'était borné à quelques visites motivées par des soupçons de fraude. Le ministre de l'Agriculture répondit à la demande des Confédérations par une

lettre du 3 mars 1910 qui déclarait que toute cave contenant des vins destinés à la vente, devait être assimilée à un magasin et pouvait en conséquence être visitée par les agents de la répression des fraudes.

Les deux Confédérations organisèrent alors un service méthodique de répression des fraudes à la production : une quarantaine d'agents visitèrent les propriétés, au moment des vendanges, époque favorable par excellence à toute fraude et falsification. Ces visites n'étaient pas motivées par un soupçon de fraude : elles étaient faites à simple titre de contrôle. Les prélèvements étaient limités aux seuls vins suspects ; ils furent peu nombreux.

L'opinion publique accepta, contrairement à ce que certains prévoyaient, ce contrôle, sans difficulté, plus même avec satisfaction. Tout semblait donc aller parfaitement, lorsqu'un arrêt de la Cour de cassation du 15 février 1911 vint jeter le trouble, en niant l'interprétation du ministre de l'Agriculture et en déclarant que le service de la répression des fraudes n'avait pas accès chez le viticulteur.

Malgré cet arrêt, les Confédérations soutenues par l'opinion publique, surveillèrent les vendanges de 1911. Mais cette situation instable ne pouvait durer. La Chambre fut saisie d'un projet de loi qui contenait un texte s'occupant de la consécration de la validité des prélèvements opérés chez le producteur. La Chambre vota ce texte le 30 novembre 1911, mais en

déclarant que si le récoltant refusait aux agents l'entrée de sa cave, la visite n'était alors possible qu'en cas de présomption de fraude. C'était revenir au système pratiqué avant 1910 et rendre impossible toute répression tant soit peu efficace.

Au Sénat, en juin 1912, la loi faillit complètement échouer sur l'intervention d'un certain nombre de sénateurs. Mais grâce aux efforts de M. Cazeneuve, rapporteur, et du ministre de l'Agriculture, la surveillance de la fraude à la production put enfin être établie par la loi du 28 juillet 1912.

Cette loi institue d'une façon expresse la surveillance chez les récoltants en ce qui concerne les produits destinés à la vente, mais en faisant une réserve : en cas de refus des intéressés une ordonnance du juge de paix est nécessaire pour pouvoir procéder. Ce sont les agents du service des fraudes seuls, à l'exclusion des agents de la régie, qui ont le droit de pénétrer dans les caves des propriétaires. Les agents de la Régie ne peuvent y avoir accès, qu'autorisés par une ordonnance du juge de paix, rendue sur soupçon de fraude, et la jurisprudence se montre assez sévère pour admettre le soupçon. Ainsi on a jugé qu'une dénonciation anonyme ne suffisait pas pour établir un soupçon de fraude. Ceci est important et a été une victoire pour les syndicats viticoles, à laquelle d'ailleurs ils ne s'attendaient guère. Ils craignaient en effet que la Régie ne demandât les mêmes droits que ceux accordés

aux agents de la répression des fraudes et la mesure alors aurait été beaucoup moins bien accueillie, les propriétaires n'étant pas favorables à la visite de leur cave par les agents des contributions indirectes.

La loi du 28 juillet 1912 établit aussi, qu'en cas de fraude manifeste les agents de la répression auront le droit de saisir la marchandise.

Au lendemain de cette loi de 1912, il s'éleva des difficultés sur le point de savoir si l'autorisation du juge de paix pouvait être préalable et collective. Par préalable on entendait ceci : l'agent avant d'avoir essuyé tout refus d'accès dans la cave d'un propriétaire pouvait-il demander au juge de paix l'autorisation d'y pénétrer ? autorisation qu'il ne produirait qu'en cas de résistance de la part du propriétaire. Par collective, on entendait la faculté pour l'agent de demander au juge de paix l'autorisation de pénétrer dans toutes les caves d'une commune avant et malgré tout refus de la part des propriétaires.

C'est là un point capital. La visite d'un agent chez un propriétaire n'implique nullement une présomption de fraude ; c'est une sorte d'enquête à laquelle il se livre. Les propriétaires n'ont donc aucun intérêt à s'opposer à l'ordonnance collective. D'un autre côté, sans elle, la loi du 28 juillet 1912 ne serait qu'un leurre ; la période des vendanges est en effet relativement très courte ; si l'agent se heurte au mauvais vouloir des propriétaires et s'il est obligé de demander une ordon-

nance au juge de paix pour chaque propriété qu'il veut visiter, il ne pourra opérer qu'un nombre de visites très restreint ; la fraude ne sera ainsi réprimée que d'une façon très imparfaite et tout à fait insuffisante.

A notre avis, non seulement il faut établir l'ordonnance collective, mais encore il faudrait supprimer tout obstacle, toute formalité aux visites des agents à la propriété. C'est en effet une injustice à l'égard du commerce. Il n'est pas besoin pour pénétrer chez le commerçant et y faire un prélèvement, d'une autorisation quelconque ; à juste raison du reste, car s'il en était autrement toute répression deviendrait impossible. Nous ne voyons pas pourquoi, il n'en serait pas de même pour les propriétaires.

Quoi qu'il en soit, le ministre de l'Agriculture, consulté sur ce point, répondit qu'il s'en rapportait à la jurisprudence, en attendant que le Conseil d'Etat, par le règlement qui doit intervenir pour l'application de ces nouvelles dispositions législatives, tranche définitivement la question. La jurisprudence s'est nettement prononcée en faveur de la validité de l'ordonnance collective. Au cours des vendanges de 1912, plusieurs centaines d'ordonnances collectives ont été rendues par les juges de paix à la requête des agents syndicaux de la répression des fraudes, dans la région Méditerranéenne, en Algérie, en Bourgogne et dans le Centre. Voici quelques chiffres. Pour le Gard 18 ordonnances, pour les Bouches-du-Rhône 8, pour Vaucluse 15, pour

le Var 15, pour l'Ardèche 6, etc. Les refus ont été extrêmement rares.

La validité de l'ordonnance collective a été reconnue également par un jugement du Tribunal correctionnel de Narbonne du 9 novembre 1912. C'est aussi l'opinion que soutint M. Cazeneuve, rapporteur, dans les travaux préparatoires de la loi.

Les viticulteurs, aussi bien en Algérie qu'en France, firent bon accueil aux visites des agents. Cependant en Touraine, l'accueil des vigneron fut hostile et quelques semaines après la récolte, une violente campagne contre les visites à la propriété éclata ; on reprochait aux agents des vigneron du Midi de terroriser les vigneron tourangeaux et de n'avoir d'autre but que de discréditer les vins de Touraine. Les adversaires des syndicats viticoles, le commerce en tête, en profitèrent pour demander la suppression des agents syndicaux. Effrayé de tout ce bruit le service de la répression des fraudes eut l'idée d'accéder à ce désir. Mais il ne donna pas suite à ce projet et à la séance du 28 janvier 1913 à la Chambre, sur la demande de M. Emmanuel Brousse, le ministre de l'Agriculture déclara formellement le maintien des agents syndicaux.

Le contraire aurait été désastreux ; il a suffi d'ailleurs de quelques explications, entre les viticulteurs des diverses régions pour dissiper tout malentendu. Une assemblée de toutes les régions viticoles de France, y compris la Touraine, fut tenue à Paris le 18 février

1913. Après qu'on se fût courtoisement expliqué, elle émit le vœu suivant (1) : « Considérant que les agents de la répression des fraudes de nos associations syndicales ont rendu à la viticulture française les plus grands services ; que leur utilité ne peut être niée ; qu'en réprimant la multiplication artificielle des vins, ils ont permis le relèvement des prix et amené une nouvelle prospérité de la viticulture française ; que quelques excès de zèle ne sauraient faire oublier ces services et prévaloir contre eux », elle demandait « le maintien de la législation actuelle ».

L'opinion publique, la jurisprudence, les travaux préparatoires de la loi sont tous d'accord pour demander la consécration définitive de l'ordonnance collective. Il faut souhaiter, et on peut espérer que le Conseil d'Etat ratifiera ce désir.

§ 3. — Surveillance des vins étrangers.

Les pays importateurs de vins en France, c'est-à-dire, la Grèce, l'Italie et l'Espagne, ne possèdent pas de législation, ou tout au moins une législation suffisante pour la répression des fraudes. Aussi le mouillage, le sucrage et toute autre falsification y sont pratiqués d'une façon intense. Si une surveillance sévère n'est établie sur ces vins exotiques, le marché français mal-

(1) Rapport présenté au IX^e Congrès National des Syndicats agricoles de Nice le 7 avril 1913 par M. Gustave Coste. Supplément au *Vigneron du Sud-Est* de juin 1913.

gré les droits de douane qu'ils sont obligés d'acquitter à leur entrée en France sera inondé de vins frelatés qui viendront avilir les cours pratiqués.

La douane, dans les ports et aux gares frontières, exerce un contrôle sur les vins étrangers, mais insuffisant. Ces vins sont, dès que la déclaration détaillée a été remise à l'administration, examinés par un vérificateur des douanes. Si certains fûts ne paraissent pas conformes à la déclaration, un échantillon spécial est prélevé sur chacun d'eux. Ces échantillons sont soumis au chimiste de la douane. Si la marchandise est reconnue loyale, elle est immédiatement dédouanée. Au contraire si l'analyse révèle quelque anomalie, on prélève un deuxième échantillon sur les fûts contenant la marchandise suspecte et on opère une seconde analyse. Si celle-ci confirme les indications données par l'analyse antérieure les résultats sont transmis à l'administration.

Si un vin est reconnu artificiel, c'est-à-dire constitué par une substance autre que le jus de raisin frais, la douane considère qu'il y a fausse déclaration, confisque la marchandise et applique à l'importateur une amende de 100 francs (Loi du 22 août 1791). Malheureusement les importateurs en appellent de la décision du Laboratoire, au Comité d'expertise légale, qui la plupart du temps, infirme la première décision et donne l'exeat aux marchandises. Ce sont les Chambres de commerce qui désignent les experts,

qui n'ont pas besoin de réunir des conditions bien précises de compétence. Ceci explique leur indulgence vis-à-vis des importateurs de vins fraudés. Le résultat est qu'un grand nombre de fraudes restent impunies.

Mais la situation est pire lorsqu'il s'agit de vins simplement mouillés. La douane en effet estime que le vin mouillé reste du vin, soumis au même tarif que s'il était pur de toute addition ; qu'il n'y a donc pas fausse déclaration. Ces vins, il est vrai, tombent sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905. La douane ne les dénoncera au Parquet que si la marchandise n'est pas destinée à l'entrepôt. Cette opinion s'appuie sur l'exterritorialité de l'entrepôt, et la loi de 1905 ne peut s'appliquer qu'aux vins mouillés, se trouvant sur le territoire français.

Ainsi donc, l'importateur qui ne fait pas de déclaration préalable d'entrepôt, ou qui après avoir mis sa marchandise en entrepôt lui a déjà assigné une destination vers le consommateur, sera dénoncé par la douane au Parquet et exposé à des poursuites. Si au contraire il a fait une simple déclaration d'entrepôt, il sera à l'abri. La formalité est trop simple, pour que presque tous les vins mouillés ne jouissent de cette immunité.

Cela sortirait de notre sujet de discuter ici l'opinion de la douane sur l'entrepôt ; nous nous bornerons à constater que cette opinion nous semble contraire à

nombre de lois (1) françaises et au bon sens le plus élémentaire dans cette distinction qu'elle fait entre des vins artificiels et des vins mouillés. Il y a lieu de demander que cette immunité abusive de l'importateur en entrepôt, cesse désormais, et qu'il soit poursuivi tant pour fausse déclaration que pour l'infraction à la loi de 1905.

Les Confédérations viticoles méridionales essayent de lutter le plus énergiquement possible contre l'envahissement de ces vins exotiques falsifiés. Mais la tâche est difficile. Les chimistes qu'elles se sont attachés étudier la composition chimique et la qualité des vins des diverses régions des pays importateurs, ce qui permet de découvrir plus facilement les manipulations qu'ils peuvent avoir subies. Elles envoient des missions dans les pays étrangers, qui s'initient à leurs modes de vinification et enquêtent auprès des producteurs. Le Syndicat Montpellier-Lodève notamment envoya en octobre 1913 une mission en Italie. Le Syndicat Béziers-Saint-Pons en 1914 envoya à ses frais en Grèce, avec l'autorisation du Ministère, M. Roos, directeur du Laboratoire officiel de Montpellier, afin d'étudier la fabrication des vins grecs.

Elles entretiennent des agents dans les pays étrangers qui signalent à la douane et aux agents syndicaux postés dans les gares frontières et ports les envois de

(1) Voir Pallain, T. I, de 400 à 493 ; Mage et Nogaro, p. 226 et 231.

vins suspects, qui ont pu venir à leur connaissance. Ceux-ci essayent de les arrêter à la frontière même, ou après qu'ils l'ont franchie, en opérant des prélèvements. Ainsi à la suite d'un prélèvement fait par un de ses inspecteurs, la Confédération du Sud-Est put, en se constituant partie civile et en consignait une forte somme, obtenir la saisie effective en gare de Nîmes le 2 février 1911 d'un lot de 500 hectolitres de vin d'Espagne. Le Tribunal de Montpellier condamnait le 5 avril, le vendeur à 15 jours de prison, à 65.000 fr. d'amende et à la confiscation de la marchandise saisie.

Les Syndicats méridionaux enfin, cherchent à conclure des ententes avec les quelques confédérations de vigneronns qui existent dans les pays étrangers et qui luttent contre la fraude, et à combiner leur action répressive. En Espagne notamment, il existe quelques syndicats de vigneronns organisés sur le modèle des nôtres, réunis dans la Fédération viticole du Nord-Est de l'Espagne et qui ont entrepris dans leur pays l'œuvre de répression que nos syndicats poursuivent depuis 1907. Cette association a des agents de répression avec lesquels l'agent de la Confédération des vigneronns du Midi en Espagne collabore, témoin la lettre suivante adressée par l'administrateur général de l'Union des viticulteurs Catalans à M. Pastre, président du Syndicat de Béziers-Saint-Pons (1) : « Par la présente, je

(1) Notre action répressive en Espagne, C. G. V., 15 janvier 1914.

me fais un plaisir de porter à votre connaissance, que grâce à l'actif agent de votre Syndicat, opérant à Valencia, et sur ses indications, notre agent Mateu Rosimès, sur les quais du port de cette ville a pu prélever des échantillons de divers lots de vins parmi lesquels un lot retourné de Cette ». Quand un lot de vin en effet est refusé en douane à Cette ou dans un autre port, le consignataire le réexpédie en Espagne où souvent on lui fait subir de nouvelles manipulations après quoi on le dirige à nouveau vers un autre port de la France. La Confédération du Midi, grâce à son entente avec la Fédération des vignerons Espagnols, signale à son agent la réexpédition de ces vins afin qu'il prévienne l'agent syndical espagnol. Celui-ci peut alors prélever des échantillons sur le quai d'arrivée et si le vin est reconnu adultéré par les autorités espagnoles, il est saisi et l'exportateur poursuivi et condamné.

Grâce à ce système et à la surveillance qu'elles s'efforcent d'exercer partout où elles le peuvent, les confédérations arrivent à arrêter une certaine quantité de vins étrangers, et à refroidir l'audace des importateurs peu scrupuleux. Mais cela est encore insuffisant et il faut souhaiter, que par une meilleure organisation, tout conflit entre l'administration de la douane et le service de l'expertise contradictoire cesse, et que les vins mouillés n'échappent pas par le moyen du système abusif de l'entrepôt à la répression organisée par la loi du 1^{er} août 1905.

**§ 4. — Constitution de partie civile par
les syndicats viticoles.**

Ainsi que nous l'avons vu dans un chapitre précédent le droit pour les syndicats viticoles de se porter partie civile dans les affaires de fraude et falsification leur est aujourd'hui généralement à peu près reconnu.

L'objet des interventions des confédérations méridionales est beaucoup moins d'obtenir des allocations de dommages, allocations qui couvrent rarement les frais, que d'empêcher l'accusation de succomber dans les affaires où le délit étant certain, un échec est néanmoins à craindre à raison de l'habileté procédurière du prévenu et de l'inexpérience des magistrats. En effet la législation sur la fraude est encore toute récente, la jurisprudence en voie seulement de création et les magistrats ne sont pas encore rompus à ces questions. Tandis qu'en raison du nombre d'affaires de fraudes qui ont eu lieu ces toutes dernières années, des avocats se sont spécialisés en cette matière, utilisant avec virtuosité et trop souvent bonheur, toutes les ressources de la chicane.

De plus cela matérialise aux yeux des viticulteurs confédérés, l'activité de leurs syndicats, et effraie les fraudeurs qui voient qu'aucune considération, richesse, puissance sociale ou politique, ne saurait arrêter l'action des confédérations.

C'est donc dans les affaires graves, et quand leur

conviction est formelle que les syndicats se portent partie civile. Pour les affaires de moindre importance, leur action se borne à mettre par l'intermédiaire de leurs agents, le Parquet en face d'une fraude démontrée et à mettre ainsi en mouvement l'action publique.

Chaque syndicat s'attache un avocat conseil qui étudie les dossiers et donne son avis ; après examen, le président du Syndicat consulte le Conseil d'administration. Dans les affaires délicates ou très importantes, le syndicat consulte le contentieux de la Confédération des vignerons du Midi et celui de la Confédération des vignerons du Sud-Est, composés des avocats et des avoués les plus distingués du Midi, et se conforme à leur avis.

Lorsqu'il y a lieu de se porter partie civile, le contentieux du syndicat adresse à l'avocat chargé de défendre ses intérêts, un rapport détaillé, et son opinion. Le chimiste attaché au syndicat lui adresse également un rapport scientifique. Enfin si cela est nécessaire, l'avocat conseil et le chimiste du syndicat vont assister l'avocat chargé de la cause.

Si l'affaire est particulièrement importante, pour donner plus de poids à son intervention la Confédération des vignerons du Midi n'hésite pas à se porter partie civile au nom des cinq syndicats qui la forment. Cette action se voit parfois encore renforcée par l'intervention simultanée d'autres associations viticoles. Nous en voyons un exemple dans une importante et

récente affaire : l'affaire Garnier, où la Confédération du Sud-Est et le Syndicat national de défense de la viticulture française se joignirent à la Confédération des vignerons du Midi, pour se porter parties civiles. Le tribunal correctionnel de la Seine dans son audience du 28 juin 1912 admit cette intervention :

« Attendu, déclare-t-il notamment, que les syndicats intervenant ont été régulièrement constitués et ont déposé leurs statuts en conformité de la loi de 1884, qu'ils ont pour objet la défense des intérêts généraux de la viticulture française ; qu'ils sont donc incontestablement recevables à intervenir dans la poursuite actuelle afin d'obtenir la réparation du préjudice qui aurait été causé aux intérêts collectifs de leurs membres par les fraudes qui ont fait l'objet de cette poursuite. »

Garnier ayant fait appel, la Cour de Paris vient de rendre son arrêt le 27 avril 1914. Elle confirme le jugement du tribunal correctionnel de la Seine se bornant à réduire certaines pénalités.

Il arrive parfois aux syndicats viticoles de se porter parties civiles dans des affaires de fraude intéressant d'autres produits que le vin mais dont la fabrication abondante peut avoir des répercussions graves sur les cours pratiqués. Cela s'est produit pour l'affaire d'Avenel. C'est une grosse affaire de fabrication de cidre artificiel. L'intervention d'un syndicat cidricole aurait été plus indiquée ; c'est ce que comprit la Confédération du Sud-Est qui fit appel au syndicat des agricul-

teurs de la Manche en lui offrant même de supporter les frais du procès. Celui-ci refusa, invoquant des « raisons particulières non professionnelles ». La Confédération du Sud-Est intervint alors par l'organe du Syndicat national, dès l'année 1911. Il fallut plus de deux ans de lutte contre les manœuvres dilatoires du prévenu et la faiblesse des magistrats pour arriver le 30 juillet 1913 à un jugement de défaut frappé du reste d'opposition. Le vicomte d'Avenel fut condamné à diverses amendes fiscales atteignant environ 10.000 francs, mais le syndicat fut déclaré mal fondé dans son intervention. Celui-ci a interjeté appel devant la Cour de Caen. Un résultat important a été néanmoins obtenu ; alors que les premières poursuites de 1911 n'avaient nullement arrêté la fabrication de d'Avenel, l'intervention du syndicat y mit aussitôt un terme.

Les syndicats viticoles enfin exercent une surveillance incessante sur toutes les manifestations de la publicité qui intéressent la consommation du vin, car ils ne craignent pas d'engager à ce sujet des actions judiciaires. Ainsi en décembre 1911 la Confédération du Sud-Est a engagé une action judiciaire contre un individu qui faisait publier dans les annonces d'un grand quotidien, l'existence d'un produit destiné à la fabrication d'une boisson de ménage et affirmant pour faire valoir sa marchandise, que le vin était un poison provoquant d'innombrables maladies. Le résultat immédiat a été la modification des annonces.

En mai 1912 la Confédération du Sud-Est a également provoqué le dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile, contre l'éditeur d'un ouvrage qui était un véritable manuel de la fraude à l'usage du commerce.

§ 5 — Puissance effective et résultats obtenus par les
Conférations de vigneron du Midi et du Sud-Est.

Maintenant que voilà connue l'organisation suivie par les syndicats viticoles méridionaux afin de réprimer les fraudes, il nous faut citer quelques chiffres qui montreront, sans contestation possible, la vitalité et l'activité toujours grandissante de ces services. Bien qu'ayant conclu entre elles une entente, la Confédération du Midi et la Confédération du Sud-Est sont indépendantes ; aussi allons-nous étudier les résultats qu'elles ont obtenus séparément et successivement.

A. — *Confédération générale des vignerons du Midi* (1)

a) *Nombre d'agents qu'elle a sous ses ordres.*

1907-1908.	12 agents
1908-1909.	14 agents
1909-1910.	21 agents
1910-1911.	27 agents
1911-1912.	30 agents
1912-1913.	39 agents

(1) Rapport de M. Marius Cathala au Congrès viticole de Narbonne du 22 décembre 1912, *Vigneron du Sud-Est*, janvier 1913, et le rapport de M. Schmitt Donnadiou au Congrès viticole de Béziers du 26 octobre 1913, *G.G.V.*, novembre 1913.

Il faut y ajouter de nombreux agents temporaires ou suppléants et les délégués spéciaux et officieux qui surveillent l'Algérie, l'Espagne et les ports. Cet accroissement ininterrompu du nombre d'agents est une preuve de la prospérité de la Confédération qui, disposant de ressources grandissantes, peut s'armer de mieux en mieux pour lutter contre la fraude et remporter ainsi des victoires plus nombreuses et plus difficiles.

b) *Prélèvement des échantillons.* — Les prélèvements effectués par les agents syndicaux sont allés également en progressant :

1907-1908 : 867 prélèvements, dont 142 ont donné lieu à des poursuites et 67 à des condamnations.

1908-1909 : 1225 prélèvements, dont 190 ont donné lieu à des poursuites et 120 à des condamnations.

1909-1910 : 1659 prélèvements, dont 337 ont donné lieu à des poursuites et 263 à des condamnations.

1910-1911 : 2047 prélèvements, dont 446 ont donné lieu à des poursuites et 358 à des condamnations.

1911-1912 : 3042 prélèvements, dont 777 ont donné lieu à des poursuites et 601 à des condamnations.

1912-1913 : Les résultats que nous connaissons pour cette année 1912-1913 sont ceux des neuf premiers mois seulement. Les prélèvements se sont élevés à 1711 et les condamnations à 442.

Il existe une assez forte disproportion entre le nombre de prélèvements effectués et le nombre des pour-

suites et condamnations. La principale cause en est la mollesse des tribunaux et laboratoires (1).

c) *Fonds affectés à la recherche de la fraude.* — Depuis sa fondation, c'est-à-dire depuis 1907, la Confédération générale des vignerons du Midi a dépensé environ 1.600.000 francs pour poursuivre les fraudes. Pour l'année 1912-1913 seule les frais se sont élevés à 412.000 francs.

Il est intéressant de comparer cet effort avec celui accompli par l'Etat pour la répression des fraudes. Nous n'avons pu nous procurer ces chiffres que pour les deux dernières années seulement.

(1) M. Schmitt Donnadieu, secrétaire général du Syndicat de Béziers-Saint-Pons, dans un rapport présenté au Congrès viticole de Béziers le 26 octobre 1913, prononça notamment ces paroles : « Tout d'abord nous avons beaucoup à nous plaindre de certains tribunaux. Les uns ne montrent aucune sévérité dans l'application des lois sur la répression des fraudes. Certains paraissent en ignorer le mécanisme. D'autres accordent trop souvent le sursis, contrairement à la loi. Plusieurs abandonnent des affaires où l'aveu de fraude est enregistré au procès-verbal de prélèvement et confirmé par les laboratoires officiels. Presque tous ne tiennent pas compte de l'aggravation de faute produite par la récidive et condamnent mollement..... d'autre part les laboratoires ont une timidité excessive et concluent trop souvent que le vin est loyal et marchand ou vaguement suspect, quand la fraude est manifeste et reconnue avouée même. Plusieurs affectent de ne pas tenir compte des prélèvements de comparaison qui sont une des preuves les plus convaincantes du mouillage » (Du journal la C. G. V., n° 1^{er} janvier 1913).

	1912	1913
Personnel de l'inspection de la répression des fraudes et du laboratoire.	160.000	160.000
Frais de tournées, gratifications et indemnités	90.000	90.000
Frais de prélèvements, analyse, gratifications aux agents de préfecture	702.500	697.000
Inspection des produits médi- camenteux ou hygiéniques et des eaux minérales.	135.500	135.500
Vers à soie, importation des semences fourragères, ins- pection phytopathologiques .	55.000	55.000
Total	1.143.000	1.137.000

C'est donc environ 1.100.000 francs par an que l'Etat dépense, non seulement pour la totalité des services annexes, mais aussi pour toutes les denrées alimentaires et les produits les plus divers, justiciables d'une surveillance contre une fraude quelconque. La Confédération générale des vignerons pour la surveillance d'un seul produit dépense environ 400.000 francs par an, pouvant ainsi soutenir avantageusement la comparaison avec l'effort fait par l'Etat. Son utilité apparaît donc incontestable, surtout si on sait que sur 10 affaires de fraudes, 8 environ sont entre les mains

des agents syndicaux contre 2 pour les inspecteurs officiels du service de répression des fraudes. -

d) *Nombre d'affaires dans lesquelles la Confédération générale des vignerons s'est portée partie civile.*

1907-1908	23 affaires
1908-1909	41 affaires
1909-1910	87 affaires
1910-1911	121 affaires
1911-1912	275 affaires

Ainsi que nous l'avons déjà dit, il existe à Paris une organisation particulière confiée au Syndicat de Béziers-Saint-Pons. L'activité de celui-ci est grande : en effet pour l'année 1913 seulement il fut opéré 6240 prélèvements d'échantillons par les agents syndicaux. Sur ce nombre 430 environ suspects, ont été prélevés officiellement par le service des Halles et ont donné lieu à 150 condamnations. Il y a eu 15 non-lieu et 3 affaires éteintes par la mort du délinquant.

B. — *Confédération des vignerons du Sud-Est (1).*

La Confédération du Sud-Est a sous sa garde un territoire sensiblement moins étendu que celui confié à la Confédération du Midi. Mais son activité n'est pas moins grande.

Elle a sous ses ordres sept agents, sans compter les agents temporaires et suppléants.

(1) Rapport présenté à l'Assemblée générale du 29 septembre 1913 par M. Gustave Coste, secrétaire général de la Confédération du Sud-Est.

a) *Nombre des prélèvements.* — 1910-1911 : 1.200 prélèvements entraînant 240 condamnations, soit un pourcentage de 20 0/0.

1911-1912 : 963 prélèvements entraînant 262 condamnations, soit un pourcentage de 28 0/0.

1912-1913 : 1.336 prélèvements entraînant 187 condamnations, soit un pourcentage de 14.2 0/0.

Il est à remarquer que le pourcentage des condamnations par rapport au nombre de prélèvements effectués, est beaucoup plus élevé en ce qui concerne les agents syndicaux que le pourcentage qui ressort de la statistique générale de la répression des fraudes. En effet en 1910, pour 73.438 prélèvements de toute nature il y a eu 3.801 condamnations, soit un pourcentage de 5 0/0 ; et en 1911 (derniers résultats connus) pour 80.688 prélèvements, il y a eu 4.193 condamnations, soit également un pourcentage de 5 0/0.

b) *Nombre de visites à la propriété.* — Depuis la loi du 28 juillet 1912 les agents de la répression des fraudes ont le droit de pénétrer dans les caves des propriétaires. Les agents de la Confédération du Sud-Est depuis le commencement des vendanges jusqu'au 15 octobre 1912, date à laquelle les visites continuaient encore, avaient visité :

1.154 viticulteurs dans le Gard.

216 viticulteurs des Bouches-du-Rhône.

89 viticulteurs dans Vaucluse.

63 viticulteurs dans le Var.

171 viticulteurs dans l'Ardèche.

Par ces quelques chiffres il est aisé de se rendre compte de l'activité, de l'ardeur même que déploient les syndicats viticoles méridionaux, pour atteindre le but principal en vue duquel ils s'étaient constitués. Ils n'y sont certainement pas encore entièrement parvenus ; les fraudeurs sont tenaces, de plus en plus habiles et difficiles à saisir. Mais les résultats obtenus sont déjà brillants.

Loin de se laisser amollir par leurs nombreux succès nous assistons au contraire au développement continu des deux grandes Confédérations méridionales. Elles commencent aussi à être aidées dans leur tâche par toutes les nouvelles Confédérations qui se sont créées et se créent dans les diverses régions viticoles françaises, sur le modèle de leurs deux grandes aînées. En unissant leurs efforts elles finiront un jour par exterminer la fraude, traquée de toute part. Mais elles ne doivent à aucun moment se relâcher de leur surveillance, sinon le terrain gagné au prix de tant et tant d'efforts serait aussitôt perdu.

CHAPITRE III

PRINCIPALES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LA VITICULTURE EN
DEHORS DE LA FRAUDE ET DONT LES CONFÉDÉRATIONS
MÉRIDIONALES ONT ENTREPRIS LA DÉFENSE.

Les syndicats viticoles méridionaux se sont constitués en vue de la défense des intérêts de la viticulture française. Nous avons vu comment ils s'étaient organisés pour la défendre contre les fraudes, dirigeant vers ce but le meilleur de leurs efforts. Il existe cependant de nombreux autres problèmes dont la résolution intéresse aussi grandement l'avenir de la viticulture. Les Confédérations du Midi s'en occupent également avec activité. Il nous est impossible d'entreprendre l'étude approfondie de ces questions dont certaines pourraient faire l'objet d'un travail complet ; nous ne pouvons cependant les passer complètement sous silence, et nous nous proposons d'en donner un aperçu dans ce chapitre afin de bien mettre en lumière l'œuvre générale et totale entreprise, et en partie accomplis par les syndicats viticoles.

Bien que la prospérité soit revenue, la crise douloureuse subie par le monde viticole est encore présente à toutes les mémoires. Aussi les viticulteurs, encouragés

par les Confédérations, songent-ils à l'avenir et essaient-ils de parer, dans une certaine mesure, aux effets d'une nouvelle crise, lointaine espérons-le, mais toujours possible. Pour ceci ils s'efforcent de développer des œuvres d'intérêt viticole et social telle que la création de caisses de crédit, de caves et distilleries coopératives.

Nous avons vu, en étudiant l'organisation de la Confédération générale des vignerons, que les sections communales par raison de discipline, n'intervenaient pas en justice pour la répresion des fraudes, et laissaient ce soin aux syndicats régionaux. C'est par la création de ces œuvres qu'elles exercent principalement leur activité. Elles ont multiplié les caisses de crédit ; souvent elles ont acheté des parts dans ces caisses.

Pour la création des distilleries coopératives elles ont eu un double but en vue : tout d'abord rendre service aux viticulteurs et ensuite de consolider la situation de la Confédération générale des vignerons. En effet pour faire partie de la distillerie coopérative, il faut être membre de la Confédération ; beaucoup de vignerons qui, soit par défiance, soit par nonchalance, soit par égoïsme, s'étaient abstenus d'entrer dans la Confédération, n'hésiteront pas pour avoir leur part des avantages obtenus par la coopérative, de s'enrôler dans le rang des confédérés. On pouvait craindre aussi que les syndiqués se lassassent à la longue de payer régulière-

ment leurs cotisations. En créant une distillerie il sera plus facile de prélever cette cotisation sur le bénéfice de chaque adhérent, que de la lui demander directement. Les fondateurs de ces distilleries ont donc eu surtout en vue la consolidation de la puissance de la Confédération générale des vignerons. Mais en plus de l'intérêt moral qui résulte des services qu'ils rendent à ceux au milieu desquels ils vivent, ils ont aussi un intérêt personnel au maintien et au bon fonctionnement de cette organisation, étant généralement eux-mêmes les plus gros coopérateurs. Les adhérents, eux, ne voient que l'intérêt qu'ils retirent de la coopérative et participent à l'action de la Confédération sans presque s'en douter. Cette organisation réalise donc bien son double but.

Les sections communales encouragent aussi la création des caves coopératives. Cette institution est fort utile ; au moment des vendanges, il y a toujours une grande quantité de vin, qui, par manque de vaisselle vinaire ne trouve pas à se loger. Les propriétaires de ces vins non logés, sont désarmés vis-à-vis des commerçants et obligés de passer par où ils veulent ; la quantité de ces vins non logés pèse sur le marché et détermine une baisse de prix. C'est pour remédier à cette situation, pour permettre à tous de loger leur vin, et de ne le vendre qu'à un prix correspondant à la plus ou moins grande abondance de la récolte, que ces caves ont été créées (1).

(1) Il y a eu ces tous derniers temps un mouvement remarquable

La Confédération générale des vignerons du Midi et la Confédération des vignerons du Sud-Est font paraître chacune un journal, la « C. G. V. » et le « Vigneron du Sud-Est ». Par eux, elles tiennent les viticulteurs au courant de la situation du marché, les mettant en garde contre les manœuvres tendancieuses, leur signalant les nouveaux traitements, les essais tentés en vue de la lutte contre les maladies qui s'accroissent toujours, de plus en plus nombreuses, sur la vigne. Elles exposent également dans ces journaux, leurs revendications et mènent des campagnes vigoureuses pour défendre les positions acquises et obtenir ce qu'elles estiment profitable et juste pour la viticulture. Actuellement les trois grandes campagnes entreprises par les Confédérations méridionales sont :

1° La suppression du registre congé n° 1.

2° La suppression du régime fiscal privilégié dont jouit l'Algérie.

3° Le maintien des droits de douane sur les vins espagnols.

A. — *Suppression du registre congé n° 1.*

L'article 6 de la loi du 28 avril 1816 dispose que (1) :
« Aucun enlèvement ni transport de boissons, ne pourra être fait sans déclaration préalable de l'expéditeur, ou de l'acheteur et sans que le conducteur soit

pour la création de caves coopératives : Lunel, Lansargues, Marsillargues, Lunel-Viel.

(1) Duvergier, p. 314.

muni d'un congé, d'un acquit à caution, ou d'un passavant, pris au bureau de la régie ». Sur les doléances des marchands en gros qui se plaignaient que l'obligation de se transporter chaque fois à la régie leur causait une gêne, une décision ministérielle du 6 avril 1901, mise à exécution par une circulaire numéro 444 du 18 avril 1901 (1), autorisa la remise aux négociants, de registres de congé ordinaires n° 1 d'où ils peuvent détacher eux-mêmes les titres de mouvement pour tous les envois, quelle qu'en soit l'importance.

Avec ce régime la régie ignore le moment précis de l'enlèvement et se trouve dans l'impossibilité d'exercer utilement son contrôle. Aussi les fraudeurs en ont-ils profité.

La fraude la plus facile consiste pour le marchand en gros à mentionner sur son congé, que la livraison aura lieu par exemple à 10 heures. Une livraison est faite effectivement à l'heure indiquée, mais le livreur rapporte le congé chez le marchand en gros qui ajoute sur le même congé la mention $1/4$ ou $1/2$ qui permet d'effectuer une seconde livraison avec le même congé. Des circulaires ministérielles ont essayé, mais sans obtenir de grands résultats de remédier à cette fraude en exigeant notamment que la mention indiquant l'heure soit écrite en toutes lettres.

Du reste le registre congé n° 1 permet une autre

(1) *Journal des Contributions Indirectes*, 1901, p. 246, et D. C. adm., ann., V° *Contributions indirectes*, n° 1034.

fraude presque impossible à réprimer. Elle consiste, l'Administration n'étant plus avertie de l'heure de l'enlèvement, à faire circuler des vins avec des titres de mouvement portant sur des quantités inférieures à celles enlevées. Le commerçant fait accompagner les boissons transportées d'un congé régulier, mais sur la souche la contenance du chargement est laissée en blanc. On a soin de surveiller une venue toujours possible des agents de la Régie. S'ils sont signalés, on porte aussitôt la contenance exacte du chargement sur la souche. Dans le cas contraire, on indique une quantité moindre que celle qui a été enlevée.

C'est la porte ouverte au mouillage. Il semble donc que cette question, puisqu'elle se rapporte à la fraude, aurait dû avoir sa place dans notre chapitre précédent. Nous ne l'avons pas pensé, car les Confédérations se trouvent désarmées devant ce genre de fraudes et n'ont comme tout recours, que l'appel de l'attention des pouvoirs publics sur cette question.

Elles sont bien parvenues à faire condamner certains marchands en gros qui avaient utilisé le moyen des congés, mais il faut un concours de circonstances favorables pour déceler la fraude.

Le seul moyen, donc, pour y remédier serait la suppression de la décision ministérielle du 6 avril 1901. Cela nous paraît d'autant plus juste qu'on ne ferait que rentrer dans la légalité, cette décision de 1901 étant manifestement illégale. En effet la loi s'impose à tous.

Ni un décret, ni un arrêté ministériel de caractère réglementaire ne peuvent même dans des questions de détail, aller à l'encontre du texte de la loi. Les circulaires ou décisions ministérielles sont sans valeur légale et obligatoire pour les particuliers. Elles n'obligent que les fonctionnaires hiérarchiquement soumis au chef de l'administration dont elles émanent (1).

Si donc les autorités administratives ne peuvent imposer aux particuliers des obligations contraires à la loi, elles ne peuvent davantage supprimer les obligations que la loi impose à certaines catégories de particuliers.

Si on s'y était pris à temps, on aurait pu dans les deux mois suivant la décision ministérielle de 1901, l'attaquer par un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat.

Les délais étant expirés, il ne reste plus aux Confédérations méridionales qu'à appeler l'attention des pouvoirs publics sur cette question. C'est ce qu'elles s'emploient à faire avec une persévérance, qui finira par triompher un jour ou l'autre.

*B. — Suppression du régime fiscal privilégié
dont jouit l'Algérie.*

Cette question préoccupe à l'heure actuelle tous les vignerons français qui craignent de voir naître d'ici peu une nouvelle crise, causée par la concurrence que l'Al-

(1) Baudry-Lacantinerie et Hougues Fourcade, I, n° 88, D. J. G. V° Lois, n° 28.

gérie fait à nos vins, concurrence fatalement victorieuse parce que privilégiée.

Loin de nous la pensée de vouloir réserver à la France le monopole pour la production du vin ! Il est naturel que, les terres algériennes étant favorables à la vigne, sa culture s'y développe. Mais où l'injustice apparaît, c'est dans l'inégalité du système fiscal subi par les habitants de la métropole et les colons, inégalité toute en faveur de ces derniers. Qu'au début, on leur ait accordé certains avantages pour leur permettre de mettre en valeur avec moins de difficulté notre belle colonie encore inculte, rien que de plus juste. Mais aujourd'hui, l'Algérie étant devenue forte et puissante, il est non seulement injuste, mais encore dangereux au point de vue national, de laisser subsister ce régime.

Au point de vue qui nous intéresse plus spécialement, avec le bon marché de la main-d'œuvre indigène, et le gros rendement qu'y donnent les terres, les vignerons algériens se trouvent déjà naturellement favorisés. Le régime fiscal de faveur dont ils jouissent, leur permet de faire une concurrence désastreuse à notre vignoble national.

Alors que le contribuable métropolitain paie annuellement 90 francs de contributions, le contribuable colon paie 10 francs, soit 400.000.000 de francs au profit de l'Algérie. Pour la propriété non bâtie le colon ne paie rien du tout. Alors qu'en moyenne le chiffre d'impôt payé par les domaines algériens s'élève à 1 franc

par hectare, en France il s'élève à plus de 50 francs (1).

La conséquence facile à prévoir, c'est que l'Algérie a connu une prospérité grandissante. L'exportation du vin qui était insignifiante en 1880 représente actuellement 40 0/0 du chiffre total de ses exportations et 50 0/0 du chiffre de ses envois en France. Le vignoble s'étend d'année en année, de plus en plus à l'intérieur des terres, dont il reste encore d'immenses espaces incultes. Il y aurait lieu, semble-t-il, de se réjouir de cette prospérité : mais elle ne s'est acquise qu'aux dépens du vignoble français, provoquant la ruine de certaines régions viticoles. La surface du vignoble français qui avait atteint 2.400.000 hectares en 1874 après être descendue à 1.680.000 hectares en 1897, n'a pu remonter qu'à 1.735.000 hectares en 1901 et depuis elle décroît progressivement, pour tomber à 1.594.000 hectares en 1911.

Le Midi de la France, moins éprouvé par les mauvaises récoltes de ces dernières années que les viticulteurs des autres régions françaises, n'a pas eu encore à souffrir de la concurrence algérienne. Mais dans d'autres régions, cette concurrence a eu des effets désastreux.

(1) A Rouiba, en Algérie, M. D.. paie 283 fr. 37 pour 602 hectares, M. B..., 162 fr. 19 pour 114 hectares, M. G..., 190 fr. pour 208 hectares, etc. — En France, le domaine de la Clapière près Montagnac paie 3,659 fr. 23 pour 68 hectares dont 60 en vignes — V. *Revue de la Viticulture*, 1911-12, p. 692.

De 1890 à 1914 :

La Haute-Garonne est passée de 57.000 hectares à 31.000.

L'Ariège est passée de 20.000 hectares à 5.000.

Le Gers est passé de 100.000 hectares à 49.000.

Le Tarn est passé de 34.000 hectares à 27.000.

Le Tarn-et-Garonne est passé de 45.000 hectares à 24.000.

Le Lot est passé de 30.000 hectares à 21.000.

N'est-il pas injuste de voir ce vignoble écrasé sous le poids des impôts, alors que le vignoble algérien est affranchi de toutes taxes ? Le résultat de cette inégalité, c'est que la population qui déjà se maintient avec peine en France, trouve là une nouvelle cause pour décroître. Les campagnes se dépeuplent, la terre perd de sa valeur, la richesse et la force nationale se trouvent diminuées.

On comprend que les syndicats viticoles se préoccupent d'une telle situation. Ils documentent directement le public et la représentation nationale. De nombreuses études de la question ont été publiées par la « C. G. V. », le « Vigneron du Sud-Est », l'« Action viticole ». On commence à savoir que l'Algérie ne contribue pas aux charges nationales et on sent la nécessité de l'y faire contribuer : la question des vins sera alors nécessairement abordée. Déjà au début de la session de 1913 M. Emmanuel Brousse insista auprès du Ministère des Finances pour savoir s'il ne jugeait pas

le moment venu de demander à l'Algérie de contribuer pour une part, aux dépenses annuelles de la France. Le Ministre répondit que le budget de 1913 était établi d'une façon définitive, mais qu'il prenait l'engagement de réclamer dès 1914 à l'Algérie une part contributive aux dépenses du Pays.

Les deux Confédérations méridionales, après avoir obtenu l'adhésion de toutes les grandes associations viticoles, ont fait adopter par la Société des agriculteurs de France, en février 1912, après discussion contradictoire avec les représentants Algériens, un vœu réclamant le retour à l'égalité économique, soit par la révision du régime fiscal, soit par l'établissement d'un droit compensateur.

En attendant que le régime fiscal soit changé, les Confédérations viticoles demandent qu'on limite à 7.000.000 d'hectolitres la quantité de vins algériens admis en France en franchise.

C. — *Maintien des droits de douane sur les vins espagnols.*

Nous touchons ici aussi, à une question brûlante et actuelle. L'Espagne est le principal pays importateur de vin en France. Ses vins sont frappés d'un droit d'entrée dont le tarif maximum est fixé à 35 francs et le tarif minimum à 12 francs. Ce tarif minimum s'applique aux vins espagnols titrant moins de 12 degrés. Il est incontestable que ces droits empêchent une grande quantité de vins espagnols d'atteindre le marché fran-

çais. Autrefois le tarif appliqué était d'abord de 2 francs puis de 7 francs. Nos achats dans la péninsule ibérique s'élevaient alors à 248.000.000 de francs. Depuis l'établissement du nouveau tarif ils se sont abaissés à 183.000.000 de francs. Naturellement l'Espagne fait tous ses efforts pour obtenir un abaissement de nos droits. Ce fut une de ses premières demandes lors du récent rapprochement Franco-Espagnol. La crise viticole étant terminée, le calme régnant à nouveau dans le Midi, la question fut sérieusement envisagée par nos gouvernants. Cela provoqua un grand mouvement de protestations dans toutes les régions adonnées à la culture de la vigne, et les syndicats viticoles, les Confédérations du Midi en tête, partirent en guerre contre cette mesure.

Il nous apparaît, qu'en l'état actuel des choses, une réduction des droits d'entrée sur les vins espagnols serait une faute grave. La France viticole est sortie depuis peu d'une crise qui faillit être mortelle ; les prix du vin pratiqués actuellement tiennent en grande partie à la répression des fraudes, mais aussi aux mauvaises récoltes successives qui ont été désastreuses pour un certain nombre de régions. Les bénéfices réalisés ont servi en grande partie à réparer les ruines provoquées par la crise. La vigne est une convalescente qui a besoin de soins et de protection ; la moindre imprudence provoquerait une rechute. Les sacrifices que tous les Français sont obligés de faire devant les nouvelles

charges, sont déjà assez lourds pour qu'on n'affaiblisse pas une des principales sources de la richesse nationale.

De plus quelle est la situation faite à nos vins importés en Espagne ? Ils sont obligés d'acquitter des droits d'entrée dont le tarif maximum s'élève à 65 francs et le tarif minimum à 50 francs. Notre vin allant en Espagne paie 50 francs et le vin d'Espagne rentrant en France ne débourse que 12 francs. C'est d'autant plus injuste que notre production normale suffirait à notre consommation.

Quelle compensation aurions-nous en échange ? On pourra en Espagne abaisser certains tarifs, mais il n'en restera pas moins vrai que la France y est depuis longtemps supplantée par l'Allemagne, l'Italie, la Suisse. Nous n'aurons jamais le marché espagnol par suite de la cherté de nos objets de luxe et il nous sera longtemps encore fermé par suite de l'insuffisance des voies d'accès à travers les Pyrénées. Ce serait donc une fois de plus un marché de dupes que nous ferions.

Indépendamment de ces raisons, il faudrait, estimons-nous, pour qu'il soit seulement possible d'envisager une réduction des droits d'entrée sur les vins d'Espagne, que la fraude y soit réprimée. On a pu voir la difficulté que nous avons eue en France à faire disparaître, en bonne partie tout au moins, les vins falsifiés et fabriqués. Or en Espagne la législation n'exerce aucune sorte de surveillance. La production, la fabrica-

tion et le commerce des vins sont absolument libres chez nos voisins. Pas de déclaration de récolte, pas d'organisation du service des fraudes. Tous les vins d'Espagne qui arrivent dans nos ports titrent uniformément 11°,7 à 11°,9. Quelle plus belle démonstration de leur parfaite préparation suivant la formule. C'est vis-à-vis de ces vins frelatés, alors que l'on traque les nôtres, qu'il pourrait être question d'un régime de faveur? Ce serait vouloir faire sombrer de gaieté de cœur tout l'édifice si péniblement élevé ces dernières années en vue de réprimer les fraudes.

Enfin cette diminution du tarif douanier français ne sera avantageuse pour la viticulture espagnole, que si elle se fait dans des conditions telles que les cours du marché des vins français n'en souffrent pas. En effet, le marché des vins français est le régulateur du marché des vins espagnols. Si la dépréciation affectant le vin français du fait de la concurrence du vin espagnol, était plus grande que la diminution obtenue sur le droit de douane, la viticulture espagnole éprouverait des dommages, là où elle pensait trouver un profit. Or il est certain que dans l'état actuel, devant la fraude et la falsification si répandue en Espagne l'abaissement des droits d'entrée amènerait sur le marché français une baisse désastreuse qui aurait une répercussion tout aussi désastreuse sur le marché des vins espagnols.

Si la répression de la fraude arrivait à être un fait accompli en Espagne, notre tarif de protection dou-

nière de défense contre ses vins deviendrait inutile, le prix des vins espagnols augmentant jusqu'à ne plus être un concurrent à craindre pour les vins français dont les cours seraient égalés, peut-être dépassés.

Il y a plusieurs bonnes raisons permettant d'affirmer ce fait :

1° La production espagnole par rapport au nombre d'habitants de l'Espagne est actuellement inférieure à un hectolitre par habitant dans les récoltes normales, alors que la France en produit plus de deux.

2° L'Espagne est un pays plus chaud que la France et par conséquent la soif y est plus intense. La bière, le cidre, le vermouth, l'absinthe y sont beaucoup moins répandues. Dans certaines régions l'eau y est très rare. Le vin y est donc une boisson de première nécessité.

3° L'Espagne possède dans l'Amérique Latine d'excellents marchés d'importation, dont la consommation augmenterait certainement s'ils avaient la certitude qu'on leur vend du vin pur et naturel.

4° Enfin les deux régions grosses productrices de Valence et de la Manche sont en ce moment fortement attaquées par le phylloxéra.

Ainsi donc, l'Espagne, la fraude y étant réprimée, suffirait actuellement à grand'peine à sa propre consommation. Il est certain que beaucoup d'étendues peuvent y être encore plantées en vigne. Mais avec les débouchés extérieurs qu'elle a, et la partie de son vignoble qu'il lui faut reconstituer, il se passerait long-

temps avant que les quantités jetées par elle sur le marché des vins fasse baisser les cours.

Une baisse immédiate de nos droits de douane aurait pour conséquence d'ouvrir la porte à une immense quantité de vins frelatés, qui provoqueraient à bref délai une crise grave et générale de la viticulture.

Les Confédérations du Midi, préoccupées par cet état de choses, ont entrepris une ardente campagne contre l'abaissement des droits d'entrée. Au moyen de leurs journaux elles documentent le public sur la question, émettant des vœux pour le maintien de ces droits et s'adressant même directement aux ministres.

Sur leur initiative il s'est constitué en février 1913 une « Fédération des associations viticoles régionales de France », groupant la presque totalité des syndicats viticoles. Ces syndicats unis, se réunissent en Congrès et discutent sur les questions intéressant la viticulture nationale, se mettant d'accord sur la voie à suivre. Leurs vœux acquièrent ainsi une force nouvelle, susceptible d'influencer les décisions de nos gouvernants. Dès son second congrès, la Fédération des associations viticoles régionales de la France décida d'exprimer directement ses vœux au Président du Conseil. En conséquence une délégation fut nommée, qui alla trouver M. Barthou, Président du Conseil. M. de Crozals, vice-président de la Confédération générale des vignerons du Midi, lui exprima les vœux formés par la Fédération, c'est-à-dire par la France viticole tout entière.

Au premier plan se trouvait cette résolution : « Rejet de toutes propositions ayant pour but une modification quelconque du régime douanier actuellement en vigueur ». Ensuite venait cette seconde résolution : « Limitation à 7.000.000 d'hectolitres à l'entrée en franchise des vins algériens ». M. Barthou prit acte de ces vœux, garantissant, dans les termes suivants, les viticulteurs de sa sollicitude pour tout ce qui touche aux intérêts viticoles : « Je puis vous donner l'assurance que les intérêts viticoles seront sauvegardés je puis affirmer en tant que député et Président du Conseil que vous n'avez pas en présence de vous un adversaire, au contraire ! »

Il existe nombre de questions secondaires mais d'un intérêt trop spécial pour avoir leur place dans cet exposé. Les Confédérations ne les négligent point, restant fidèles à leur rôle de défenseur de tous les intérêts de la viticulture méridionale.

CHAPITRE IV

LA RÉPRESSION DE LA FRAUDE EST-ELLE LA CAUSE UNIQUE DU RELÈVEMENT DES PRIX DU VIN, ET DE LA FIN DE LA CRISE VITICOLE ?

Lorsque la Confédération générale des vignerons du Midi se fonda en 1907, elle avait la conviction que la fraude était la cause unique de la mévente. Si on arrivait à la faire disparaître, le prix du vin, assurait-elle, remonterait aussitôt à un taux qui ramènerait la prospérité dans les régions viticoles.

Contrairement à cette opinion, la grande majorité des économistes (1) écrivaient à cette époque que, si la fraude pouvait avoir contribué dans une certaine mesure à provoquer la crise viticole, la cause principale en était la surproduction. Un seul remède existait pour y mettre fin : arracher une partie du vignoble et faire de la polyculture.

Cette surproduction, déclaraient-ils, était due au perpétuel accroissement du vignoble, qui en 1907 était

(1) La crise du vin dans le Midi de la France, Ch. Gide, *Rev. d'Ec. Pol.*, 1907, t. 21, p. 481 ; V. également *Rev. d'Ec. Pol.*, 1901, t. 15, p. 217. — La crise viticole du Midi, Louis de Romeuf, *Rev. Pol. et Parl.*, 1909, t. 60, p. 289.

cultivé dans 75 départements, alors qu'autrefois il ne l'était que dans 25, et à la restriction de la consommation. La population reste stationnaire en France et l'on boit moins de vin qu'autrefois ; ceci tient à la concurrence que lui font des boissons telles que la bière, le cidre et surtout l'alcool. Il a été reconnu que plus on consommait d'alcool dans un pays, moins on y buvait de vin. Les classes bourgeoises aussi, exhortées par leurs médecins qui leur déclarent que le vin est nuisible à la santé, délaissent le jus de la treille pour s'adonner aux eaux minérales. La France déclare M. Gide, ne peut consommer plus de 60.000.000 d'hectolitres de vin.

Ces arguments ne convainquirent pas les vignerons ; ils ne sont du reste pas à l'abri de la critique. Loin de s'accroître, le vignoble français ne cesse de perdre du terrain. Il est possible que le nombre de départements où il est cultivé soit plus grand qu'autrefois ; il n'en est pas moins vrai que le nombre total d'hectares plantés en vignes a diminué dans de notables proportions. De 1835 à 1884 le nombre d'hectares dépasse 2.000.000. A partir de 1885 ce nombre décroît et passe à 1.763.000 en 1891. En 1911 il ne s'élève plus qu'à 1.594.414 hectares. Depuis l'établissement de déclaration de la récoltes, voici les superficies plantées en vignes.

1907.	1.649.157 hectares
1908.	1.654.366 —
1909.	1.625.629 —

1910.	1.623.991 hectares
1911.	1.594.414 —
1912.	1.550.952 —
1913.	1.538.537 —

C'est du côté du vignoble algérien que l'on doit actuellement plutôt craindre une surproduction. Grâce au régime de faveur dont il jouit, il s'est accru dans des proportions considérables, passant de 23.000 hectares en 1880 à 145.000 hectares en 1912. L'établissement de l'égalité économique entre vignerons français et algériens, réclamée avec tant d'insistance par les Confédérations viticoles aura certainement pour effet de réduire cet accroissement.

Quant à la consommation, nous estimons qu'une production de 60.000.000 d'hectolitres, la fraude étant réprimée, est facilement consommée en France. En 1912 la production s'était élevée à 59.300.000 hectolitres ; elle s'est pourtant écoulee au prix moyen de 24 francs l'hectolitre. De plus les productions supérieures à ce chiffre sont rares. De 1900 à 1914 trois fois seulement ce chiffre fut dépassé : 67.300.000 hectolitres en 1900 -- 66.000.000 d'hectolitres en 1904 — 60.500.000 hectolitres en 1908.

La seule boisson pouvant faire une concurrence sérieuse au vin, c'est l'alcool. Il est incontestable que l'alcoolisme a fait malheureusement dans notre pays de grands progrès, réduisant dans une certaine proportion la consommation du vin. Nous ne croyons pas,

par contre, que la bière remplace jamais le vin en France ; elle prendra en partie sa place lorsque, la récolte étant très réduite, les prix du vin seront très élevés, mais dès que les prix redeviendront abordables pour tous, le vin aura vite fait de reconquérir le terrain perdu.

Le cidre fait certainement aujourd'hui une concurrence sérieuse au vin. Mais ceci tient uniquement à ce que les fraudes sur les cidres ne sont pas réprimées. Le marché est inondé de cidre falsifié vendu à un prix défiant toute concurrence. Cet état de choses ne saurait durer éternellement ; déjà de nombreuses protestations s'élèvent d'un peu partout ; la fraude sera fatalement réprimée un jour ou l'autre. Le cidre ne sera alors plus un concurrent dangereux pour le vin ; sa production encore plus irrégulière que celle du vin sera limitée ; les prix s'élèveront. Certaines années il y aura disette de cidre et ce sera le vin qui le remplacera jusque dans les pays cidricoles.

Quant à l'avis des médecins qui aujourd'hui chargent le vin de multiples péchés, il ne faudra pas s'étonner, si d'ici quelques années il a changé du tout au tout ; ils recommanderont alors du vin comme la boisson hygiénique par excellence. La mode qui règne partout en maîtresse tyrannique, n'a pas épargné la corporation des médecins. Aujourd'hui pâtes, purées, eaux minérales ; demain, bifteack, rosbeef et vins généreux.

Quoi qu'il en soit, le prix du vin a monté dans des

proportions considérables ces dernières années, sans que les vigneronns se soient décidés à arracher leurs vignes et à se livrer à la polyculture. Nombreux (1), sont ceux pourtant qui restent persuadés que la crise était due à la surproduction, et que si elle a pris fin c'est grâce aux mauvaises récoltes successives de ces derniers temps. Il est possible en effet qu'elles aient influé sur les prix dans une certaine mesure ; mais cela n'a été qu'une cause accessoire. Nous sommes persuadés que si la fraude n'avait pas été aussi énergiquement réprimée, la viticulture, malgré les petites récoltes, serait encore dans le marasme le plus complet.

Conformément à la Confédération générale des vignerons du Midi, nous estimons que c'est la répression de la fraude qui est la cause principale, presque unique, du relèvement des prix. C'est ce que nous allons essayer de démontrer par l'étude des statistiques de la récolte du vin en France et du prix pratiqué depuis l'année 1894 jusqu'en 1913.

Nous diviserons ces statistiques en quatre périodes :

1^{re} période : Avant la crise viticole.

2^e période : 1^{re} crise viticole.

3^e période : 2^e crise viticole.

1^{re} partie : Avant la création de la Confédération.

2^e partie : Après la création de la Confédération.

4^e période : Après la crise viticole.

(1) V. notamment article de M. Devienne paru dans *Revue viticole* du 23 janvier 1913,

Pour que ces statistiques soient complètes nous tiendrons compte de l'importation qui avec la production forment les existences, puis de l'exportation de la distillation et de la consommation taxée qui indiquent les emplois officiels du vin.

D'autres facteurs interviennent : ce sont le stock commercial, le stock de la propriété, le stock invisible, qui se trouvent chez le débitant non exercé et chez le consommateur ; mais ceux-ci ne peuvent modifier d'une manière sérieuse les conclusions que nous tirerons des chiffres que nous allons exposer.

Un autre facteur essentiel est la consommation non taxée, c'est-à-dire les quantités de vin consommées par le viticulteur, sa famille, ses ouvriers, et enfin les quantités livrées en fraude des droits par les vigneron à leurs voisins, pratique particulièrement répandue dans les pays de polyculture. Ces quantités ne peuvent pas être estimées régulièrement, n'étant soumises à aucun contrôle. On ne peut cependant les négliger.

D'après la Régie cette consommation non taxée a été en moyenne de 8.000.000 d'hectolitres par an pendant la période 1895 à 1900, de 9.500.000 hectolitres de 1901 à 1903, de 9.000.000 d'hectolitres en 1904, de 15.000.000 d'hectolitres par an de 1905 à 1907, de 20.000.000 d'hectolitres par an de 1908 à 1910, de 9.000.000 d'hectolitres en 1911, de 14.500.000 hectolitres en 1912, de 17.000.000 d'hectolitres en 1913. Il est à remarquer que ces chiffres sont assez incohérents

et que la consommation non taxée augmente avec la répression des fraudes (1).

On peut estimer sans exagération que les déchets sur les vins récoltés, et la consommation en franchise, représentent pour une période de 10 ans par exemple 25 0/0 de la production par an.

Voici maintenant ci-après le tableau de la production et de l'importation, de l'exportation, de la distillation, de la consommation et du prix des vins de 1894 à 1913. Nous avons placé, d'une part, l'année de la production et, d'autre part, dans l'année suivante, l'importation, l'exportation, la distillation, la consommation taxée, car les chiffres officiels se réfèrent à la récolte de l'année précédente.

Tous ces chiffres, sauf ceux du prix du vin, sont des chiffres officiels, contenus dans les bulletins de statistique de l'Etat. L'exactitude des chiffres du prix du vin, bien que ces prix ne soient pas officiels, ne peut être cependant mise en doute. Ils nous ont été fournis par M. Pastre, président du Syndicat de Béziers-Saint-Pons, dont l'impartialité n'est égalée que par la compétence, et qui en dehors de sa propre expérience s'est basé aussi sur des chiffres publiés par M. Jules Leenhardt, dont la disparition encore récente a été une grande perte pour la viticulture méridionale.

(1) Nous devons signaler une cause qui peut avoir, pour une petite-part, contribué à cette augmentation de la consommation non taxée : à la suite de grèves, dans ces dernières années, un assez grand nombre de propriétaires durent donner une certaine quantité quotidienne de vin à leurs journaliers. Jusque-là on ne le fournissait qu'aux seuls habitants de l'exploitation.

Tableau de la production, de l'importation, de l'exportation, de la distillation, de la consommation et du prix des vins de 1894 à 1913.

I ^{re} Période. — Avant la crise viticole.									
Années	Pro- duction	Années	Import- ation	Total	Expor- tation	Distilla- tion	Consom- mation ta- xée	Total	Prix
1894	39	1895	6,3	45,3	1,6	0,87	34,1	36,5	15
1895	26,6	1896	8,8	35,4	1,7	0,84	32,2	34,7	18
1896	44,6	1897	7,5	52,1	1,7	1,2	34,3	37,2	13
1897	32,3	1898	8,6	40,9	1,6	0,65	34,9	37,1	15
1898	32,8	1899	8,4	41,2	1,7	1,1	35,2	38	16
1899	37,9	1900	5,2	43,1	1,9	2,1	35,9	39,9	9
Total...	213,2		44,8	258	10,2	6,6	206,6	223,4	
Moyenne par an			43						37,2
II ^e Période. — 1 ^{re} crise viticole.									
1900	67,3	1901	3,7	71	2,02	4,7	43	49,7	6 à 8
1901	57,9	1902	3,7	61,6	1,7	1,5	45	48,2	3 à 6
1902	39,8	1903	6,1	45,9	1,6	0,4	42	44	10 à 14
Total...	165		13,5	178,5	5,3	6,6	130	141,9	
Moyenne par an			59,5						47,3
1903	35,4	1904	6,6	42	1,6	1,2	40,3	43,1	25
III ^e Période. — 2 ^e crise viticole.									
A. — 1 ^{re} Partie : Avant la création de la C. G. V.									
1904	66	1905	5,1	71,1	2,6	3,7	45,6	51,9	6 à 5
1905	56	1906	5,7	61,7	2,1	3,2	47,1	52,4	7
1906	52	1907	5,9	57,9	2,7	3,4	47,4	53,5	6 à 7
Total...	174		16,7	190,7	7,4	10,3	140,1	157,8	
Moyenne par an			63,5						52,6
B. — 2 ^e Partie : Après la création de la C. G. V.									
1907 ⁽¹⁾	60	1908	6,8	66,8	2,2	3	48,4	53,6	9
1908	60,5	1909	6,1	66,6	2,2	2,7	49,2	54,1	12
1909	54,4	1910	8	62,4	2,2	0,9	48,6	51,7	15
Total...	174,9		20,4	195,8	6,6	6,6	146,2	159,4	
Moyenne par an			65,2						53,1
IV ^e Période. — Après la crise viticole.									
1910	28,5	1911	9,2	37,2	1,5	0,7	35	36,2	37
1911	42,5	1912	9,3	50,8	1,6	1,4	42	45,4	26
1912	59,3	1913	7,6	66,9	1,6				24
1913	41	1914							28

(1) Octobre 1907, création de la C. G. V.

(1) Octobre 1907, création de la C. G. V.

N.-B. — Les chiffres sont en millions, sauf ceux du prix des vins, qui représentent le prix d'un hectolitre de vin.

Quelles conclusions peut-on tirer de ce tableau ? Nous allons le reprendre période par période et nous espérons démontrer que c'est bien grâce à la répression des fraudes que le prix du vin a pu remonter aux taux élevés pratiqués ces dernières années.

I^{re} PÉRIODE. — *Avant la crise viticole.* — De 1894 à 1899.

La production et l'importation pendant ces six années se sont élevées au chiffre de 258 millions d'hectolitres. L'exportation, la distillation, la consommation taxée ont atteint 223, 4 (1) hectolitres. Il reste donc 34, 6 hectolitres. Mais la consommation non taxée et les déchets du vin sont, avons-nous dit, un facteur impossible à négliger étant donné son importance. Nous avons vu qu'on pouvait les évaluer sans exagération à 25 0/0 de la production. La production pendant ces six années s'étant élevée à 213 millions, la consommation non taxée et les déchets du vin ont atteint pendant ce même laps de temps $\frac{213}{4} = 53$ millions d'hectolitres.

Les existences ne pouvaient donc suffire pour les besoins et il semble que les prix auraient dû monter normalement jusqu'à la récolte suivante. C'est le contraire qui se passe. Au mois de mai 1900, avant la récolte, la crise commence. Les prix depuis les dernières vendanges ont baissé de 5 ou 6 francs par

(1) De même que dans le tableau les chiffres sont en millions

hectolitre ; les marchés sont encombrés. On peut estimer le mouillage pratiqué pendant cette période à environ 10 millions d'hectolitres par an.

II^e PÉRIODE. — *Première crise viticole.* — De 1900 à 1902.

C'est une période de grosse production ; ce n'est pas pourtant, ainsi qu'on l'a prétendu, une période de surproduction.

Le production et l'importation ont atteint le total de 178, 5 hectolitres, pendant que l'exportation, la distillation et la consommation taxée arrivaient au chiffre de 141, 9 hectolitres. Il restait donc 36, 6 hectolitres.

La consommation non taxée et les déchets représentant les 25 0/0 de la production qui avait été de 165 millions se sont donc élevés à $\frac{165}{4} = 41$ millions.

Ici encore les existences ne pouvaient suffire aux besoins ; on était donc loin d'une surproduction et pourtant en 1901 et en 1902 le vin n'avait plus aucune valeur ; les prix descendirent dans le Midi jusqu'à 3 francs l'hectolitre. A Paris le prix du vin descendit à 15 centimes le litre chez le débitant ; on le vit même offrir à 25 centimes les deux litres. Or aujourd'hui les débitants prétendent qu'ils sont obligés de garder 20 centimes par litre de bénéfice sur le prix d'achat.

Pendant cette période les eaux-de-vie naturelles

de vin du Midi furent vendues à 23 francs l'hectolitre d'alcool pur, faisant baisser le prix des alcools de betterave à 28 francs l'hectolitre (1).

Après la récolte de 1902 qui fut très faible puisqu'elle n'atteignait pas 40 millions d'hectolitres, le vin se vendit 12 à 14 francs l'hectolitre à la récolte. La crise semblait donc terminée. Or les prix se mirent à baisser brusquement à 11 francs en janvier, à 10 francs en février, à 9 francs en mars ; la seule explication plausible que l'on puisse donner de cette baisse, c'est qu'elle est due au mouillage. Les négociants acheteurs refusaient en mars 1903 de prendre livraison des vins vendus par leurs confrères du Midi. Sans une gelée qui le 17 et le 23 avril 1903 détruisit la récolte du Midi, les acheteurs auraient éprouvé d'énormes pertes.

Année 1903

Ici encore, plus que jamais, l'influence de la production artificielle apparaît indiscutable.

La production et l'importation s'élevèrent à 42 millions. L'exportation, la distillation, la consommation taxée atteignirent 43 millions. La consommation non taxée et les déchets de vin arrivèrent au chiffre de

$$\frac{35,4}{4} = 9 \text{ millions environ.}$$

(1) V. *Bulletin statistique des finances*, 1913, p. 35, juillet 1913.

La suppression en 1900 du privilège des bouilleurs de cru contribua à l'effondrement des cours des eaux-de-vie.

Théoriquement et réellement il aurait donc dû manquer environ 10 millions d'hectolitres. Les prix débûtèrent à un taux élevé. Il semble qu'ils auraient dû monter à mesure que la marchandise se faisait plus rare ; tout au moins demeurer au niveau qu'ils avaient atteint. C'est le contraire qui se produisit ; la campagne 1903-1904 se termina dans la baisse avec un encombrement du marché. Là encore l'influence du mouillage est évidente.

La suppression des droits sur les sucres avait augmenté et allait aggraver dans l'avenir cette influence. A partir de ce moment la fraude n'eut plus de limites. Un exemple entre mille. La Cour d'appel de Nîmes vient de condamner il y a quelques mois, le 29 septembre 1913, un gros fraudeur, M. G... de R..., beau-frère d'un de nos hommes d'Etat les plus en vue pour avoir en 1903 créé dans sa propriété du Gard, dit textuellement la Cour, « Un atelier de fraude et de falsification. »

III^e PÉRIODE. — *Deuxième crise viticole.*

1^{re} PARTIE. — *De 1904 à 1907. — Avant la création de la confédération générale du Midi.*

La deuxième crise commença en réalité avant les vendanges de 1904, la faible récolte de 1903 ne trouvant pas un écoulement régulier, à cause de la surproduction artificielle.

Les années 1904, 1905, 1906 ont donné de fortes pro-

ductions. Mais il n'y eut pas surproduction. Les chiffres le démontrent d'une façon irréfutable.

La production et l'importation se sont élevées à 190,7 hectolitres. L'exportation, la distillation, la consommation taxée ont absorbé 158,8 hectolitres. Soit un reste de $190,7 - 158,8 = 31,9$ hectolitres.

La consommation non taxée et les déchets s'étant élevés pendant cette période à $\frac{174}{4} = 43$ millions d'hectolitres environ, il aurait dû y avoir insuffisance de vin. Or les prix pratiqués pendant ces trois années oscillèrent entre 5 et 7 francs l'hectolitre sans pouvoir arriver à dépasser ce dernier chiffre.

Le mouillage, le sucrage, les acquits fictifs produisaient une quantité artificielle encombrant le marché, poussant les spéculateurs à faire constamment des marchés à découvert. Les ventes à réméré, vieux pacte de rachat, qu'on n'avait jamais revues dans notre région depuis le commencement du XVIII^e siècle, depuis les dernières années du règne de Louis XIV prirent une importance énorme, ruinant de nombreux propriétaires.

Pendant cette période, les viticulteurs essayèrent de créer des organisations économiques nouvelles, des trusts, des cartels qui ne purent se fonder, faute d'argent. Ils réclamèrent et obtinrent du Parlement des lois qui ne furent réellement appliquées qu'après le soulèvement viticole.

2^e PARTIE. — De 1907 à 1910 — Après la création de la
Confédération générale du Midi.

L'année 1907 se termina en pleines convulsions économiques. La Confédération générale des vignerons du Midi fut créée en septembre 1907 et commença aussitôt son œuvre, envoyant des inspecteurs syndicaux, agents officieux, dans les diverses régions.

La production et l'importation pendant les trois années 1907-1908-1909 furent de 195,8 hectolitres, c'est-à-dire 5 millions d'hectolitres de plus que dans la première période de la deuxième crise viticole. Ce furent donc des années de grosse production.

La distillation, l'exportation et la consommation taxée absorbèrent 161,5 hectolitres. Il restait donc $195,8 - 161,6 = 34,2$ hectolitres de vin.

La consommation non taxée et les déchets représentant $\frac{174,9}{4} = 43,2$ hectolitres environ, sans la falsification, la récolte et l'importation eussent été insuffisantes.

Que font les prix ? Nous voyons les cours à partir de la création de la Confédération générale des vignerons s'élever d'une manière à peu près constante et augmenter en raison directe de l'influence de l'action syndicale. Tandis qu'en 1906-1907, avec une récolte de 52 millions d'hectolitres les prix oscillent entre 6 et 7 fr. nous les voyons passer à 9 francs en 1907-1908, alors que la récolte s'élevait à 60 millions, à 12 francs en

1908-1909 alors que la récolte était de 60,5 hectolitres et à 15 francs en 1909-1910, alors que la récolte atteignait 54,4 hectolitres.

La deuxième crise viticole prend fin au mois d'avril 1910 avant la récolte et avant l'attaque de mildew qui détruisit la récolte en France, puisqu'au mois d'avril 1910 le commerce offrait sur souches 20 francs l'hectolitre.

Il nous semble donc impossible de nier que c'est la répression de la fraude, et elle seule, qui mit fin à la crise puisque les vins se sont mis à remonter et la crise s'est dénouée dans la période de la plus forte production qu'il y ait eu depuis 1894.

IV^e PÉRIODE. — *Après la crise viticole de 1910 à 1913.*

Cette période va nous confirmer dans notre opinion. Nous allons voir en effet que le prix du vin baisse ou remonte suivant la plus ou moins grande abondance de la récolte. Après la récolte désastreuse de 1910 le marché, débarrassé des vins artificiels et des grosses fraudes, reprend son cours naturel. L'offre correspond aux existences réelles et aux besoins de la consommation.

Les prix arrivent en 1910 et en 1911 à 40 francs l'hectolitre, cours qu'on n'avait pas constaté depuis 1854 pour les aramons de plaine. Ceci s'explique par la récolte désastreuse de 1910 qui s'éleva à 28,5 hectolitres à peine, et à la mauvaise récolte de 1911 qui n'atteignit que 42 millions. Mais il est certain que si la fraude

n'avait pas été réprimée, grâce au mouillage et au sucrage, le marché se serait trouvé abondamment pourvu de marchandise et les prix n'auraient pas sensiblement remontés malgré ces mauvaises récoltes.

Nous trouvons dans l'année 1912 une nouvelle preuve de la théorie que nous soutenons et suivant laquelle la fraude était seule coupable dans la crise viticole. Cette année là, la production s'est élevée à 59,3 hectolitres, il y eut 7,6 hectolitres d'importation. Cependant cette récolte fut complètement absorbée dans l'année et au cours moyen de 24 francs l'hectolitre.

Les cours actuels débutèrent à 32 francs ; ils se maintiennent entre 25 et 27 francs ; or la récolte est sensiblement supérieure à celle de 1902 où les prix varièrent entre 10 et 14 francs. Encore cette légère baisse de 5 à 6 francs est-elle plutôt due à l'état général des affaires qui, on le sait, fut déplorable cette année, plutôt qu'à une restriction de la consommation devant les prix élevés, ainsi que beaucoup s'empressèrent de le soutenir.

Il nous semble difficile, devant ces chiffres de ne pas reconnaître la justesse de l'opinion soutenue dès 1907 par la Confédération générale des vignerons, opinion attribuant à la fraude seule la cause de la crise du Midi et prédisant le dénouement de cette crise par la suppression de ladite fraude. Devant les faits, de nombreux adversaires de cette théorie ont loyalement reconnu son exactitude. Nous extrayons notamment ce pas-

sage, d'une lettre du 8 juin 1912 de M. Léon Denis, notable négociant en vins à Nîmes, ancien président de la Cote officielle au marché de Nîmes (1) : « Mais alors, d'où pouvait provenir cette baisse régulière et malfaisante qui pendant tant d'années a pesé d'un poids si lourd sur la viticulture et le commerce ? En y réfléchissant quelques instants on est obligé d'arriver à cette conclusion que c'est le mouillage, sous toutes ses formes, qui enrayait ce mouvement de hausse que nous constatons cette année. La déclaration de récolte et la suppression à peu près complète du mouillage sont donc les éléments certains et indéniables de la renaissance viticole et vinicole. Je crois bien qu'il y a une cause aussi à côté ; c'est la diminution naturelle de la récolte en France depuis quelques années, qu'il ne faut pas méconnaître, mais ce n'est qu'une cause accessoire.

Quand on examine les chiffres de nos récoltes depuis dix ans, et qu'on compare les graphiques des prix à la situation actuelle, on est stupéfait. Il faut admettre que la quantité d'eau qui se vendait comme vin, devait être colossale. Et cela a dû durer des séries d'années. Je ne pouvais pas le croire et je ne le croyais pas. Force m'est aujourd'hui de me rendre à l'évidence. »

(1) *Vigneron du Sud-Est*, n° février 1913.

CONCLUSION

Telle est l'œuvre réalisée par les Syndicats viticoles méridionaux. On a pu se rendre compte à la lecture de cet exposé, que nous l'admirions et l'approuvions pleinement. Nous nous sommes cependant efforcé d'être aussi impartial que possible.

Nous reconnaissons volontiers que les méridionaux pendant la crise qu'ils subirent, n'ont pas été à l'abri de toute critique. Le méridional est par définition un être insouciant, une cigale qui chante joyeusement sans se soucier du lendemain. Le propriétaire du Midi qui, une année, a une belle récolte, et qui la vend à un bon prix, est enclin à considérer les bénéfices réalisés comme un revenu normal sur lequel il a le droit de compter. L'année suivante, la récolte est mauvaise, il n'a rien mis de côté ; il crie comme s'il subissait une injustice. Il devrait pourtant se souvenir que dans un pays de monoculture, une gelée suffit pour anéantir les bénéfices d'une année tout entière. La crise aurait été certainement moins brusque et moins rapide, si l'insouciance du lendemain avait été moins grande. Cependant elle n'aurait été que retardée ; elle était fatale devant la fraude qui allait grandissant de jour en jour,

encouragée qu'elle était par les lois au lieu d'être réprimée.

Au début de la crise on reprocha aux méridionaux de ne pas savoir ce qu'ils voulaient. Ils méritèrent pendant un certain temps ce reproche ; la confiance qu'ils mettaient en l'Etat, avait quelque chose de primitif.

Mais lorsqu'ils comprirent qu'ils ne pouvaient plus compter que sur eux-mêmes, lorsqu'ils s'organisèrent entre eux, lorsqu'ils entreprirent la réalisation du mouvement syndical que nous venons d'étudier, ils firent tomber toutes les critiques sérieuses. Un peuple capable de mouvements aussi puissants que celui qui eut lieu au moment de la reconstitution du vignoble ravagé par le phylloxéra, et celui qui provoqua la création de la Confédération générale des vignerons du Midi, est forcément sympathique.

Nous ne connaissons, dans l'histoire de syndicalisme en France, aucun mouvement comparable, comme puissance à celui que créa cette Confédération du Midi renforcée peu après par de nombreux autres groupements organisés sur son modèle. Nous avons vu l'œuvre qu'elle a accomplie et les résultats inespérés qu'elle a déjà obtenus.

Elle ne s'est pas imposée cependant sans critiques. Il n'y a pas lieu de tenir compte de nombreuses critiques haineuses auxquelles elle donna lieu, trop haineuses pour être désintéressées ; nombreux sont ceux à qui la fraude profitait et qui souhaitent la disparition de la

Confédération afin de pouvoir s'y livrer à nouveau.

L'existence des agents syndicaux fut souvent attaquée. On a vu qu'en 1912 un mouvement offensif vigoureux se dessina contre eux, qui en fit envisager la suppression. Il est incontestable que certains firent preuve parfois d'un excès de zèle, excès que la Confédération s'efforça toujours de tempérer.

Beaucoup craignent des abus. La Confédération générale des vignerons est en effet un faisceau d'intérêts privés. Rien de plus tyrannique que l'intérêt privé. La liberté individuelle risque d'être anéantie ; les autres intérêts plus faibles seront opprimés, s'ils lui sont contraires. La Confédération du Midi eut en effet quelques gestes maladroits qui permirent ces critiques. Nous en avons eu un exemple, lorsqu'en 1908 fut affiché sur les murs de Narbonne un jour de marché, les lignes qui suivent :

Confédération générale des Vignerons.

Au Pilon.

« Le bruit court, et on affirme que M. Calvet, propriétaire du château de la Vernède, aurait vendu sa récolte au prix de 0 fr.90 : que M. Bruguère, propriétaire du château de la Redorte, propriétaire à Saint-Nazaire et Névian aurait vendu sa récolte sur souche au prix de 1 franc le degré. On précise les noms des intermédiaires et des acheteurs. Nous invitons ces deux récoltants à démentir publiquement ces ventes, car leur silence

serait considéré comme un aveu. Nous excuserions de pareilles ventes, si elles étaient faites par les récoltants malheureux, traqués par leurs créanciers, obligés de vendre pour payer leurs vendanges ou leurs impôts, mais faites par des producteurs qui possèdent des millions, qui ne comptent pas sur leur récolte pour satisfaire à des obligations pressantes, et en présence d'une récolte déficitaire, de pareilles ventes sont un défi lancé à la misère de tous. »

Il est incontestable que la Confédération portait là une véritable atteinte à la liberté individuelle. Sa seule excuse est la période où ceci se passait ; en 1908 la misère régnait encore dans le Midi ; les esprits n'avaient pas encore repris leur calme. La Confédération générale des vignerons était en pleine période d'organisation et ne pouvait avoir l'équilibre et le calme auquel elle a atteint aujourd'hui. Si elle avait eu la maladresse de continuer dans cette voie, ce qu'elle s'est bien gardée de faire, elle se serait vite annihilé toute sympathie et tout concours efficace. Le Français, surtout le Français du Midi, est trop jaloux de sa liberté individuelle pour ne pas refuser son concours à tout ce qui pourrait tant soit peu la menacer.

Quant aux intérêts qui pourraient être opprimés par la Confédération, c'est pour le moment tout au moins, une critique purement théorique. Si la Confédération était seule toute puissante, ce serait alors possible, même probable. Mais trop d'intérêts lui sont opposés

pour lui permettre d'abuser de son pouvoir. Le courant actuel est à l'association ; les intérêts de toutes sortes se groupent en syndicats afin d'être plus forts. Peut-être, dans l'avenir, tous les intérêts d'un pays se trouveront groupés en de grands syndicats, qui discuteront entre eux, d'égaux à égaux. Actuellement une loi sur les syndicats qui viendrait définitivement fixer leurs droits, en étendre certains, mais étendre aussi leur responsabilité serait nécessaire.

Telles sont les principales critiques que l'on peut formuler contre la Confédération générale des vignerons. Elles pèsent de peu de poids, quand on les compare aux services qu'elle a rendus. Grâce à elle, le Midi qui, si la crise avait duré, ne se serait peut-être jamais relevé, a vu la prospérité lui revenir. Elle a par contre-coup rendu service à la France entière, puisqu'elle a sauvé une des principales sources de la richesse nationale.

Elle a eu aussi un rôle bienfaisant en ce qu'elle a groupé en son sein toutes les classes de la société. Elle a appris au patron et à l'ouvrier à se mieux connaître ; elle a permis à l'ouvrier de se rendre compte qu'il n'est point né ennemi du patron et que le jour où celui qui possède souffrira, celui qui ne possède pas souffrira aussi.

Mais que la Confédération ne se laisse pas griser par ses succès ! Qu'elle songe que la fraude est de plus en plus difficile à saisir, et qu'elle se perfectionne tous

les jours afin d'échapper à la répression ! Pour peu qu'elle se relâche de sa surveillance, la fraude aura vite fait de reconquérir tout le terrain perdu. Qu'elle fasse donc bonne garde !

Vu :

Le Président de la thèse,
CH. GIDE.

APPENDICE

La guerre de 1914 a eu un nombre incalculable de conséquences. Il y en eut de tous genres, de graves, d'heureuses, d'inattendues ; il y en eut aussi d'infinitement petites et négligeables, témoin cet appendice à notre exposé. Cet exposé nous devons le présenter en octobre 1914 ; les circonstances nous en ont empêché et aujourd'hui nous nous apercevons que le temps dont nous avons un peu perdu la notion, pendant ces années de lutte, a continué sa marche, que dans l'ordre qui nous intéresse des faits nouveaux, des difficultés nouvelles se sont présentés, ont été discutés, résolus. Nous avons jugé nécessaire d'y consacrer ces quelques pages.

Les lois contre les fraudes, que nous étudions dans la première partie de notre exposé, n'ont pas changé pendant la guerre, nous retrouvons les lois de 1903 et de 1907. Une légère modification cependant ; la loi Labrousse d'octobre 1917 qui autorise les viticulteurs à vendre directement aux consommateurs non débitants, les quarante hectolitres de piquettes légalement produits dans chaque exploitation. Cette loi, résultat de la campagne contre le vin cher, fut vivement combattue par les syndicats viticoles ; sans succès du reste.

Egalement les lois sur les syndicats n'ont point changé, et l'interprétation jurisprudentielle est restée conforme à celle de l'arrêt du 5 avril 1913 de la Cour de cassation toutes chambres réunies.

La guerre survint donc en août 1914. Elle avait été précédée d'une crise économique générale, et d'un marasme dans les affaires auquel le marché des vins n'avait pas échappé. La mobilisation, enleva aux syndicats une grande partie de leurs membres et dirigeants. A cette époque on croyait généralement à une guerre rapide, à dénouement brusque et radical. Toute la vie du pays était suspendue à ce qui se passait sur le front ; toutes les autres questions étaient laissées au deuxième plan. Ce n'est que lorsque l'idée d'une guerre plus longue, peut-être très longue, se fit jour, puis se précisa, qu'on songea qu'il fallait vivre, que c'était même le meilleur moyen de gagner la guerre, qu'il fallait reprendre la tâche journalière.

Les syndicats viticoles n'échappèrent pas à cette vague commune. Leur activité se borna au début, à assurer du mieux possible, avec les agents qui leurs restaient, la répression des fraudes. Dès la fin 1914 des questions nouvelles, d'autres plus anciennes mais dans des conditions différentes et anormales, intéressant la viticulture et son existence, se posèrent. Les syndicats s'attachèrent à les résoudre. Nous nous proposons de passer en revue les plus importantes.

I. — *Répression des fraudes.*

L'organisation de la répression des fraudes est restée telle que nous l'avons exposée. Les agents syndicaux, bien que leur nombre fut réduit par la mobilisation, continuèrent comme par le passé, à visiter les propriétés au moment des vendanges, et à opérer des prélèvements chez les commerçants, dans les cantines militaires sur les quais des gares. Une seule zone, mais importante, leur était interdite : la zone des armées où le G. Q. G. avait son service à lui, contre les fraudes. Devant de nombreuses réclamations adressées par les poilus à la C. G. V. sur la mauvaise qualité du vin qu'on leur allouait, celle-ci demanda aux Pouvoirs Publics de bien vouloir autoriser ses agents syndicaux mobilisés à opérer dans la zone des armées. Ceux-ci transmirent cette demande en mars 1916 à l'autorité militaire qui s'y opposa. Elle ne revint sur sa décision qu'en 1918.

Bien que moins nombreux et aux prises avec plus de difficultés qu'en temps de paix, les agents syndicaux déployèrent une très grande activité, et surent rendre la fraude suffisamment dangereuse, pour l'empêcher de peser sur le marché des vins.

A la répression journalière et continue de la fraude, les syndicats viticoles s'efforcèrent de joindre l'action préventive. C'est ainsi qu'ils intervinrent contre de nombreuses mesures, qui, si elles avaient été adoptées, l'auraient grandement facilitée.

En 1916 M. Artaud, Président de la Chambre de Commerce de Marseille, demanda que les viticulteurs fussent autorisés à fabriquer des vins de sucre. La protestation immédiate et énergique des syndicats viticoles empêcha le Gouvernement de donner suite à cette idée. En octobre 1916 cependant, les syndicats apprirent que le Ministre du Commerce avait demandé au Ministre de l'Agriculture la cession de 50.000 tonnes de sucre pour la fabrication des vins. Une délégation de la C. G. V. fut envoyée d'urgence à Paris, pour démontrer au Ministre, qu'une telle quantité dépassait de beaucoup les possibilités de sucrage ; la fraude allait donc être grandement facilitée et impossible à réprimer. Revenant sur sa décision le Ministre décida de limiter à 10.000 tonnes, la quantité de sucre à céder ; ce chiffre ne fut même pas atteint.

En juin 1916 l'Intendance avait acheté d'importantes quantités de raisins secs ; elle fonda à Marseille une usine de fabrication de vin. Elle se proposait de faire un premier essai sur 150.000 hectolitres. La porte une fois ouverte, il aurait été difficile de la refermer. Aussi une délégation de la C.G.V. partit-elle immédiatement pour Paris, où elle rencontra le sous-secrétaire d'Etat au Ravitaillement, et lui exposa sa façon de voir. Son succès fut complet ; le Ministre désavoua et la puissante usine fut fermée.

La C. G. V. fut consultée à différentes reprises pour donner son avis sur la quantité de vins étrangers, qu'il

y avait lieu d'importer. Les syndicats réclamèrent des droits de contrôle sévères pour ces vins dont la loyauté est sujette à caution. Nous voulons ici parler surtout des vins espagnols, les vins italiens et portugais étant contrôlés d'une façon sérieuse dans leurs pays respectifs. Les syndicats obtinrent du Ministre la promesse formelle d'une surveillance plus effective en douane, et d'une réorganisation du service d'expertise. Il y a encore à faire sur ce point ; aussi les syndicats continuent-ils à y consacrer une partie de leur activité.

II. — *Réquisitions du vin.*

La C. G. V. en harmonie parfaite avec les autres syndicats viticoles eut un rôle extrêmement important dans cette question de réquisition des vins ; question délicate, soulevant des intérêts opposés et pouvant donner lieu à de nombreux abus. Disons tout d'abord que les syndicats eurent toujours une attitude patriotique, et surent faire accepter sans murmures à leurs adhérents des sacrifices lourds, se chiffrant par plusieurs millions, nécessaires au point de vue national. Mais ils surent aussi par leur attitude énergique, leurs conseils éclairés et pondérés, défendre les intérêts dont ils étaient chargés, contre des abus et une mauvaise organisation à laquelle l'Etat nous a souvent habitués, et se serait facilement laissé aller, s'il avait continué à pratiquer comme en 1914. Abus, empressons-nous de le dire, qui n'auraient point été profitables à l'Etat et qui

auraient eu une influence néfaste sur la production viticole.

L'année 1914 fut assez abondante comme récolte et les cours du vin débutèrent à un niveau peu élevé. L'Intendance, ne voulut d'abord acheter que des vins de 9 degrés assez rares cette année-là, en raison de l'abondance de la récolte. Elle dut ensuite abaisser le degré des vins qu'elle achetait à 8 degrés $1/2$, puis à 8 degrés et finalement lors des réquisitions jusqu'à 6 degrés $1/2$. Les représentants syndicaux de la C. G. V. faisaient partie à titre consultatif des Commissions départementales d'évaluation. Ils conseillèrent à l'Intendance d'acheter des vins de 8 à 8 degrés $1/2$ qui étaient les plus nombreux et à des cours peu élevés, en quantité suffisante pour les besoins de l'armée jusqu'à la récolte de 1915. Que fit l'Intendance ? Elle ne tint pas compte de ces conseils ; et continua à acheter au jour le jour, au fur et à mesure de ses besoins, croyant peut-être à une nouvelle baisse. Jusqu'en mai elle paya les vins aux mercuriales du jour. Mais à ce moment des attaques violentes et répétées de mildew compromirent la récolte de 1915 dans des proportions considérables ; attaques ayant pour conséquence immédiate une progression rapide des prix du vin. Le marché de Nîmes qui cotait les vins de 8 à 9 degrés de 18 à 20 francs l'hectolitre le 28 juin, les cotait de 24 à 26 francs l'hectolitre le 5 juillet ; les prix avaient donc augmenté de un franc par jour dans l'intervalle des

deux marchés. L'Intendance crut alors ne pas devoir suivre la hausse du marché et offrit des prix de 3 ou 4 francs au-dessous du cours officiel. La C. G. V., sur la demande du représentant de l'Intendance, fit un appel à ses adhérents pour faciliter les achats en vue de l'armée ; cet appel ne fut pas couronné de succès, elle l'avait prévu, car à cette époque presque tous les producteurs de vin, se sont déjà dessaisis de leur marchandise. Elle fut alors invitée à assister à la Commission départementale du 6 juillet, qui devait fixer un prix limite, pour les vins de 8 degrés 1/2. Elle répondit qu'elle ne pouvait fixer un prix limite en matière de denrées. Toute une correspondance s'échangea entre le sous-intendant et la C. G. V, et celle-ci malgré tous ses conseils, ne put éviter les réquisitions arbitraires à des prix au-dessous des cours et ne touchant que quelques-uns ; des scellés furent apposés sur des foudres, des vins en voie de transport furent réquisitionnés dans les gares. La C. G. V. s'adressa alors directement au sous-secrétaire d'Etat au Ravitaillement, qui avait lui-même reconnu à la séance de la Chambre du 6 août que l'Intendance avait réquisitionné les vins sur certains points « à tour de bras ». Malgré tout cela les réquisitions continuèrent ; aussi les procès devant les tribunaux furent-ils nombreux.

Il ne fallait pas que ce qui s'était passé en 1914-15 se reproduisit en 1915-16. La récolte de 1915 était très réduite ; si l'Intendance avait continué ses achats au

jour le jour, toutes les disponibilités en vin chez les propriétaires auraient disparu en février-mars 1916. Et alors, ou bien nos soldats auraient été obligés de se passer de vin, ce que leur aurait été très dur, j'en appelle à tous ceux qui ont vécu un certain temps au front ! ou bien le Gouvernement aurait été obligé d'acheter à l'extérieur pour plus de 100 millions de francs de vin. D'autre part, la menace constante de réquisition eut troublé les affaires, enrichi quelques spéculateurs habiles ; enfin les réquisitions faites soit dans les gares, soit à la propriété auraient fait supporter à quelques-uns la très lourde charge commune.

Pour éviter tout cela, les syndicats viticoles se mirent à l'œuvre avant la récolte 1915 et transmirent les vœux suivants au sous-secrétaire d'Etat au Ravitaillement : Réserver le cinquième de la production chez chaque vigneron. Prendre l'engagement formel de ne plus réquisitionner chez le propriétaire qui aurait déjà subi la prestation du cinquième. Les mercuriales de la date des réquisitions devront fixer le prix d'achat.

Après quelques hésitations l'Intendance adopta en principe les vœux de la C. G. V. Elle fixa à 25 00 de la récolte déclarée, la part contributive de chaque vigneron pour l'alimentation de l'armée ; elle procéda par voie de réquisition, jugeant que les achats amiables eussent été impossibles, à juste raison estimons nous. Enfin elle indiqua qu'elle se proposait d'offrir aux viticulteurs comme prix le cours moyen des vins

pendant le mois de septembre 1915, prix qui serait indiqué par les Commissions départementales d'évaluation conformément à la loi de 1877.

Ces Commissions départementales furent réunies au début d'octobre. Elles appelèrent pour les éclairer les membres consultatifs officiels de la C. G. V., et fixèrent les prix. La réponse du Ministre de la Guerre montra une différence dans les prix de 0 fr. 55 pour les vins de 8 degrés, de 0 fr. 50 pour les vins de 9 degrés, et de 2 fr. pour les vins de 10 degrés. Cette dernière différence était un peu trop sensible ; néanmoins la C. G. V. sans prendre d'engagement poussa ses adhérents à accepter ces prix dans un but national, et presque tous ceux-ci surent faire le sacrifice nécessaire.

Ce contrat collectif de 1915 s'exécuta donc presque sans difficultés pour l'administration, mais non, répétons-le, sans un très appréciable esprit de sacrifice de la part des viticulteurs méridionaux. La C. G. V. ne s'endormit point sur ces résultats acquis, et de même qu'en 1915 avant les vendanges, sut donner de sages conseils, basés sur l'expérience de l'année écoulée, pour les nouvelles réquisitions.

Ces réquisitions de 1916 s'inspirèrent donc largement du régime de 1915, qui avait assuré le ravitaillement de l'armée, avec une économie pour l'Etat de 80 millions sur les cours commerciaux. En voici les principes : réquisition globale du sixième sur l'ensemble de la production, déduction faite des vins de cru et

grands ordinaires et des producteurs récoltant moins de trente hectolitres. Pour la fixation des prix, évaluation par les Commissions départementales, et fixation par la Commission centrale de contrôle. Et là, notons en passant un fait précieux démontrant d'une façon tangible l'importance toujours plus grande de la C. G. V. Celle-ci fut appelée à siéger à titre consultatif dans la Commission centrale en la personne de MM. Pastre, Combemale et Bernard.

Malgré ce, et malgré les avis à elle fournis par les Commissions départementales, la Commission centrale fixa à 6 francs le degré le prix du vin réquisitionné. Vu les cours du moment, cela représentait pour le département seul de l'Hérault une perte sèche de 135 millions de francs. Cette évaluation pire qu'une taxation allait entraîner certainement un conflit judiciaire. La C. G. V. s'attacha à l'éviter, et provoqua une décision du Conseil des Ministres fixant le prix à 8 francs le degré pour les vins de 9 degrés. Ce prix, prix de conciliation, entraînant encore une forte perte pour les viticulteurs, la C. G. V. sut la faire accepter à ses adhérents. Ce fait témoigne une fois de plus de l'action puissante et bienfaisante des syndicats viticoles.

Pour les réquisitions de 1917 et de 1918, les dernières, la même marche fut suivie.

Le rôle joué par les syndicats viticoles en cette matière de réquisition a donc été très remarquable. Ils ont réussi à concilier les intérêts opposés des viticulteurs

et de l'Etat et ce pour le plus grand bénéfice de chacun. En songeant au désordre et aux à-coups auxquels les réquisitions de 1914 donnèrent lieu, on se demande réellement ce qui se serait passé si les syndicats n'avaient point été là pour en ordonner la marche dans les années qui suivirent.

III. — *Taxation.*

Dans la première quinzaine du mois d'août 1917, plusieurs membres du Conseil d'Administration de la C. G. V., furent invités à venir à Paris, par M. Violette alors Ministre du Ravitaillement. Le Conseil d'Administration de la C. G. V. se réunit immédiatement et désigna une délégation comprenant des membres de tous les syndicats confédérés. Cette délégation se trouva réunie à Paris, le 22 août, avec les membres des principaux syndicats de producteurs et négociants en vin. Le Ministre exposa à cette assemblée qu'il ne fallait pas que le vin fût l'objet d'une spéculation éhontée, et qu'il fallait essayer d'en stabiliser les cours. La taxation pure et simple soit à la production, soit à la consommation dont on connaissait les résultats peu encourageants, ne fut pas proposée. Le Ministre exposa sa conception, qui dans le fond était un genre spécial et particulier de taxation. Le vin devait être arrêté dans les mains du producteur par la régie, qui refusait de livrer les pièces de circulation. Ce vin ainsi immobilisé ne pouvait être acheté que par un

commerçant patenté, à un prix qui ne pouvait dépasser celui fixé par la taxation. Le commerçant qui achetait ainsi une cave, soumettait son contrat d'achat au maire de la commune, qui donnait alors main-levée à cette sorte de saisie ; le vin rentrait alors dans la circulation. A partir de ce moment le prix du vin pouvait monter jusqu'à un prix maximum établi.

Les représentants des syndicats démontrèrent alors au Ministre que les cours du vin s'étaient élevés comme celui de tous les autres produits, par suite du jeu de la loi de l'offre et de la demande ; la cause principale étant les mauvaises récoltes ; qu'il y avait lieu de craindre que ce genre de réquisition générale n'amène un résultat contraire à celui poursuivi, en décourageant la production, et l'exemple du blé était là pour le montrer. Le *statu quo* fut réclamé et par les syndicats de producteurs et par les syndicats de commerçants, ils eurent gain de cause. La taxation était évitée.

IV. — *Transports.*

La crise des transports : cet assemblage de mots est devenu familier à l'oreille, tant on l'a entendu dire autour de soi, tant on le vit écrit et commenté sur les journaux et revues. Cette crise a affecté à peu près tous les domaines ; le vin, pas plus que les autres marchandises n'y a échappé. Là encore nous trouvons l'Etat en concurrence avec la viticulture, celui-ci voulant assurer le ravitaillement des armées, sans trop

se soucier des embarras qu'il causait au commerce du vin et du ravitaillement civil. Ces embarras, on pouvait les réduire avec un peu de doigté et de méthode ; c'est ce à quoi s'efforcèrent les syndicats viticoles, le ravitaillement de l'armée, bien entendu, étant assuré avant tout.

Les viticulteurs étaient également atteints par cette crise des transports, comme importateurs ; les fourrages, les engrais, toutes les matières premières nombreuses, que réclame la culture de la vigne n'arrivaient que difficilement et en petite quantité. Les syndicats s'attachèrent à faciliter l'arrivée de ces matières premières. Ils obtinrent notamment des bateaux pour l'importation du soufre de Sicile, après avoir fait, grâce à une enquête de M. Barthe, député, lever toute mesure restrictive à l'exportation du soufre par le Gouvernement italien. Ils en assurèrent la répartition entre les viticulteurs ; il fut procédé de même pour le sulfate de cuivre et autres matières premières nécessaires.

Dès octobre 1916 le sous-secrétariat de l'Intendance admit le contrôle et le concours actif de la C. G. V. dans le fonctionnement des transports de vin pour l'armée. Le contrôle et le concours des producteurs fut également admis à cette époque, par la quatrième direction du Ministère de la Guerre, qui organisa aussi fréquemment que possible des trains à marche directe entre le Midi et diverses gares du Centre et du Nord.

Les syndicats essayèrent de faire admettre le vin

parmi les marchandises de première catégorie ; ce résultat ne fut pas obtenu, mais ils recueillirent tout au moins l'assurance formelle que toutes les marchandises d'une même catégorie, le vin est de deuxième, avaient des droits égaux, sans que la place occupée par leur nom sur la liste officielle, eût une importance quelconque.

En matière de wagons-réservoirs les syndicats obtinrent le principe de l'immunité de réquisition au profit des wagons-foudres construits ou importés au cours de la guerre, mais ils estimèrent que la réquisition exclue comme mesure générale conservait une valeur d'autant plus grande comme moyen de répartition proportionnelle des transports militaires et comme sanction pénale. Leurs vues furent adoptées par les pouvoirs publics, qui prononcèrent notamment la réquisition du matériel entier d'une société convaincue d'avoir transgressé les clauses du tarif syndical. — Les syndicats s'attachèrent aussi à rendre les réparations des wagons-réservoirs plus rapides, et à empêcher leur embusquage sur les voies de garage.

Comme malgré tout cela, à la fin de 1917, — commencement de 1918, la crise des transports de vin revenait à un état aigu, des délégations de la C. G. V. des divers syndicats viticoles et de propriétaires de wagons réservoirs, se rendirent auprès du Ministre du Ravitaillement pour développer une proposition relative à la réquisition des wagons-réservoirs, tendant à assu-

rer un meilleur rendement dans la rotation du matériel.

Voyant que le Ministre n'était pas hostile à l'institution d'un contrôle de l'utilisation des wagons-réservoirs, MM. Barthe et Hubert Rouger, s'inspirant des desiderata exprimés par les syndicats, et de la pensée du Ministre, firent adopter par la Commission de l'Armée et de l'Agriculture, un projet de loi qui fut converti en décret le 21 février 1918. En voici le texte :

« ART. 1^{er}. — Il est créé au Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement, un service de contrôle pour le transport des vins, alcools et autres liquides nécessaires au ravitaillement du service de l'armée. Ce bureau de contrôle, veillera à la location normale, à la circulation rapide du matériel du parc de réserve. Ce bureau sera saisi de tous les dossiers intéressant les plaintes ou les contestations concernant les prix de location des wagons-réservoirs, laissés à la disposition du commerce.

Il est constitué un Comité de surveillance qui a son siège au Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement. Ce comité est composé de deux délégués de la Fédération des Associations viticoles de France, trois délégués de la C. G. V., un délégué de la Confédération viticole du Sud-Est, deux délégués du Syndicat national du Commerce en gros des vins et spiritueux de France, un délégué devra être pris obligatoirement en dehors du commerce parisien, un délégué de la Fédération des Syndicats du commerce en gros des vins du Midi, un

délégué du Syndicat des propriétaires des wagons-réservoirs. Ce Comité se réunit obligatoirement tous les mois. Les comptes individuels de tous les propriétaires de wagons-réservoirs, et toutes indications sur l'exploitation du matériel doivent être obligatoirement présentés à ce Comité à la première demande, les membres ont droit jusqu'aux stations-magasins.

ART. 2. — Tout propriétaire de wagon-réservoir est astreint à fournir pour les besoins de l'armée, partie ou totalité de son matériel. Il reçoit comme prix de location 0 fr. 04 par jour et par hectolitre de location.

ART. 3. — Un compte ouvert au nom de chaque propriétaire de wagon-réservoir indiquera le nombre de journées de location de son matériel.

ART. 4. — Il est constitué à Montpellier une commission chargée de contrôler la gestion des wagons-réservoirs, du parc de réserve. Cette commission de contrôle est composée de deux délégués de la C. G. V., un délégué de la Confédération du Sud-Est, deux délégués de la Fédération des Syndicats du commerce en gros des vins et spiritueux de la région du Midi, un délégué du Syndicat des propriétaires de wagons-réservoirs.

ART. 5. — La Commission de surveillance adresse tous les mois un rapport au bureau de contrôle du Sous-Secrétariat d'Etat au Ravitaillement. Ce rapport est obligatoirement soumis au Comité de surveillance.

ART. 6. — Le compte individuel des loueurs et propriétaires de wagons-réservoirs est publié tous les trimestres au « Journal officiel ».

ART. 7. — Les wagons-réservoirs qui auraient été construits après le 1^{er} juillet 1917 seront exemptés de la réquisition pendant la durée d'un an à partir de leur immatriculation. »

Usant des pouvoirs conférés par ce décret, les délégués syndicaux se rendirent à Paris chaque mois à la Commission centrale pour exercer leur contrôle ; ils en faisaient de même à Montpellier pour le parc de réserve. Ils s'aperçurent, au cours de cette surveillance, que l'arrêt presque complet des transports ne permettrait pas de vider les caves en temps opportun pour les vendanges à venir. Le Conseil d'Administration de la C.G.V, provoqua alors une assemblée plénière des représentants des producteurs et associations agricoles, viticoles, vinicoles et groupements commerciaux du Midi pour statuer sur les décisions à prendre. Ces décisions furent portées à la connaissance des pouvoirs publics, et provoquèrent de leur part des mesures immédiates. A la date du 6 septembre 1918 une lettre adressée par M. le Ministre des Travaux Publics à M. le Président de la C.G.V. faisait connaître, que des instructions formelles avaient été données aux Commissions des réseaux en vue d'améliorer sans délai le transport des vins en wagons-réservoirs et en fûts. En fait ces mesures eurent pour résultat de débarrasser les caves en temps utile et de permettre la rentrée de la nouvelle récolte.

Grâce donc aux syndicats, chaque année à l'époque

des vendanges, les caves des vigneronns ont pu être vidées et prêtes à recevoir le vin nouveau ; grâce à eux toutes les régions ont pu être approvisionnées sans trop d'à-coups et de retards ; grâce à eux le commerce a pu expédier tant bien que mal les marchandises qui menaçaient de lui rester sur les bras.

V. — *Main-d'œuvre agricole.*

La culture de la vigne est devenue de plus en plus une culture industrielle, nécessitant des soins constants, et une main-d'œuvre nombreuse et expérimentée. La mobilisation lui enleva la plus grande partie de ses ouvriers. Il fallait cependant ou continuer à cultiver, ou alors se résoudre à voir la vigne dépérir. — Comme par un fait exprès, les années de guerre furent des années de culture difficile, où les maladies cryptogamiques et autres se montrèrent particulièrement acharnées et tenaces.

Par son action jointe à celle des sociétés d'agriculture, la C. G. V. put parer à cette crise. Par de multiples démarches elle contribua puissamment à la mobilisation à la terre, des vieilles classes, à l'établissement d'un régime assez large de permissions militaires surtout à l'époque des vendanges, à la formation d'équipes militaires, à l'envoi de main-d'œuvre annamite, et enfin de prisonniers de guerre.

Par ces quelques faits il est facile de se rendre compte, qu'au lieu d'être ralentie par la guerre, l'activité

des syndicats viticoles n'a fait que s'accroître. Ils ont continué à défendre avec succès, le marché du vin, but en vue duquel ils s'étaient constitués. De plus en plus, sous l'empire des circonstances, ils ont non seulement défendu le marché du vin, mais l'existence même du produit : leurs campagnes pour la main-d'œuvre et la fourniture des matières premières nécessaires à la culture de la vigne en témoignent.

De plus en plus les rapports entre syndicats et État sont devenus fréquents et étroits : constamment des délégations syndicales sont allées trouver directement les Pouvoirs Publics, pour soutenir leurs revendications ou présenter la défense d'un point quelconque. Souvent les Pouvoirs Publics ont fait les premiers pas et ont appelé auprès d'eux les délégués syndicaux pour leur soumettre des projets, provoquer leurs avis, leur confier un rôle dans certains rouages. C'est donc qu'ils reconnaissaient l'utilité de cette collaboration.

L'œuvre des syndicats a été féconde. Tout en sachant toujours et à chaque moment faire accepter à leurs adhérents, les sacrifices nécessaires à la Défense nationale, ils ont obtenu des résultats que les viticulteurs isolés, livrés à eux-mêmes, auraient été dans l'impossibilité d'atteindre. Grâce à eux les cours des vins se sont maintenus à un taux rémunérateur, par la seule raison que n'étant pas faussés ils ont obéi à la vieille loi de l'offre et de la demande ; loi bien vieille mais plus que jamais solide. Cette guerre l'a bien prouvé,

car tous les systèmes les mieux échafaudés qui la méconnaissaient ont fait faillite.

Comme il y a cinq ans, nous sommes enclins à penser que l'action syndicale lorsqu'elle ne sort pas de son domaine est bienfaisante et souhaitable. Nous aimerions que les différents syndicats constitués s'inspirent de la sage ligne de conduite suivie par la C. G. V. ; que contrairement à ce que certains font, ils ne cherchent jamais à s'ingérer dans des affaires qui ne les regardent pas, qu'ils s'abstiennent surtout de faire de la politique et ne cherchent pas à constituer un Etat dans l'Etat. Leur popularité, leur développement, leur existence si utile, est à ce prix.

Vu :

Le Président de la Thèse,
J. HITIER.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. POINCARÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- Rocquigny.** — Les Syndicats agricoles et leur œuvre.
- Larnaude.** — De la recevabilité en justice des actions intentées par les syndicats professionnels. *La Loi*, 4 novembre 1911.
- Larnaude.** — La loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes.
- Maxime Toubreau.** — L'action en justice, des syndicats professionnels en vue de la répression des fraudes. *Lois nouvelles*, 1908.
- Bouschet de Bernard.** — Les syndicats viticoles, dans leur lutte contre les fraudes, Thèse. Paris, 1907.
- Paul Gemœhling.** — Les actions syndicales en justice pour la défense des intérêts professionnel. *Etude critique de jurisprudence*, Thèse. Paris.
- Georges Cahen.** — Le Droit d'ester en justice des syndicats professionnels. Extrait du *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1911.
- Garraud.** — Traité d'instruction criminelle, t. I.
- Rousseau et Laisney.** — *Recueil périodique de procédure civile*, 1887.
- J. Auffray.** — Fraudes et falsifications des vins, Thèse. Paris, 1911.
- Ch. Gide.** — La crise du vin en France et les associations de vinification. *Revue d'économie politique*, 1901, t. 15.
- La crise du vin dans le Midi de la France, *Revue d'économie politique*, 1907, t. 21.
- L. de Romeuf.** — La crise viticole du Midi. *Revue politique et parlementaire*, 1909, t. 60.
- Les syndicats professionnels devant les Chambres réunies de la Cour de cassation. Arrêt du 5 avril 1913. Musée social. *Annales, Revue mensuelle*, XX^e année, 5 mai 1913.

Baudry-Lacantinerie et Hougues-Fourcade, I, n° 88.

Bulletin de la Confédération des vignerons du Sud-Est. Rapports de la Confédération générale des vignerons du Midi. C. G. V.

Le Vigneron du Sud-Est.

L'Eclair de Montpellier.

Le Vigneron de Bourgogne.

La Champagne viticole.

Le Midi vinicole.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Les lois sur la répression des fraudes du vin.	5
SECTION I. — Lois antérieures à la loi du 1 ^{er} août 1905. . .	6
SECTION II. — Lois du 1 ^{er} août 1905.	10
SECTION III. — Lois postérieures à la loi du 1 ^{er} août 1905. . .	12
CHAPITRE II. — Les lois et la doctrine sur les syndicats. . .	17
CHAPITRE III. — La jurisprudence en matière de syndicats viticoles	28
SECTION I. — Jurisprudence des syndicats viticoles jusqu'à l'arrêt du 5 avril 1913	28
SECTION II. — Arrêt du 5 avril 1913, de la Cour de cassation, toutes chambres réunies	42

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Formation des syndicats viticoles méridionaux.	51
SECTION I. — La confédération générale des vignerons du Midi. . .	51
§ 1. — Historique.	51

§ 2. — Organisation de la Confédération générale des vignerons	53
SECTION II. — <i>Confédération des vignerons du Sud-Est</i> . . .	62
SECTION III. — <i>Syndicat national de défense de la viticulture française. Confédérations formées dans différentes régions de la France, sous l'influence de la Confédération générale des vignerons du Midi</i>	66
 CHAPITRE II. — Organisation de la répression des fraudes par les syndicats viticoles méridionaux	 70
§ 1. — Répression de la fraude dans le commerce. . .	71
§ 2. — Répression des fraudes à la production . . .	76
§ 3. — Surveillance des vins étrangers	82
§ 4. — Constitution de partie civile par les syndicats viticoles	88
§ 5. — Puissance effective et résultats obtenus par les Confédérations des vignerons du Midi et du Sud-Est.	92
 CHAPITRE III. — Principales questions soulevées par la viticulture en dehors de la fraude, et dont les Confédérations méridionales ont entrepris la défense . . .	 99
A. — Suppression du registre congé n° 1	102
B. — Suppression du Régime fiscal privilégié dont jouit l'Algérie.	105
C. — Maintien des droits de douane sur les vins espagnols	109
 CHAPITRE IV. — La répression des fraudes est-elle la cause unique du relèvement des prix du vin et de la fin de la crise viticole ? . . .	 116
 CONCLUSION	 133
 APPENDICE	 139

Imp. J. Thevenot, Etab. André BRULLIARD, Succ. - St-Dizier (Hte-Marne)
